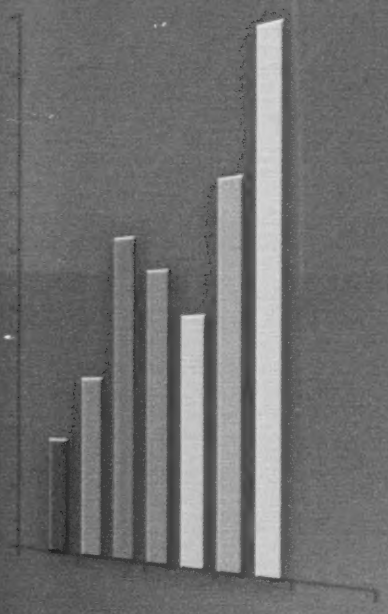
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

ÉCONOMIE



Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec

Édition 2010

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et archives Canada
Bibliothèque et archives nationales du Québec
1er trimestre 2011
ISBN : 978-2-550-60586-7 (imprimé)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Mars 2011

Avant-propos

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition annuelle des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*. Cette publication décrit, à l'aide des statistiques de la comptabilité nationale, l'évolution, au Québec, des principales variables macroéconomiques depuis 1991.

Les données exprimées en termes réels le sont à l'aide de la méthode des indices en chaîne ou des indices Fisher. Cette méthode produit la mesure la plus précise de la variation, du volume, de la croissance du produit intérieur brut et de ses composantes; elle rend également possible la comparaison avec les *Comptes économiques* du Canada et des États-Unis qui utilisent également cette méthode.

Cet ouvrage des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, édition 2010*, est composé de cinq chapitres. Le premier donne d'abord un aperçu du contexte économique international, puis il analyse l'évolution, en 2008 et en 2009, des principales variables des comptes économiques à partir des tableaux statistiques.

Le deuxième chapitre, composé de neuf tableaux consolidés et deux états de rapprochement, contient les données relatives au produit intérieur brut, au revenu personnel, à la demande intérieure, à la consommation, à l'investissement, à l'épargne personnelle, etc. Le troisième chapitre fournit de l'information plus désagrégée sur les différents comptes consolidés, sous forme de tableaux sectoriels. Au quatrième chapitre figurent les renseignements sur la production intérieure brute par activité économique. Enfin, au cinquième chapitre apparaissent les données sur les administrations publiques.

Tous les tableaux des comptes économiques contiennent les données provisoires de 2009, en plus des séries chronologiques couvrant la période de 1991 à 2008. Deux annexes méthodologiques, qui décrivent le cadre général de la comptabilité économique, les sources et les particularités des différents tableaux, complètent l'ouvrage.

Cette publication fournit des estimations qui servent de repères pour les autres rapports que l'Institut de la statistique du Québec produit, en particulier celui qui présente les estimations trimestrielles des principaux agrégats des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*.

Nous considérons que ce document de référence se révélera fort utile aux personnes intéressées par l'évolution de l'économie du Québec.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible, et accessible c'est là l'engagement « **qualité** » de l'Institut de la statistique du Québec.

Cette publication a été réalisée sous la coordination de : Pierre Lachance, économiste

Avec la collaboration de : Réjean Aubé et Richard Barbeau, économistes

Avec l'assistance technique de : Julie Godbout

Direction des statistiques économiques et du développement durable : Pierre Cauchon, directeur

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication :

Direction des statistiques économiques et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411
Télécopieur : 418 643-4129
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca
Courrier électronique : economie@stat.gouv.qc.ca

Note aux lecteurs :

Les agrégats des comptes économiques annuels présentés ici peuvent différer de ceux des comptes économiques trimestriels, ces derniers étant produits selon un processus de mise à jour continue des données. Ainsi, toute nouvelle information est intégrée, au rythme des trimestres, aux divers tableaux des comptes, afin de mieux refléter l'évolution récente de l'économie du Québec.

Signes conventionnels

–	Néant ou zéro
..	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
p	Donnée provisoire
x	Donnée confidentielle

Symboles

$	Dollar
k	Millier
M	Million
G	Milliard
n	Nombre
%	Pour cent ou en pourcentage

Table des matières

Chapitre 1

L'économie du Québec en 2008 et en 2009 **9**

Le contexte économique international 9

Le produit intérieur brut selon les revenus 12

Le produit intérieur brut selon les dépenses 13

La production de biens et services 15

La provenance et l'utilisation du revenu personnel 16

Les recettes et les dépenses courantes du secteur public 17

Chapitre 2

Les tableaux sommaires **19**

Chapitre 3

Les tableaux sectoriels **43**

Chapitre 4

La répartition industrielle du produit intérieur brut **71**

Chapitre 5

Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques **81**

Annexe 1

Cadre général des comptes économiques **109**

Annexe 2

Sources et particularités **115**

Liste des tableaux

Chapitre 1

Tableau 1.1
Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2008 et 2009 10

Tableau 1.2
Principaux indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 2008 et 2009 11

Tableau 1.3
Évolution du commerce extérieur en termes réels, Québec, 2005-2009 14

Chapitre 2

Tableau 2.1
Produit intérieur brut selon les revenus, Québec, 1991-2009 20

Tableau 2.2
Produit intérieur brut selon les dépenses, Québec, 1991-2009 22

Tableau 2.3
Produit intérieur brut réel, Québec, 1991-2009 24

Tableau 2.3A
Produit intérieur brut aux prix de 2002, Québec, 1991-2009 26

Tableau 2.4
Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel, Québec, 1991-2009 28

Tableau 2.5
Indices implicites de prix, produit intérieur brut, Québec, 1991-2009 30

Tableau 2.6
Provenance du revenu personnel, Québec, 1991-2009 32

Tableau 2.7
Utilisation du revenu personnel, Québec, 1991-2009 34

Tableau 2.8
Rapport entre le produit intérieur brut, le produit intérieur brut et net aux prix de base, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1991-2009 36

Tableau 2.9
Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement, Québec, 1991-2009 38

Tableau 2.10
Investissements en capital fixe, état de rapprochement, Québec, 1991-2009 40

Chapitre 3

Tableau 3.1
Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure, Québec, 1991-2009 44

Tableau 3.2
Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure, Québec, 1991-2009 46

Tableau 3.3
Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement, Québec, 1991-2009 48

Tableau 3.4
Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute, Québec, 1991-2009 50

Tableau 3.5
Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – revenus, Québec, 1991-2009 52

Tableau 3.6
Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – dépenses, Québec, 1991-2009 54

Tableau 3.7
Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles – ressources, Québec, 1991-2009 56

Tableau 3.8
Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles – utilisation de l'épargne, Québec, 1991-2009 56

Tableau 3.9
Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – revenus, Québec, 1991-2009 58

Tableau 3.10
Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – dépenses, Québec, 1991-2009 60

Tableau 3.11
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – ressources, Québec, 1991-2009 62

Tableau 3.12
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – utilisation de l'épargne, Québec, 1991-2009 62

Tableau 3.13
Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – revenus, Québec, 1991-2009 64

Tableau 3.14
Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – dépenses, Québec, 1991-2009 66

Tableau 3.15
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – ressources, Québec, 1991-2009 68

Tableau 3.16
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – utilisation de l'épargne, Québec, 1991-2009 68

Chapitre 4

Tableau 4.1
Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique, Québec, 1991-2009 72

Tableau 4.2
Rémunération des salariés, par activité économique, Québec, 1991-2009 74

Tableau 4.3
Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 1991-2009 76

Tableau 4.4
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique, Québec, 1991-2009 78

Chapitre 5

Tableau 5.1
Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 1991-2009 82

Tableau 5.2
Recettes et dépenses de l'administration fédérale, Québec, 1991-2009 84

Tableau 5.3
Recettes et dépenses de l'administration provinciale, Québec, 1991-2009 86

Tableau 5.4
Recettes et dépenses des administrations locales, Québec, 1991-2009 88

Tableau 5.5
Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, Québec, 1991-2009 90

Tableau 5.6
Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 1991-2009 92

Tableau 5.7
Impôts directs des sociétés et des entreprises publiques, Québec, 1991-2009 94

Tableau 5.8
Impôts indirects sur la production et sur les importations, Québec, 1991-2009 96

Tableau 5.9
Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 1991-2009 98

Tableau 5.10
Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 1991-2009 100

Tableau 5.11
Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1991-2009 102

Tableau 5.12
Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques, Québec, 1991-2009 104

Tableau 5.13
Transferts entre administrations publiques, Québec, 1991-2009 106

Liste des figures

Figure 1.1
Taux de profit des sociétés avant impôt, Québec, 2002-2009 12

Figure 1.2
Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 2002-2009 13

Figure 1.3
Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 2002-2009 14

Figure 1.4
Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2002-2009 15

Figure 1.5
Taux de croissance du revenu personnel disponible, en termes réels, Québec, 2002-2009 16

Chapitre 1

L'économie du Québec en 2008 et en 2009

Au Québec, en 2010, la croissance économique repart à la hausse, après avoir ralenti nettement en 2008 et être devenue négative en 2009. En effet, le produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, exprimé en termes réels, augmente de 2,1 % en 2007 et de 1,1 % en 2008, puis il recule de 0,3 % en 2009. Par contre, sur une base cumulative après deux trimestres, il progresse de 2,7 % en 2010. Au Canada, la croissance annuelle du PIB freine brusquement entre 2007 (2,2 %) et 2008 (0,5 %) et devient négative en 2009 (– 2,5 %), avant de se redresser en 2010 (2,8 %) après deux trimestres. Le PIB du Québec et celui du Canada, après avoir accusé chacun trois diminutions trimestrielles de suite, amorcent tous deux leur redressement au troisième trimestre 2009 et se maintiennent à la hausse depuis.

L'évolution économique au Québec, en 2009, est favorisée par une progression des dépenses personnelles en biens et services, des dépenses courantes des administrations publiques ainsi que des investissements des administrations publiques. Elle est toutefois entravée par la baisse des investissements des entreprises et par la réduction du solde extérieur qui, parti d'un surplus en 2002, affiche un septième et important déficit en 2009. Après deux trimestres en 2010, le PIB croît à nouveau, même si le déficit du solde extérieur continue de s'aggraver, car les dépenses d'investissement des entreprises renouent avec la croissance, tandis que les dépenses personnelles et celles des administrations maintiennent leur effet positif.

La création nette d'emplois passe à + 30 000 (+ 0,8 %) en 2008 à – 37 500 (– 1,0 %) en 2009, puis à + 73 800 (+ 1,9 %) après 10 mois en 2010. Le nombre de chômeurs augmente entre 2008 (303 300) et 2009 (355 200), mais il redescend après 10 mois en 2010 (340 200). Par ailleurs, l'augmentation de la population active[1] ralentit entre 2008 (+ 0,8 %) et 2009 (+ 0,3 %) et remonte en 2010 (+ 1,3 % sur 10 mois). Dans ce contexte, le taux de chômage au Québec se situe à 7,2 % en 2008, à 8,5 % en 2009 et à 8,0 % en 2010 (après 10 mois).

La progression du revenu personnel disponible exprimé en termes réels[2] ralentit entre 2007 (+ 4,6 %) et 2009 (+ 2,0 %), pourcentage identique au premier semestre de 2010 (+ 2,0 %). Le taux d'épargne personnelle passe de 3,3 % en 2008 à 4,6 % en 2009, soit son niveau le plus élevé depuis 2003 (3,9 %).

Le contexte économique international

Les pays de l'OCDE[3, 4]

Dans les 31 pays membres de l'OCDE pris globalement, l'économie renoue avec la croissance en 2010, après une diminution importante du PIB en volume en 2009 (– 3,3 %). Cette contraction faisait elle-même suite à un ralentissement prononcé de la croissance de la zone OCDE en 2008 (+ 0,5 %), comparativement à 2,8 % en 2007 et à 3,1 % en 2006. Selon les estimations, le PIB en volume croîtrait de 2,7 % en 2010.

Sur les marchés de change, le dollar américain perd du terrain par rapport à l'euro entre 2005 et 2008, mais il en regagne une partie en 2009 et en 2010. Face à la livre sterling, le dollar se déprécie entre 2001 et 2007, puis il repart à la hausse en 2008 et en 2009. Par rapport au yen japonais, la réévaluation observée en 2006 et en 2007 devient une dévaluation en 2008 et en 2009, et celle-ci se maintient en 2010.

L'évolution du PIB en volume est négative, en 2009, dans 27 des 31 pays de l'OCDE, les 3 seuls pays à être demeurés en croissance sont l'Australie, la Corée et la Pologne. En 2010, la situation se renverse toutefois car, selon les estimations, 27 pays afficheraient de nouveau une augmentation de leur PIB, les exceptions étant les quatre pays européens apparemment les plus frappés par la récente crise financière, soit la Grèce, l'Islande, l'Irlande et l'Espagne.

En Amérique du Nord, la croissance économique ralentit fortement en 2008, au regard de 2007, puis elle est suivie par une récession en 2009. Cette évolution se produit tant aux États-Unis qu'au Canada et, de façon encore plus prononcée, au Mexique. Les effets de la crise financière amorcée en 2007 aux États-Unis continuent de se faire sentir en 2009 et en 2010, notamment par un maintient du taux de chômage entre 9 % et 10 %, par une hausse persistante des saisies de biens immobiliers et une chute du nombre de logements mis en chantier, en 2009 et en 2010, à moins du tiers de ce qu'il était en 2005.

1. Les données sur l'emploi, le chômage et la population active sont arrondies au millier le plus près.
2. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler cette variable.
3. ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (2010). *Perspectives économiques de l'OCDE*, Paris, OCDE, vol. 87, juin.
4. ID. (2010). *Principaux indicateurs économiques*, Paris, OCDE.

Tableau 1.1
Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2008 et 2009

Pays		PIB en volume	Inflation	Chômage
		Variation en %		Taux en %
États-Unis	2008	0,0	3,8	5,8
	2009	– 2,6	– 0,4	9,3
Japon	2008	– 1,2	1,4	4,0
	2009	– 5,2	– 1,4	5,1
Allemagne	2008	1,0	2,6	7,3
	2009	– 4,7	0,4	7,5
France	2008	0,2	2,8	7,8
	2009	– 2,6	0,1	9,4
Italie	2008	– 1,3	3,3	6,8
	2009	– 5,0	0,8	7,8
Royaume-Uni	2008	– 0,1	3,6	5,6
	2009	– 4,9	2,2	7,6
Canada	2008	0,5	2,3	6,1
	2009	– 2,5	0,3	8,3

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques.*

En Asie, l'expansion économique reprend au Japon en 2010 après deux années de récession en 2008 (PIB en baisse de 1,2 %) et en 2009 (– 5,2 %), laquelle s'accompagne d'une hausse du chômage et de l'endettement public. En Corée, la croissance économique se poursuit en 2010 après que ce pays eut échappé à la récession en 2009 (+ 0,2 %), grâce aux exportations et à une politique budgétaire expansionniste. En Chine, par ailleurs, le PIB continue d'avancer de 8 % à 10 % par an, porté par la demande intérieure et par un important programme de stimulation économique. En Inde, le PIB se maintient entre 5 % et 7 % en 2008 et 2009, alors que la production agricole subit une contraction en 2009, et malgré le dynamisme manifesté par les entreprises non-agricoles, la croissance du PIB dépasserait 8 % en 2010.

En Europe, le taux moyen de croissance du PIB dans les pays de la zone euro se situe à 0,5 % en 2008, puis il devient négatif en 2009 (– 4,2 %), car la récession qui frappe le continent européen s'accompagne d'une crise de l'endettement des administrations publiques qui affecte surtout l'Irlande et les pays du sud de l'Europe. Le déficit du solde financier de l'ensemble des administrations publiques de la zone euro se creuse entre 2008 (– 2,0 % du PIB) et 2010 (– 6,6 %), tandis que leur dette brute passe de 66,1 % du PIB en 2007 à 69,6 % en 2008, à 78,9 % en 2009 et à 85,0 % en 2010.

L'économie états-unienne

Aux États-Unis, le PIB atteint 14 119,0 milliards de dollars américains en 2009, soit une diminution nominale de 1,7 %. En termes réels, le taux de croissance est négatif en 2009 (– 2,6 %) et nul en 2008, après être passé de 3,6 % en 2004 à 1,9 % en 2007. Sur une base trimestrielle, l'économie de ce pays se trouve en récession durant quatre trimestres consécutifs, soit du troisième trimestre 2008 jusqu'au deuxième de 2009, après quoi le PIB repart à la hausse, et ce, jusqu'au troisième trimestre 2010.

Dans ce contexte, les dépenses personnelles de consommation, notamment au titre des biens durables, et toutes les composantes de l'investissement privé contribuent à faire diminuer le PIB en 2009. En contrepartie, les dépenses de l'administration fédérale et la réduction du déficit du commerce extérieur contribuent à ralentir la baisse du PIB.

Les investissements du secteur privé en capital fixe présentent trois diminutions annuelles de suite, en 2007 (– 3,1 %), en 2008 (– 9,5 %) et surtout en 2009 (– 22,6 %). Ils présentent, par ailleurs, huit reculs trimestriels consécutifs entre le troisième trimestre 2007 et le second de 2009, avant de repartir à la hausse au troisième trimestre 2009 et jusqu'au troisième de 2010. Par ailleurs, les dépenses en construction résidentielle (– 22,9 % en 2009) en sont à la quatrième année de décroissance (après – 24,0 % en 2008, – 18,7 % en 2007 et – 7,3 % en 2006) et celle-ci se poursuit pendant deux des trois premiers trimestres de 2010. Les dépenses en équipement et en logiciels voient, pour leur part, leur évolution se retourner en 2008 (– 2,4 %) et plus encore en 2009 (– 15,3 %). Enfin, les dépenses en construction non résidentielle augmentent jusqu'en 2008 (+ 5,9 %), mais elles chutent à leur tour en 2009 (– 20,4 %).

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation présentent deux diminutions consécutives en 2008 (– 0,3 %) et en 2009 (– 1,2 %). Les dépenses en biens durables (– 3,7 %) et non durables (– 1,2 %) accusent des baisses en 2009 tout comme, dans une moindre mesure, celles en services (– 0,8 %).

Tableau 1.2
Principaux indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 2008 et 2009

Indicateur	Québec		Canada		États-Unis	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Variation en %						
Produit intérieur brut aux prix du marché (dollars enchaînés)	1,1	– 0,3	0,5	– 2,5	0,0	– 2,6
Dépenses personnelles en biens et services de consommation (dollars enchaînés)	3,1	0,9	2,9	0,4	– 0,3	– 1,2
Logements mis en chantier	– 1,3	– 9,4	– 7,6	– 29,4	– 33,2	– 38,8
Revenu personnel disponible (dollars enchaînés)	3,3	2,0	3,7	1,1	1,7	0,6
Rémunération des salariés (dollars courants)	3,9	1,7	4,3	0,1	2,6	– 3,2
Indice global des prix à la consommation	2,1	0,6	2,3	0,3	3,8	– 0,4
Emploi total	0,8	– 1,0	1,5	– 1,6	– 0,5	– 3,8
Taux en %						
Taux de chômage (annuel)	7,2	8,5	6,1	8,3	5,8	9,3
Taux cible de financement à 1 jour (fin d'année)	1,50	0,25	1,50	0,25	-	-
Taux cible des fonds fédéraux (fin d'année)	-	-	-	-	0,25	0,25

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.
Banque du Canada.
U.S. Bureau of Economic Analysis.
U.S. Bureau of Labor Statistics.
U.S. Federal Reserve Board.

Les dépenses en volume des administrations publiques croissent de 2,8 % en 2008 et de 1,6 % en 2009. Les dépenses de l'administration fédérale expliquent à elles seules ces hausses en raison d'une poussée de croissance tant en 2008 (+ 7,3 %) qu'en 2009 (+ 5,7 %), et que ce soit au titre de la défense ou à d'autres fins, puisque les dépenses des États et des administrations locales ne progressent que de 0,3 % en 2008 et diminuent en 2009 (– 0,9 %).

Les exportations totales de biens et services, en termes réels, augmentent plus rapidement que les importations entre 2005 et 2008, et elles diminuent moins fortement que les importations en 2009. Par contre, aux deuxième et troisième trimestres 2010, les importations se remettent à croître nettement plus vite que les exportations.

Dans ces conditions, le solde extérieur global en valeur nominale se redresse sensiblement en 2009, car son déficit s'établit à – 386,4 milliards de dollars, contre – 710,4 milliards en 2008. Le solde des biens réduit également son déficit en le faisant passer de – 853,7 milliards en 2008 à – 524,7 milliards en 2009, tandis que le solde des services présente des surplus de 143,3 milliards et 138,4 milliards respectivement.

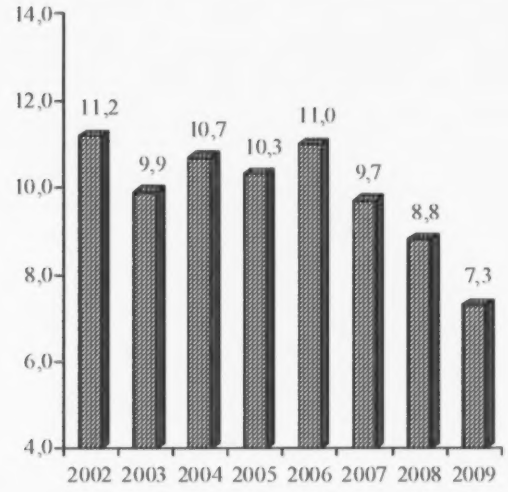
Après avoir reflué quelques années jusqu'à un plancher de 4,6 % en 2006 et en 2007, le taux de chômage repart à la hausse en 2008 (5,8 %) et surtout en 2009 (9,3 %), une poussée qui masque un taux de 10 % au quatrième trimestre 2009. Le taux reflue cependant à 9,6 % au troisième trimestre 2010. Enfin, l'indice global des prix à la consommation (IPC) progresse de 2,8 % en 2007 et de 3,8 % en 2008, mais il diminue de 0,4 % en 2009, ce qui ne s'était pas vu depuis 1955 (– 0,4 %). L'IPC est toutefois en hausse au cours de 2010.

L'économie canadienne

Le PIB nominal, au Canada, s'élève à 1 527,3 milliards de dollars en 2009, en baisse de 4,5 %. En termes réels, le PIB régresse de 2,5 %, ce qui prolonge une décélération continue entre 2004 (3,1 %) et 2008 (+ 0,5 %). Par ailleurs, la demande intérieure finale diminue de 1,8 % en termes réels (2,8 % en 2008).

L'évolution de l'économie canadienne, en 2009, est principalement favorisée par les dépenses personnelles en biens non durables et en services, de même que par l'investissement en capital fixe des administrations publiques. Elle est toutefois entravée par la diminution des dépenses personnelles en biens durables et semi-durables, de même que par la chute de l'investissement des entreprises en capital fixe, et par le déficit du solde extérieur. Par contre, en termes cumulatifs après deux trimestres en 2010, l'ensemble des composantes de la demande intérieure finale viennent appuyer le retour à la croissance, et surtout l'investissement en construction résidentielle.

Figure 1.1
Taux de profit des sociétés avant impôt, Québec, 2002-2009



Les dépenses personnelles en biens et services de consommation croissent de 0,4 % en termes réels en 2009, comparativement à 2,9 % en 2008 et à 4,6 % en 2007. La hausse globale de 2009 s'appuie sur les dépenses en biens non durables (+ 0,7 %) et en services (+ 1,1 %) puisque l'évolution des dépenses en biens durables (– 1,5 %) et semi-durables (– 2,2 %) est négative. Par ailleurs, le revenu personnel disponible croît de 5,3 % en 2008, mais seulement de 1,7 % en 2009. Ramenées en termes réels, ces hausses s'établissent à 3,7 % et 1,1 % respectivement. Enfin, le taux d'épargne s'établit à 4,6 % en 2009 (3,6 % en 2008) et à 4,4 % après deux trimestres en 2010.

Les investissements en capital fixe des entreprises affichent d'abord une croissance en nette décélération entre 2005 (+ 9,0 %) et 2008 (+ 0,8 %), puis celle-ci devient fortement négative en 2009 (– 16,0 %), mais elle se redresse après deux trimestres en 2010 (+ 3,6 %). La diminution observée en 2009 est attribuable aux trois composantes de la formation de capital fixe puisque les investissements en construction résidentielle décroissent de 8,2 %, ceux en construction non résidentielle, de 19,5 %, et ceux en machines et en matériel reculent de 20,3 %.

Le volume des dépenses courantes des administrations publiques en biens et services affichent une croissance en accélération de 2005 (+ 1,4 %) à 2008 (+ 3,9 %), qui ralentit en 2009 (+ 3,5 %) et qui reprend de la vigueur dans la première moitié de 2010 (+ 4,1 %). Les investissements en capital fixe des administrations présentent une forte poussée annuelle en 2009 (+ 15,0 %).

Le taux de change du dollar canadien, par rapport au dollar américain, affiche une moyenne annuelle de 0,9381 $ US en 2008 et de 0,8757 $ US en 2009. Par contre, après 10 mois en 2010, il est revenu à une moyenne cumulative de 0,9672 $ US car la réévaluation amorcée au deuxième trimestre 2009 se poursuit en 2010, avec des taux mensuels souvent de peu inférieurs à la parité.

Après une longue phase de diminution entre 1993 (11,4 %) et 2007 (6,0 %), le taux de chômage repart à la hausse en 2008 (6,1 %) et en 2009 (8,3 %). Il redescend toutefois à 8,1 % en termes cumulatifs après 10 mois en 2010, et même à 7,9 % en octobre. Pour sa part, la création nette d'emplois (– 1,6 %) devient négative en 2009 (– 276 900 postes), puis elle se ressaisit en 2010 avec 261 300 nouveaux postes (+ 1,6 %), surtout entre janvier et juin puisque la création d'emplois devient nettement plus lente à partir de juillet 2010. Enfin, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 2,3 % en 2008, mais seulement de 0,3 % en 2009, après quoi il avance de 1,7 % de façon cumulative entre janvier et octobre 2010.

Le produit intérieur brut selon les revenus

Le PIB nominal du Québec, aux prix du marché, s'accroît de 0,3 % en 2009 et il atteint 303,7 milliards de dollars, comparativement à 302,7 milliards en 2008 (+ 2,3 %). Pour sa part, le produit intérieur net aux prix de base affiche une stabilité en 2009 et il se maintient à 246,6 milliards, après avoir crû de 2,7 % en 2008.

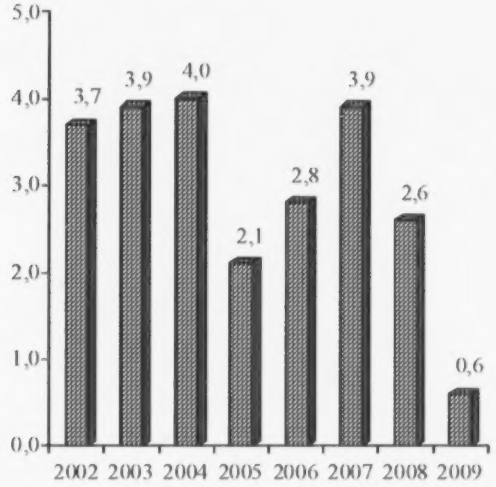
Les composantes du produit intérieur net aux prix de base

La rémunération des salariés, qui représente 54,8 % du PIB, augmente de 3,9 % en 2008 et de 1,7 % en 2009, quand elle atteint 166,6 milliards de dollars. Sa progression surpasse celle du PIB en 2009, comme pour les deux années précédentes. Par ailleurs, la création nette d'emplois est négative en 2009 (– 1,0 %), avec la perte de 37 500 postes, ce qui ne s'était pas vu depuis 1996 (– 0,2 %). Le taux de chômage moyen annuel passe à 8,3 % en 2009, comparativement à 7,2 % en 2008 et en 2007.

Les bénéfices des sociétés avant impôt totalisent 20,8 milliards de dollars en 2009 (– 15,4 %), en baisse une troisième année de suite et à leur niveau le plus faible depuis 1998 (17,4 milliards). Par ailleurs, le taux de profit[5] passe à 7,3 % en 2009 (figure 1.1), en baisse constante depuis 2006 (11,0 %).

5. Le taux de profit correspond au rapport entre les bénéfices des sociétés avant impôt et la demande intérieure finale, excluant les dépenses des administrations publiques en rémunération des salariés.

Figure 1.2
Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 2002-2009



Les intérêts et les revenus divers de placement décroissent de 7,2 % en 2009 et ils s'élèvent à 21,4 milliards de dollars. Cette diminution est la première depuis 2002 (– 1,5 %) et elle fait suite à deux hausses annuelles consécutives supérieures à 10 %.

Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (loyers compris) s'élève à 19,0 milliards de dollars (+ 7,1 %) en 2009, tandis que le revenu comptable net des exploitants agricoles descend à 349 millions (– 6,2 %). Les impôts indirects nets sur les facteurs de production décroissent, pour leur part, de 0,1 %, leur première baisse depuis 2001 (– 1,4 %), et ils se situent à 18,3 milliards en 2009.

Les autres composantes

Les impôts indirects nets sur les produits s'élèvent à 17,5 milliards de dollars et ils diminuent (– 3,7 %), pour la troisième fois en quatre ans, tandis que les provisions pour consommation de capital se situent à 39,7 milliards, en hausse de 3,9 % par rapport à 2008.

L'importance relative des composantes

La rémunération des agents économiques, mesurée par le produit intérieur net aux prix de base, demeure stable en 2009 et elle constitue 81,2 % du PIB, une proportion qui surpasse toujours le seuil de 80 % depuis 2003. Selon leur part relative du PIB, en ordre décroissant, les composantes de rémunération se classent comme suit en 2008 : la rémunération des salariés (54,8 %), les intérêts et les revenus divers de placement (7,0 %), les bénéfices des sociétés avant impôt (6,8 %), le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (6,2 %), les impôts indirects nets sur les facteurs de production (6,0 %) ainsi que le revenu comptable net des exploitants agricoles (0,1 %).

Le produit intérieur brut selon les dépenses

La demande intérieure finale

La demande intérieure finale croît de 1,9 %, passant de 320,1 milliards de dollars en 2008 à 326,2 milliards de dollars en 2009. En termes réels, l'accroissement est de 0,6 % (figure 1.2) et il surpasse celui du PIB (– 0,3 %) une neuvième fois de suite, soit depuis 2001.

Les dépenses personnelles de consommation

En hausse nominale de 1,3 %, les dépenses personnelles en biens et services s'élèvent à 190,5 milliards en dollars, contre 187,9 milliards en 2008. En termes réels, l'accroissement est de 0,9 % en 2009, comparativement à 3,1 % en 2008 et 4,1 % en 2007, dans un contexte où la progression des prix devient inférieure à 1 %. En effet, l'indice implicite des prix du PIB progresse de 1,3 % en 2008, mais seulement de 0,7 % en 2009, tandis que, parallèlement, l'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services augmente de 1,4 % et 0,5 % respectivement, et l'indice global des prix à la consommation, de 2,1 % et 0,6 %.

En valeur nominale, les dépenses en biens durables diminuent de 1,1 % en 2009 (+ 3,8 % en 2008), et elles s'élèvent à 26,0 milliards de dollars. Les dépenses en biens semi-durables restent inchangées à 15,7 milliards, tandis que les dépenses en biens non durables atteignent 50,6 milliards, en hausse de 0,3 %. Enfin, les dépenses en services passent à 98,1 milliards, en hausse de 2,8 %.

En termes réels, les dépenses en biens durables ont un taux de croissance positif en 2009, soit 1,2 %, mais cette augmentation consécutive est la plus faible depuis 1995 (+ 0,7 %). Les biens semi-durables montrent une augmentation de 0,2 %, les biens non durables, de 1,0 %, et les services progressent de 0,9 %.

Les dépenses publiques courantes

Les dépenses courantes nettes en biens et services de l'ensemble des administrations publiques passent de 69,2 milliards de dollars en 2008 à 73,8 milliards en 2009, soit l'augmentation (+ 6,6 %) la plus forte depuis 2003 (+ 8,1 %). En termes réels, ces dépenses croissent de 0,5 % en 2007, de 3,1 % en 2008 et de 3,9 % en 2009.

Les dépenses publiques courantes nettes en biens et services équivalent à 24,3 % du PIB nominal en 2009 (figure 1.3). Cette part relative est en hausse depuis 2004 (21,9 %) et elle se situe à son niveau le plus élevé depuis 1994 (25,1 %).

Les investissements des entreprises

En dollars courants, les investissements des entreprises en capital fixe diminuent de 6,5 % en 2009 et ils descendent à 47,4 milliards de dollars. Ce recul nominal est le premier en 15 ans (– 7,6 % en 1995). En termes réels, après une baisse en 2005 (– 0,2 %), ces investissements présentent deux années de croissance, en 2006 (+ 3,1 %) et en 2007 (+ 6,8 %), avant de reculer de nouveau en 2008 (– 2,4 %) et davantage en 2009 (– 9,3 %).

Les investissements en machines et en matériel chutent de 18,1 % en termes réels en 2009 (– 3,1 % en 2008), après cinq années de hausse entre 2003 et 2007. Les investissements en ouvrages non résidentiels diminuent de 9,2 %, tandis que ceux en bâtiments résidentiels se replient (– 2,5 %) pour la quatrième fois en cinq ans.

Les investissements publics

Les investissements des administrations publiques en capital fixe s'élèvent à 14,5 milliards de dollars en 2009, une poussée nominale de 19,3 %. L'augmentation en termes réels est de 17,6 %, la plus forte depuis 2001 (+ 18,1 %), et elle se répartit entre les investissements en structures (+ 20,6 %) ainsi qu'en machines et matériel (+ 10,5 %).

Le commerce extérieur

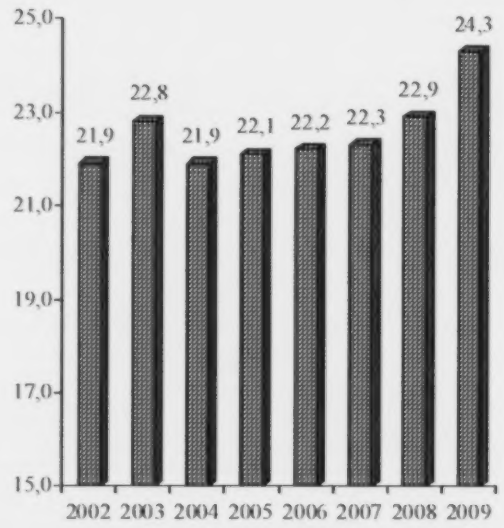
Le solde extérieur global du Québec présente, en 2009, un septième déficit de suite, soit depuis 2003. Ce déficit s'aggrave constamment puisque le solde passe graduellement d'un surplus de 7,5 milliards en 2001 à un déficit de 19,4 milliards en 2009 car, excepté en 2006, la croissance des importations surpasse celle des exportations. En dollars constants, et pour la même raison, le solde global se retourne à partir de 2002 et il présente un déficit qui s'aggrave constamment de 2003 à 2008, et qui s'atténue en 2009.

Les exportations totales de biens et de services chutent de 11,8 % en 2009, une première baisse nominale depuis 2003 (– 4,6 %), et elles descendent à 139,1 milliards de dollars, ou 45,8 % du PIB, la part la plus faible depuis 1993 (44,5 %). En termes réels, les exportations totales diminuent de 2,5 % en 2008 et de 7,8 % en 2009 (tableau 1.3).

Tableau 1.3
Évolution du commerce extérieur en termes réels, Québec, 2005-2009

Variable	2005	2006	2007	2008	2009
	Variation en %				
Exportations totales	**2,1**	**2,3**	**2,1**	**– 2,5**	**– 7,8**
Internationales	2,3	0,9	1,1	– 3,5	– 11,5
Biens	3,4	0,3	1,2	– 3,6	– 12,4
Services	– 4,6	4,6	0,2	– 2,8	– 6,0
Interprovinciales	1,9	4,6	3,8	– 0,9	– 2,2
Biens	– 1,6	2,4	2,0	– 1,3	– 2,2
Services	7,5	7,8	6,3	– 0,3	– 2,1
Importations totales	**4,4**	**3,1**	**4,9**	**0,1**	**– 7,6**
Internationales	7,4	4,0	5,9	2,1	– 10,9
Biens	7,8	3,2	5,8	2,5	– 12,1
Services	4,8	9,4	6,6	– 0,9	– 2,6
Interprovinciales	– 0,2	1,6	3,2	– 3,1	– 1,7
Biens	– 3,1	– 0,3	– 2,0	– 5,2	– 1,8
Services	3,5	4,0	9,5	– 0,7	– 1,6

Figure 1.3
Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 2002-2009



Les exportations vers les autres pays passent de 95,5 milliards de dollars en 2008 à 79,8 milliards (– 16,4 %) en 2009, une baisse attribuable à la fois aux exportations de biens (– 17,9 %) et de services (– 6,5 %). Les variations correspondantes en termes réels sont, par ailleurs, de – 11,5 %, – 12,4 % et – 6,0 % respectivement.

Les exportations vers les autres provinces atteignent 59,3 milliards de dollars (– 4,8 %) en 2009, et tant les exportations de biens (– 7,3 %) que de services (– 1,4 %) sont en baisse. Les taux de variation en termes réels sont, pour leur part, de - 2,2 %, - 2,2 % et de - 2,1 % respectivement.

Les importations totales de biens et de services représentent 158,5 milliards de dollars (– 10,0 %) ou 49,1 % de la demande intérieure totale, la part la plus basse depuis 1994 (48,7 %). En termes réels, le repli est de 7,6 % en 2009, comparativement à des hausses de 0,1 % en 2008 et de 4,9 % en 2007.

Les importations des autres pays descendent à 98,9 milliards de dollars en 2009 (– 12,6 %), et leur chute nominale est entièrement attribuable aux importations de biens (– 14,3 %) plutôt que de services (+ 0,1 %). En termes réels, ces trois variables enregistrent des variations de – 10,9 %, de – 12,1 % et – 2,6 % respectivement.

Les importations des autres provinces s'établissent à 59,6 milliards de dollars (– 5,6 %) en 2009 et elles sont en baisse à la fois au titre des biens (– 10,1 %) et des services (– 0,7 %). En termes réels, les variations correspondantes sont de – 1,7 %, – 1,8 % et – 1,6 % respectivement.

Les termes de l'échange[6] globaux du Québec se détériorent en 2008 et en 2009 (– 1,6 % chacune), après les cinq années d'amélioration qui ont suivi 2002 (– 0,8 %). Par ailleurs, les termes de l'échange internationaux de biens – qui ont de loin le plus de poids dans les termes globaux – se détériorent en 2008 (– 2,8 %) et en 2009 (– 3,7 %), après s'être améliorés en 2007 et en 2006. Quant aux termes de l'échange internationaux de services (– 3,1 %), ils présentent une première détérioration depuis 2002 (– 0,7 %).

Les termes de l'échange de biens avec les autres provinces se détériorent en 2008 (– 1,0 %), mais ils se redressent en 2009 (+ 3,6 %), tandis que les termes de l'échange interprovinciaux de services demeurent stables en 2009 (+ 0,2 % en 2008).

La production de biens et services

La production globale

Le PIB nominal aux prix de base des 18 groupes d'activité économique s'élève, en 2009, à 286,2 milliards de dollars, en hausse de 0,6 % par rapport aux 284,5 milliards (+ 2,7 %) de 2008. Il faut remonter jusqu'en 1991 (+ 0,8 %) pour trouver une autre progression inférieure à 1,0 %.

Les activités économiques

Treize des 18 groupes d'activité économique enregistrent une croissance de leur PIB aux prix de base. Ils représentent ensemble 72,0 % du PIB total et ils comprennent notamment l'extraction minière, de pétrole et de gaz (+ 6,9 %), les administrations publiques (+ 5,1 %), les soins de santé et l'assistance sociale (+ 4,7 %), la finance, les assurances et les services immobiliers (+ 4,4 %) ainsi que les autres services, sauf les administrations publiques (+ 4,0 %).

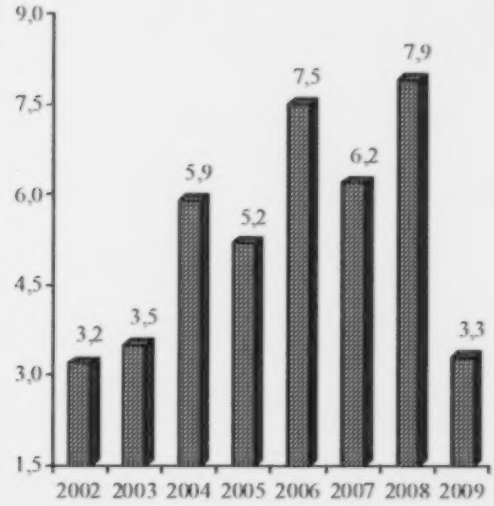
À l'opposé, cinq groupes comptant pour 28,0 % du PIB accusent des diminutions, soit la fabrication (– 8,7 %), l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (– 5,9 %), les services administratifs et de soutien (– 3,2 %), le transport et l'entreposage (– 2,0 %), de même que les services professionnels, scientifiques et techniques (– 1,6 %).

Le PIB du sous-ensemble des cinq activités productrices de biens s'établit à 81,2 milliards de dollars en 2009, soit 4,1 % de moins qu'en 2008 (+ 1,0 %), et leur part relative (28,4 %) est en repli constant depuis 2004 (31,9 %). Par ailleurs, le PIB des 13 activités productrices de services s'élève à 205,0 milliards en 2009 (+ 2,6 %), et leur part relative à 71,6 %.

La rémunération des salariés augmente, en 2009, globalement (+ 5,6 %) ainsi que dans 15 des 18 activités économiques, les trois exceptions étant la fabrication (– 5,9 %), l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (– 2,9 %) ainsi que l'extraction minière, de pétrole et de gaz (– 2,0 %). La croissance de la rémunération dépasse 10 % dans cinq activités : la construction (+ 17,9 %), l'industrie de l'information et l'industrie culturelle (+ 12,4 %), les administrations publiques (+ 11,7 %), les arts, les spectacles et les loisirs (+ 10,7 %), de même que la finance, les assurances et les services immobiliers (+ 10,5 %). Dans les 5 activités productrices de biens, qui incluent la fabrication, la rémunération des salariés gagne 0,3 %, et 7,7 % dans les 13 activités productrices de services.

6. Les termes de l'échange sont le prix relatif auquel s'effectue le commerce extérieur d'un territoire. Ils se mesurent sous forme d'indice sur la base 2002 = 100, en divisant l'indice implicite de prix des exportations par celui des importations.

Figure 1.4
Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2002-2009



La provenance et l'utilisation du revenu personnel

La provenance du revenu personnel

Le revenu personnel – c'est-à-dire l'ensemble des revenus avant impôt des ménages (revenus de travail, de placement ou de transfert) – s'élève à 263,2 milliards de dollars en 2009, soit une augmentation de 1,2 %, comparativement à 4,1 % en 2008 et à 5,6 % en 2007.

La rémunération des salariés – calculée ici sur une base nationale plutôt qu'intérieure – s'élève à 170,3 milliards de dollars (+ 1,7 %) en 2009 et, pour la première fois depuis 2003, elle croît plus rapidement que le revenu personnel. Sa part relative dans le revenu personnel passe de 64,4 % en 2008 à 64,7 % en 2009, mettant fin au repli amorcé en 2003 (66,0 %). Les transferts courants des administrations publiques aux particuliers – la seconde composante en importance du revenu personnel – s'élèvent de 3,3 % en 2009 et ils atteignent 44,4 milliards (figure 1.4). Les intérêts, les dividendes et les revenus divers de placement diminuent en 2009, après cinq augmentations de suite, et ils descendent à 28,0 milliards (– 7,7 %).

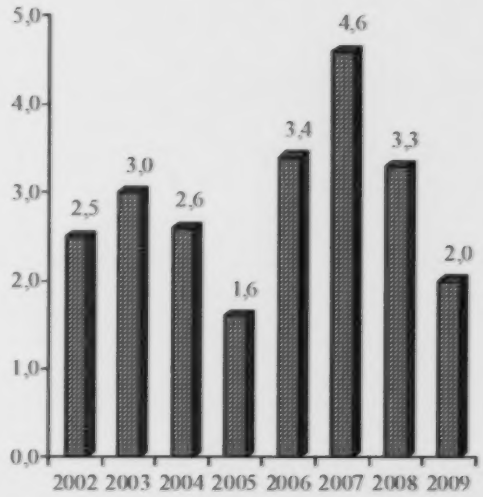
La part relative des transferts courants des administrations publiques aux particuliers s'établit à 16,9 % du revenu personnel en 2009, une part en hausse continue depuis 2003 (15,0 %) et qui est à son plus haut niveau depuis 1993 (17,1 %). Par ailleurs, la part des intérêts, des dividendes et des revenus divers de placement descend à 10,7 %, son plus bas niveau de toute la période 1981-2009 (29 ans).

La contribution du revenu de travail, salarié ou autonome, se maintient au-dessus du seuil de 70 % du revenu personnel pour une onzième année consécutive. Depuis 1995 (68,5 %), cette part relative augmente jusqu'en 2003 (73,2 %), puis elle se replie jusqu'en 2008 (71,3 %), avant de se redresser en 2009 (72,0 %). La rémunération des salariés présente une part relative à la hausse en 2009, à 64,7 % du revenu personnel, tandis que celle du revenu net des entreprises individuelles non agricoles est à 7,2 %.

L'utilisation du revenu personnel

La répartition du revenu personnel entre ses principales utilisations montre, en 2009, une remontée de la part relative des dépenses personnelles en biens et services, ainsi que de l'épargne personnelle, et un repli de celle des transferts aux administrations publiques. En effet, la part relative des transferts revient en 2009 (22,6 %) à ce qu'elle était en 1990 et 1991, et ces transferts représentent 59,4 millions de dollars (– 2,9 %). Par ailleurs, la part relative des dépenses en biens et services remonte,

Figure 1.5
Taux de croissance du revenu personnel disponible, en termes réels, Québec, 2002-2009



7. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler le revenu personnel disponible.

en 2009 (72,4 %), à son niveau de 2005, tandis que la part de l'épargne personnelle (3,6 %) est à son plus haut depuis 1997 (3,7 %).

Le revenu personnel disponible

Le revenu personnel disponible, soit le revenu personnel diminué des transferts courants versés par les particuliers aux administrations publiques (dont les impôts directs), s'élève à 203,8 milliards de dollars en 2009, en hausse de 2,5 %. Toutefois, en tenant compte de l'évolution des prix[7], le taux de croissance est de 2,0 % en 2009 (figure 1.5), comparativement à 3,3 % en 2008 et à 4,6 % en 2007.

Le produit des impôts directs des particuliers s'établit à 38,8 milliards de dollars en 2009 (– 5,7 %), et il diminue une deuxième année de suite (– 0,7 % en 2008), ce qui constitue un net revirement par rapport au sommet historique de 41,4 milliards en 2007 (+ 7,3 %).

L'épargne personnelle

L'épargne personnelle s'élève à 9,4 milliards de dollars en 2009 (+ 45,8 %), et elle présente une quatrième hausse de suite depuis le creux historique de 4,1 milliards en 2005 (– 33,8 %). Le taux d'épargne correspond à 4,6 % du revenu personnel disponible en 2009 et il est presque remonté à ce qu'il était en 2001 (4,7 %), après avoir reflué à 2,4 % en 2005.

Les recettes et les dépenses courantes du secteur public

Les recettes totales des administrations publiques s'élèvent à 124,8 milliards de dollars en 2009, en baisse de 3,1 %, tandis que les dépenses courantes totales – excluant les transferts entre les gouvernements – atteignent 144,4 milliards (+ 3,6 %). Ainsi, le déficit des administrations publiques au Québec, sur la base des comptes économiques, s'établit à 19,6 milliards, comparativement à 10,6 milliards en 2008 et à 6,6 milliards en 2007.

Les sources de recettes

Le produit des impôts directs des particuliers totalise 38,8 milliards de dollars en 2009, en baisse de 5,7 %, comparativement à 41,1 milliards (– 0,7 %) en 2008. La part relative de ces impôts dans les recettes totales est de 31,1 %, contre 31,9 % en 2008. Les impôts directs des particuliers perçus par l'administration fédérale diminuent de 7,7 % en 2009 (+ 1,6 % en 2008), et ils représentent 46,0 % de ses recettes, et ceux que perçoit l'administration provinciale décroissent de 3,9 % (– 2,6 % en 2008) et constituent 26,2 % de ses recettes. Par ailleurs, les cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec s'élèvent à un peu moins de 10,1 milliards, en hausse de 2,9 %.

Le produit des impôts indirects – c'est-à-dire sur les facteurs de production et sur les produits – versés à l'ensemble des administrations publiques en 2009 demeure stable à 43,7 milliards de dollars, soit 35,0 % des recettes totales. Les impôts indirects versés à l'administration fédérale décroissent de 1,7 % et ceux qui vont à l'administration provinciale, de 0,2 %, tandis que ceux qui reviennent aux administrations locales augmentent de 2,1 %. Ces impôts correspondent à 23,6 % des recettes de l'administration fédérale, à 29,8 % de celles de l'administration provinciale et à 48,8 % de celles des administrations locales.

La principale composante des impôts indirects perçus par l'administration fédérale est la taxe sur les produits et services (TPS). En 2009, le produit de la TPS diminue (– 1,1 %) une quatrième année de suite, et sa part relative (68,1 %) des impôts indirects fédéraux reste en deçà du sommet de 72,3 % qu'elle avait atteint en 2005. Du côté de l'administration provinciale, les deux plus importantes catégories d'impôts indirects sont la taxe sur les ventes au détail et les taxes sur la rémunération, dont les recettes croissent de 2,3 % et de 0,2 % respectivement, et dont la part relative est de 48,3 % et de 22,6 %. Dans le cas des administrations locales, les impôts fonciers et mobiliers génèrent 95,2 % des impôts indirects et ils progressent de 2,9 %.

Les revenus de placement des administrations publiques décroissent de 7,6 % en 2009 et ils représentent 10,9 milliards de dollars ou 8,7 % des recettes totales. Les revenus de placement de l'administration fédérale décroissent de 17,5 % et ceux de l'administration provinciale de 6,9 %, alors que ceux des administrations locales augmentent de 10,9 %. Par ailleurs, les revenus de placement du Régime de rentes du Québec s'établissent à 1,2 milliard et ils reculent (– 0,5 %) pour la première fois depuis les années 2001 à 2003.

Les composantes des dépenses

Les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques augmentent de 6,6 % en 2009 et elles s'élèvent à 73,8 milliards de dollars, soit 51,1 % des dépenses courantes totales. La rémunération des salariés absorbe 57,6 % de ces dépenses, le reste englobant les autres achats de biens et services : fournitures, entretien, transport, loyers, services commerciaux, etc.

Les dépenses courantes nettes en biens et services de l'administration fédérale croissent de 5,4 % et celles de l'administration provinciale, de 6,6 %. Dans ce dernier cas,

l'augmentation d'ensemble englobe l'évolution des dépenses des secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation (+ 5,4 % chacun), ainsi que du Régime de rentes du Québec (+ 3,6 %). Par ailleurs, les dépenses courantes nettes des administrations locales progressent de 7,2 %, résultat net de la variation des dépenses des commissions scolaires (+ 2,4 %) et des autres administrations locales (11,8 %). La répartition de ces dépenses entre les salaires et les autres achats de biens et services diffère selon l'administration, comme le montre la part relative des salaires dans les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations fédérale (62,8 %), provinciale (57,0 %) et locales (56,1 %).

Les transferts courants versés aux particuliers par les administrations publiques totalisent 44,4 milliards de dollars, en hausse de 3,3 % par rapport à 2008. Leur part relative des dépenses courantes totales est de 30,8 % en 2009, comme en 2008, et elle était toujours restée sous le seuil des 30 % entre 1981 et 2007.

Les transferts courants versés aux particuliers par l'administration fédérale croissent de 1,8 % en 2009 et ils s'élèvent à 20,5 milliards de dollars, soit 37,0 % de ses dépenses courantes. Trois de ces dix transferts font ensemble plus des trois quarts (77,2 %) du total : la prestation fiscale et le crédit d'impôt pour enfants (10,9 % du total), en baisse de 0,5 %, les prestations d'assurance-emploi (19,9 %), qui enregistrent une poussée de 27,3 % après trois reculs de suite, et les paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse (46,3 %) qui progressent (+ 4,6 %) d'année en année. L'administration provinciale verse des transferts de 13,8 milliards (+ 3,9 %) en 2009. L'aide sociale (maintien du revenu et autres) constitue 20,1 % de ce total, avec des paiements de 2,8 milliards (+ 3,4 %). L'assurance contre les accidents du travail (11,8 % du total) augmente de 3,3 %, les subventions aux associations de bienfaisance (16,6 %), de 6,2 %, et les transferts divers (39,5 %), de 2,6 %.

Le Régime de rentes du Québec (RRQ) verse 9,7 milliards de dollars en prestations en 2009, soit 5,8 % de plus qu'en 2008, et celles-ci représentent 21,8 % de tous les transferts des administrations publiques aux particuliers. Une dixième année d'affilée, le RRQ enregistre une épargne positive mais, à 1,5 milliard en 2009, celle-ci est nettement inférieure (– 18,0 %) au sommet historique de près de 1,9 milliard atteint en 2005.

Les paiements d'intérêt sur la dette de l'ensemble des administrations publiques s'élèvent à 18,3 milliards de dollars (– 8,6 %) en 2009, comparativement à 20,0 milliards (– 1,2 %) en 2008. Ils constituent 12,7 % des dépenses courantes totales (14,3 % en 2008). La part relative de cette composante dans les dépenses courantes de l'administration fédérale est de 11,3 %, dans celles de l'administration provinciale, de 13,0 %, et dans celles des administrations locales, de 5,3 %.

Chapitre 2

Les tableaux sommaires

Tableau 2.1
Produit intérieur brut selon les revenus, Québec, 1991-2009

	Revenus	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	Rémunération des salariés[1]	86 287	88 186	89 153	91 245	93 580	95 262	98 417
02	Bénéfices des sociétés avant impôt	6 809	6 523	8 180	13 121	15 155	15 212	16 446
03	Intérêts et revenus divers de placement	13 197	12 518	12 403	12 197	12 271	11 810	12 610
04	Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	600	548	658	644	644	656	595
05	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 399	8 770	9 329	9 449	9 616	10 475	11 164
06	Ajustement de la valeur des stocks	353	– 762	– 447	– 1 369	– 708	– 277	– 193
07	Impôts moins subventions, sur les facteurs de production	10 054	10 922	11 337	11 734	12 347	12 591	12 720
08	**Produit intérieur net aux prix de base**	**125 699**	**126 705**	**130 613**	**137 021**	**142 905**	**145 729**	**151 759**
09	Impôts moins subventions, sur les produits	12 160	12 230	11 900	11 638	12 499	12 512	13 454
10	Provisions pour consommation de capital	17 493	18 224	18 949	19 808	20 886	22 386	23 119
11	Divergence statistique	– 196	1 203	767	2 011	1 041	– 101	92
12	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**155 156**	**158 362**	**162 229**	**170 478**	**177 331**	**180 526**	**188 424**
13	Produit intérieur brut aux prix de base	142 996	146 132	150 329	158 840	164 832	168 014	174 970

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base intérieure.

Source : Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
					M$							
102 400	108 173	117 658	121 990	127 620	134 372	139 815	144 774	149 948	157 713	163 789	166 600	01
17 423	23 065	23 761	22 523	23 182	21 564	24 935	24 965	27 759	25 874	24 540	20 768	02
12 583	12 825	14 028	13 888	13 675	14 054	14 794	16 338	17 853	20 894	23 006	21 354	03
592	658	361	514	327	387	635	393	323	414	372	349	04
11 490	12 084	12 416	13 150	13 953	14 643	15 610	16 016	16 549	17 148	17 704	18 968	05
– 98	– 465	– 689	44	– 852	783	– 360	– 192	– 652	225	– 1 117	250	06
13 300	13 706	14 453	14 251	14 633	15 194	15 920	16 433	17 104	17 898	18 331	18 314	07
157 690	**170 046**	**181 988**	**186 360**	**192 538**	**200 997**	**211 349**	**218 727**	**228 884**	**240 166**	**246 625**	**246 603**	**08**
14 005	15 044	15 627	15 912	17 598	17 772	18 772	19 340	18 814	18 988	18 212	17 535	09
24 635	25 730	27 421	29 389	30 979	31 996	32 807	34 019	35 199	36 552	38 177	39 671	10
– 72	– 11	– 108	– 37	333	– 13	– 167	– 37	– 392	222	– 266	– 62	11
196 258	**210 809**	**224 928**	**231 624**	**241 448**	**250 752**	**262 761**	**272 049**	**282 505**	**295 928**	**302 748**	**303 747**	**12**
182 253	195 765	209 301	215 712	223 850	232 980	243 989	252 709	263 691	276 940	284 536	286 212	13

Tableau 2.2

Produit intérieur brut selon les dépenses, Québec, 1991-2009

	Dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]**	**92 416**	**94 925**	**97 917**	**100 677**	**102 929**	**107 859**	**114 163**
02	Biens durables	11 696	11 794	11 957	12 555	12 828	14 054	15 780
03	Biens semi-durables	9 028	8 971	9 380	9 864	10 052	10 208	10 522
04	Biens non durables	26 851	27 252	27 775	27 616	28 127	29 316	30 565
05	Services	44 841	46 908	48 805	50 642	51 922	54 281	57 296
06	**Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services**	**39 928**	**42 006**	**42 537**	**42 798**	**42 550**	**41 980**	**41 025**
07	**Formation brute de capital fixe des administrations publiques**	**4 455**	**4 388**	**4 684**	**5 041**	**4 988**	**4 959**	**4 834**
08	Structures	3 194	3 132	3 150	3 452	3 458	3 407	3 337
09	Machines et matériel	1 261	1 256	1 534	1 589	1 530	1 552	1 497
10	**Investissement des administrations publiques en stocks**	**– 14**	**– 15**	**– 2**	**–**	**11**	**– 1**	**2**
11	**Formation brute de capital fixe des entreprises**	**24 578**	**23 495**	**23 565**	**24 755**	**22 882**	**24 655**	**26 952**
12	Bâtiments résidentiels	8 177	8 308	8 093	9 337	7 224	8 486	8 185
13	Ouvrages non résidentiels	6 789	5 858	6 421	5 688	5 418	5 347	5 466
14	Machines et matériel	9 612	9 329	9 051	9 730	10 240	10 822	13 301
15	**Investissement des entreprises en stocks**	**– 1 421**	**– 557**	**465**	**453**	**1 859**	**839**	**1 838**
16	Non agricoles	– 1 425	– 462	422	364	1 899	803	1 792
17	Agricoles	4	– 95	43	89	– 40	36	46
18	**Exportations de biens et services**	**63 748**	**65 224**	**72 120**	**83 288**	**93 591**	**94 954**	**103 130**
19	Vers les autres pays	31 751	34 540	40 921	51 823	59 188	60 756	65 694
20	Biens	27 655	30 275	36 311	46 289	53 248	53 854	57 899
21	Services	4 096	4 265	4 610	5 534	5 940	6 902	7 795
22	Vers les autres provinces	31 997	30 684	31 199	31 465	34 403	34 198	37 436
23	Biens	18 355	20 885	20 875	21 474	23 277	23 533	25 541
24	Services	13 642	9 799	10 324	9 991	11 126	10 665	11 895
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	**68 730**	**69 898**	**78 291**	**84 523**	**90 440**	**94 820**	**103 433**
26	Des autres pays	39 315	41 324	47 527	51 050	55 139	58 430	66 358
27	Biens	33 064	35 895	41 293	44 201	47 918	50 528	57 586
28	Services	6 251	5 429	6 234	6 849	7 221	7 902	8 772
29	Des autres provinces	29 415	28 574	30 764	33 473	35 301	36 390	37 075
30	Biens	13 473	16 534	17 354	20 733	22 216	22 311	21 858
31	Services	15 942	12 040	13 410	12 740	13 085	14 079	15 217
32	**Divergence statistique**	**196**	**– 1 206**	**– 766**	**– 2 011**	**– 1 039**	**101**	**– 87**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**155 156**	**158 362**	**162 229**	**170 478**	**177 331**	**180 526**	**188 424**
34	Demande intérieure finale	161 377	164 814	168 703	173 271	173 349	179 453	186 974

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
					M$							
118 266	**124 406**	**131 187**	**135 952**	**143 093**	**149 791**	**156 514**	**163 762**	**170 668**	**179 821**	**187 936**	**190 465**	**01**
16 757	18 188	18 898	19 758	21 678	22 497	22 872	23 439	24 232	25 358	26 311	26 022	02
11 013	11 358	11 811	12 329	12 933	13 312	13 723	14 241	14 831	15 302	15 731	15 727	03
31 278	32 877	35 174	36 529	38 142	40 093	41 944	43 706	45 205	47 818	50 442	50 611	04
59 218	61 983	65 304	67 336	70 340	73 889	77 975	82 376	86 400	91 343	95 452	98 105	05
41 737	**43 854**	**47 421**	**50 007**	**52 800**	**57 052**	**57 492**	**60 030**	**62 657**	**66 002**	**69 244**	**73 825**	**06**
5 112	**5 232**	**5 336**	**6 237**	**6 704**	**6 857**	**7 764**	**8 808**	**8 784**	**9 900**	**12 133**	**14 472**	**07**
3 548	3 330	3 175	3 881	4 480	4 510	5 122	5 800	5 779	6 561	8 609	10 432	08
1 564	1 902	2 161	2 356	2 224	2 347	2 642	3 008	3 005	3 339	3 524	4 040	09
– 10	**– 2**	**8**	**7**	**– 16**	**4**	**6**	**10**	**– 13**	**4**	**12**	**– 2**	**10**
28 838	**31 519**	**33 071**	**33 186**	**36 250**	**39 053**	**44 312**	**44 551**	**46 479**	**50 121**	**50 744**	**47 446**	**11**
7 950	8 414	8 888	10 662	13 704	15 714	18 911	19 437	20 206	22 027	22 301	22 085	12
6 156	5 876	6 830	6 862	7 185	7 796	8 925	8 482	9 248	10 611	11 414	10 667	13
14 732	17 229	17 353	15 662	15 361	15 543	16 476	16 632	17 025	17 483	17 029	14 694	14
1 287	**2 823**	**3 145**	**– 1 293**	**– 1 251**	**– 6**	**730**	**2 526**	**1 310**	**1 234**	**871**	**– 3 125**	**15**
1 334	2 907	3 222	– 1 414	– 1 290	– 64	675	2 541	1 348	1 194	975	– 2 954	16
– 47	– 84	– 77	121	39	58	55	– 15	– 38	40	– 104	– 171	17
111 308	**124 048**	**141 703**	**140 899**	**141 507**	**134 973**	**139 802**	**144 380**	**150 559**	**154 174**	**157 764**	**139 126**	**18**
73 542	83 098	97 305	94 115	92 929	84 807	88 964	91 057	93 579	94 223	95 475	79 837	19
64 483	73 385	85 940	82 368	80 441	72 327	76 643	79 075	80 955	81 424	82 535	67 738	20
9 059	9 713	11 365	11 747	12 488	12 480	12 321	11 982	12 624	12 799	12 940	12 099	21
37 766	40 950	44 398	46 784	48 578	50 166	50 838	53 323	56 980	59 951	62 289	59 289	22
24 352	26 263	27 346	29 574	30 531	31 432	31 373	31 931	33 533	34 644	36 057	33 419	23
13 414	14 687	17 052	17 210	18 047	18 734	19 465	21 392	23 447	25 307	26 232	25 870	24
110 351	**121 082**	**137 051**	**133 408**	**137 307**	**136 985**	**144 026**	**152 054**	**158 332**	**165 106**	**176 223**	**158 522**	**25**
72 695	80 354	89 999	85 496	87 078	84 296	88 494	94 870	99 130	103 175	113 114	98 917	26
63 677	70 972	80 129	75 278	75 926	73 012	77 090	83 075	86 332	89 538	99 170	84 963	27
9 018	9 382	9 870	10 218	11 152	11 284	11 404	11 795	12 798	13 637	13 944	13 954	28
37 656	40 728	47 052	47 912	50 229	52 689	55 532	57 184	59 202	61 931	63 109	59 605	29
21 107	22 291	25 505	26 684	29 089	30 583	31 456	31 760	32 345	32 030	32 331	29 052	30
16 549	18 437	21 547	21 228	21 140	22 106	24 076	25 424	26 857	29 901	30 778	30 553	31
71	**11**	**108**	**37**	**– 333**	**13**	**166**	**36**	**395**	**– 223**	**265**	**62**	**32**
196 258	**210 809**	**224 928**	**231 624**	**241 448**	**250 752**	**262 761**	**272 049**	**282 505**	**295 928**	**302 748**	**303 747**	**33**
193 953	205 011	217 015	225 382	238 847	252 753	266 082	277 151	288 588	305 844	320 057	326 208	34

Tableau 2.3

Produit intérieur brut réel[1], Québec, 1991-2009

	Dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		Millions de dollars enchaînés (2002)						
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[2]**	**106 760**	**108 282**	**110 082**	**113 503**	**115 384**	**118 956**	**123 914**
02	Biens durables	12 515	12 539	12 530	12 831	12 920	13 988	15 631
03	Biens semi-durables	9 575	9 444	9 833	10 400	10 671	10 848	11 024
04	Biens non durables	31 320	31 731	32 122	33 334	33 837	34 478	35 045
05	Services	53 695	54 966	56 001	57 345	58 374	59 980	62 418
06	**Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services**	**48 731**	**49 817**	**49 715**	**49 257**	**48 359**	**48 160**	**46 526**
07	**Formation brute de capital fixe des administrations publiques**	**4 763**	**4 625**	**4 921**	**5 212**	**5 062**	**4 996**	**4 908**
08	Structures	3 990	3 846	3 880	4 168	4 023	3 841	3 666
09	Machines et matériel	983	973	1 169	1 200	1 183	1 257	1 315
10	**Investissement des administrations publiques en stocks**	**– 17**	**– 18**	**– 2**	**–**	**12**	**– 1**	**2**
11	**Formation brute de capital fixe des entreprises**	**28 094**	**26 456**	**26 077**	**26 642**	**24 417**	**26 252**	**28 423**
12	Bâtiments résidentiels	10 183	10 184	9 688	10 901	8 354	9 754	9 301
13	Ouvrages non résidentiels	8 296	7 248	7 906	6 821	6 382	6 151	6 123
14	Machines et matériel	10 221	9 603	9 127	9 513	9 985	10 677	13 115
15	**Investissement des entreprises en stocks**	**– 2 051**	**– 1 553**	**218**	**375**	**2 052**	**589**	**1 996**
16	Non agricoles	– 2 132	– 1 461	219	209	2 115	473	1 945
17	Agricoles	77	– 92	2	160	– 53	110	51
18	**Exportations de biens et services**	**79 187**	**80 314**	**86 283**	**94 429**	**98 823**	**101 022**	**109 538**
19	Vers les autres pays	39 984	42 761	48 803	57 760	60 683	63 654	69 219
20	Biens	34 826	37 382	43 110	51 117	53 735	55 834	60 593
21	Services	5 116	5 334	5 633	6 566	6 865	7 796	8 608
22	Vers les autres provinces	39 485	37 863	37 797	36 870	38 334	37 457	40 409
23	Biens	22 864	25 869	25 303	24 982	25 504	25 473	27 425
24	Services	16 560	12 008	12 505	11 895	12 856	11 984	12 985
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	**86 510**	**86 377**	**92 535**	**95 009**	**97 541**	**102 738**	**111 790**
26	Des autres pays	50 486	51 384	55 890	56 598	58 933	63 063	71 999
27	Biens	40 966	43 077	47 141	47 682	49 762	53 286	61 370
28	Services	10 263	8 614	8 998	9 184	9 421	10 036	10 829
29	Des autres provinces	36 040	35 038	36 693	38 481	38 656	39 706	39 822
30	Biens	16 764	20 609	20 906	23 701	23 926	24 183	23 515
31	Services	19 166	14 471	15 813	14 810	14 758	15 565	16 356
32	**Divergence statistique**	**226**	**– 1 371**	**– 867**	**– 2 262**	**– 1 142**	**110**	**– 94**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**179 324**	**180 068**	**183 659**	**191 774**	**195 009**	**196 932**	**203 253**
34	Demande intérieure finale	188 099	188 856	190 500	194 374	192 883	198 086	203 635

1. Nouvelle méthode officielle de déflation : la somme des parties diffère des totaux. Voir l'annexe 2 pour plus de détails.
2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
Millions de dollars enchaînés (2002)												
126 813	**131 252**	**135 632**	**138 491**	**143 093**	**147 513**	**151 587**	**155 867**	**160 505**	**167 152**	**172 257**	**173 808**	**01**
16 543	17 913	18 817	19 834	21 678	22 628	23 371	24 077	25 155	26 817	29 055	29 408	02
11 425	11 607	12 021	12 462	12 933	13 406	13 919	14 369	15 047	15 684	16 540	16 576	03
35 488	36 285	37 158	37 373	38 142	38 834	39 188	39 382	39 947	41 323	41 649	42 057	04
63 490	65 509	67 670	68 833	70 340	72 653	75 143	78 117	80 518	83 587	85 625	86 383	05
47 199	**48 443**	**49 828**	**51 689**	**52 800**	**54 586**	**55 146**	**55 604**	**57 218**	**57 491**	**59 294**	**61 615**	**06**
5 178	**5 345**	**5 325**	**6 288**	**6 704**	**6 911**	**7 743**	**8 602**	**8 355**	**9 220**	**10 603**	**12 473**	**07**
3 845	3 544	3 228	3 948	4 480	4 405	4 790	5 146	4 831	5 261	6 327	7 632	08
1 406	1 817	2 091	2 336	2 224	2 516	2 986	3 539	3 670	4 156	4 333	4 787	09
– 11	**– 2**	**9**	**9**	**– 16**	**4**	**5**	**8**	**– 9**	**3**	**9**	**– 1**	**10**
30 069	**33 049**	**34 390**	**33 933**	**36 250**	**39 245**	**43 805**	**43 710**	**45 049**	**48 097**	**46 932**	**42 563**	**11**
8 967	9 239	9 546	11 147	13 704	14 919	16 979	16 832	16 754	17 652	17 038	16 609	12
6 723	6 290	7 044	7 011	7 185	7 702	8 411	7 719	8 177	9 093	9 167	8 325	13
14 413	17 403	17 690	15 745	15 361	16 622	18 378	19 309	20 435	21 663	20 994	17 189	14
1 267	**2 702**	**3 280**	**– 1 334**	**– 1 251**	**– 89**	**773**	**3 462**	**1 620**	**1 391**	**297**	**– 3 440**	**15**
1 236	2 731	3 337	– 1 491	– 1 290	– 249	660	3 456	1 687	1 306	395	– 3 329	16
30	– 43	– 77	124	39	167	110	– 30	– 94	69	– 111	– 135	17
116 517	**129 866**	**143 896**	**141 051**	**141 507**	**137 938**	**140 070**	**143 049**	**146 279**	**149 327**	**145 629**	**134 264**	**18**
76 009	86 434	98 419	93 397	92 929	87 839	90 716	92 772	93 606	94 592	91 279	80 752	19
66 165	76 104	86 626	81 373	80 441	75 294	78 510	81 162	81 436	82 396	79 418	69 555	20
9 846	10 297	11 756	12 014	12 488	12 532	12 218	11 660	12 200	12 230	11 890	11 171	21
40 529	43 407	45 408	47 644	48 578	50 049	49 367	50 299	52 599	54 578	54 106	52 930	22
26 196	27 959	27 813	30 036	30 531	31 472	30 458	29 973	30 697	31 309	30 909	30 218	23
14 341	15 455	17 604	17 607	18 047	18 577	18 907	20 331	21 919	23 296	23 228	22 741	24
117 359	**128 080**	**140 332**	**134 612**	**137 307**	**141 833**	**148 464**	**155 055**	**159 857**	**167 646**	**167 895**	**155 138**	**25**
76 888	84 995	92 583	86 299	87 078	89 889	95 767	102 878	106 981	113 289	115 625	103 057	26
66 618	74 514	81 818	75 767	75 926	78 044	83 535	90 056	92 963	98 348	100 815	88 650	27
10 345	10 494	10 736	10 526	11 152	11 843	12 235	12 827	14 031	14 954	14 815	14 434	28
40 501	43 108	47 770	48 314	50 229	51 940	52 858	52 732	53 590	55 297	53 598	52 701	29
22 987	23 844	25 738	26 680	29 089	30 008	29 456	28 544	28 470	27 889	26 427	25 961	30
17 551	19 290	22 060	21 649	21 140	21 933	23 432	24 261	25 229	27 616	27 418	26 981	31
76	**12**	**112**	**38**	**– 333**	**13**	**159**	**34**	**364**	**– 200**	**235**	**55**	**32**
209 715	**222 716**	**232 378**	**235 832**	**241 448**	**244 422**	**251 028**	**255 559**	**260 033**	**265 585**	**268 406**	**267 477**	**33**
209 181	218 072	225 157	230 397	238 847	248 234	258 152	263 645	270 991	281 682	288 899	290 511	34

Tableau 2.3A

Produit intérieur brut aux prix de 2002[1], Québec, 1991-2009

	Dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[2]**	**105 944**	**107 606**	**109 372**	**112 796**	**115 070**	**118 661**	**123 337**
02	Biens durables	12 388	12 457	12 463	12 769	12 901	13 984	15 568
03	Biens semi-durables	9 506	9 387	9 785	10 350	10 637	10 823	11 008
04	Biens non durables	30 910	31 358	31 681	32 834	33 610	34 302	34 816
05	Services	53 571	54 895	55 937	57 330	58 420	60 015	62 358
06	**Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services**	**48 403**	**49 595**	**49 503**	**49 064**	**48 207**	**47 982**	**46 389**
07	**Formation brute de capital fixe des administrations publiques**	**4 421**	**4 359**	**4 648**	**4 934**	**4 817**	**4 863**	**4 791**
08	Structures	4 022	3 868	3 904	4 198	4 051	3 866	3 701
09	Machines et matériel	819	841	1 015	1 049	1 050	1 182	1 222
10	**Investissement des administrations publiques en stocks**	**– 17**	**– 18**	**– 2**	**–**	**12**	**– 1**	**2**
11	**Formation brute de capital fixe des entreprises**	**26 744**	**25 640**	**25 269**	**25 734**	**23 639**	**25 719**	**28 102**
12	Bâtiments résidentiels	10 185	10 210	9 712	10 918	8 362	9 748	9 316
13	Ouvrages non résidentiels	8 531	7 465	8 107	6 936	6 465	6 192	6 139
14	Machines et matériel	8 943	8 742	8 330	8 672	9 168	10 099	12 512
15	**Investissement des entreprises en stocks**	**– 1 535**	**– 673**	**471**	**485**	**1 715**	**764**	**1 977**
16	Non agricoles	– 1 608	– 554	486	340	1 768	683	1 928
17	Agricoles	74	– 121	– 15	147	– 53	82	50
18	**Exportations de biens et services**	**79 172**	**80 276**	**86 210**	**94 129**	**98 771**	**100 973**	**109 955**
19	Vers les autres pays	39 815	42 296	48 250	57 083	60 225	63 438	69 490
20	Biens	34 706	36 986	42 634	50 537	53 373	55 663	60 893
21	Services	5 082	5 290	5 587	6 511	6 814	7 744	8 564
22	Vers les autres provinces	39 709	38 159	38 107	37 139	38 637	37 600	40 529
23	Biens	23 069	26 108	25 545	25 199	25 725	25 597	27 529
24	Services	16 408	12 031	12 533	11 917	12 879	11 982	12 975
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	**86 517**	**86 378**	**92 532**	**95 046**	**97 554**	**102 991**	**112 136**
26	Des autres pays	50 201	51 030	55 499	56 296	58 600	63 017	72 121
27	Biens	40 751	42 823	46 849	47 473	49 525	53 335	61 532
28	Services	10 222	8 583	8 969	9 164	9 396	10 001	10 794
29	Des autres provinces	36 454	35 364	37 048	38 766	38 968	39 987	40 022
30	Biens	17 065	20 881	21 187	23 966	24 224	24 347	23 642
31	Services	18 974	14 486	15 830	14 853	14 803	15 676	16 383
32	**Divergence statistique**	**225**	**– 1 377**	**– 879**	**– 2 254**	**– 1 137**	**112**	**– 96**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**177 549**	**178 948**	**181 965**	**189 390**	**192 782**	**195 716**	**202 062**
34	Demande intérieure finale	185 404	186 680	188 301	192 109	191 251	196 836	202 370

1. Méthode antérieure de déflation publiée ici à titre indicatif seulement. Voir l'annexe 2 pour plus de détails.
2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
					M$							
126 261	**130 733**	**135 220**	**138 204**	**143 093**	**147 521**	**151 724**	**156 210**	**161 206**	**168 316**	**174 210**	**176 068**	**01**
16 493	17 878	18 844	19 864	21 678	22 661	23 426	24 210	25 431	27 264	29 693	30 184	02
11 405	11 584	12 008	12 459	12 933	13 409	13 919	14 375	15 050	15 739	16 619	16 698	03
35 269	36 061	36 973	37 214	38 142	38 809	39 205	39 421	40 026	41 473	42 011	42 549	04
63 439	65 472	67 615	68 797	70 340	72 642	75 174	78 204	80 699	83 840	85 887	86 637	05
47 076	**48 328**	**49 754**	**51 648**	**52 800**	**54 600**	**55 184**	**55 663**	**57 330**	**57 571**	**59 446**	**61 797**	**06**
5 067	**5 263**	**5 381**	**6 378**	**6 704**	**6 947**	**7 771**	**8 712**	**8 561**	**9 449**	**10 866**	**12 638**	**07**
3 883	3 558	3 240	3 961	4 480	4 407	4 787	5 140	4 849	5 294	6 403	7 725	08
1 315	1 716	2 047	2 337	2 224	2 540	2 984	3 572	3 712	4 155	4 463	4 913	09
– 11	**– 2**	**9**	**9**	**– 16**	**4**	**5**	**8**	**– 9**	**3**	**9**	**– 1**	**10**
29 799	**32 961**	**34 497**	**33 919**	**36 250**	**39 246**	**43 897**	**44 123**	**45 848**	**48 791**	**47 795**	**42 751**	**11**
8 983	9 257	9 565	11 183	13 704	14 923	16 978	16 872	16 834	17 738	17 209	16 781	12
6 747	6 311	7 064	7 021	7 185	7 691	8 405	7 722	8 161	9 073	9 242	8 334	13
13 810	16 801	17 302	15 479	15 361	16 632	18 514	19 529	20 853	21 980	21 344	17 636	14
1 397	**2 815**	**3 303**	**– 1 421**	**– 1 251**	**– 52**	**685**	**3 283**	**1 549**	**1 486**	**216**	**– 3 328**	**15**
1 368	2 852	3 419	– 1 569	– 1 290	– 228	584	3 313	1 651	1 433	311	– 3 208	16
29	– 37	– 118	150	39	176	101	– 30	– 102	53	– 95	– 120	17
117 013	**130 373**	**144 509**	**141 458**	**141 507**	**137 873**	**140 408**	**143 047**	**146 376**	**149 063**	**145 095**	**132 238**	**18**
76 329	86 739	98 782	93 553	92 929	87 850	90 882	92 740	93 394	94 248	90 611	79 240	19
66 511	76 428	86 995	81 535	80 441	75 313	78 648	81 042	81 149	81 966	78 653	68 003	20
9 798	10 251	11 720	11 994	12 488	12 537	12 234	11 698	12 245	12 282	11 958	11 237	21
40 695	43 608	45 637	47 889	48 578	50 023	49 526	50 307	52 982	54 815	54 484	52 998	22
26 346	28 138	28 022	30 265	30 531	31 446	30 624	29 980	31 050	31 506	31 236	30 244	23
14 341	15 461	17 623	17 623	18 047	18 577	18 902	20 327	21 932	23 309	23 248	22 754	24
117 775	**128 448**	**141 141**	**135 218**	**137 307**	**141 836**	**148 916**	**155 495**	**160 661**	**169 904**	**170 889**	**156 060**	**25**
77 036	85 263	93 195	86 669	87 078	89 933	95 993	102 913	107 201	114 275	116 889	102 965	26
66 783	74 748	82 333	76 088	75 926	78 094	83 746	90 081	93 151	99 306	102 083	88 543	27
10 312	10 453	10 699	10 502	11 152	11 839	12 247	12 832	14 050	14 969	14 806	14 422	28
40 755	43 211	47 971	48 555	50 229	51 903	52 923	52 582	53 460	55 629	54 000	53 095	29
23 180	23 884	25 859	26 857	29 089	29 966	29 480	28 313	28 238	27 984	26 552	26 090	30
17 573	19 322	22 102	21 692	21 140	21 937	23 443	24 269	25 222	27 645	27 448	27 005	31
79	**13**	**111**	**38**	**– 333**	**13**	**165**	**35**	**359**	**– 169**	**223**	**60**	**32**
208 763	**222 090**	**231 860**	**235 111**	**241 447**	**244 316**	**250 923**	**255 586**	**260 559**	**264 606**	**266 971**	**266 163**	**33**
208 021	217 196	224 780	230 070	238 847	248 314	258 576	264 708	272 945	284 127	292 317	293 254	34

Tableau 2.4

Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel[1], Québec, 1991-2009

	Dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		Points de pourcentage						
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[2]**	**– 1,071**	**0,848**	**1,002**	**1,868**	**0,970**	**1,806**	**2,494**
02	Biens durables	– 0,208	0,015	– 0,005	0,179	0,050	0,600	0,910
03	Biens semi-durables	– 0,651	– 0,079	0,233	0,331	0,149	0,094	0,092
04	Biens non durables	– 0,165	0,226	0,212	0,634	0,242	0,302	0,270
05	Services	– 0,048	0,686	0,562	0,724	0,529	0,810	1,223
06	**Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services**	**0,626**	**0,577**	**– 0,055**	**– 0,243**	**– 0,455**	**– 0,098**	**– 0,789**
07	**Formation brute de capital fixe des administrations publiques**	**0,148**	**– 0,083**	**0,178**	**0,171**	**– 0,085**	**– 0,037**	**– 0,048**
08	Structures	– 0,006	– 0,074	0,017	0,145	– 0,071	– 0,089	– 0,086
09	Machines et matériel	0,154	– 0,009	0,160	0,026	– 0,013	0,053	0,038
10	**Investissement des administrations publiques en stocks**	**– 0,025**	**–**	**0,008**	**0,001**	**0,006**	**– 0,007**	**0,002**
11	**Formation brute de capital fixe des entreprises**	**– 1,362**	**– 0,923**	**– 0,214**	**0,318**	**– 1,204**	**0,967**	**1,129**
12	Bâtiments résidentiels	– 1,039	–	– 0,257	0,630	– 1,271	0,682	– 0,218
13	Ouvrages non résidentiels	– 0,396	– 0,545	0,336	– 0,549	– 0,214	– 0,111	– 0,014
14	Machines et matériel	0,073	– 0,378	– 0,294	0,238	0,281	0,396	1,361
15	**Investissement des entreprises en stocks**	**– 0,237**	**0,237**	**0,908**	**0,083**	**0,876**	**– 0,754**	**0,718**
16	Non agricoles	– 0,256	0,322	0,859	– 0,003	0,991	– 0,841	0,751
17	Agricoles	0,018	– 0,085	0,048	0,086	– 0,115	0,088	– 0,032
18	**Exportations de biens et services**	**– 1,928**	**0,582**	**3,098**	**4,297**	**2,329**	**1,167**	**4,413**
19	Vers les autres pays	– 0,425	1,422	3,132	4,775	1,585	1,614	2,919
20	Biens	– 0,619	1,211	2,911	4,301	1,459	1,164	2,519
21	Services	0,194	0,211	0,221	0,474	0,126	0,450	0,400
22	Vers les autres provinces	– 1,502	– 0,840	– 0,034	– 0,478	0,743	– 0,446	1,495
23	Biens	– 1,330	– 0,809	– 0,233	– 0,096	0,273	– 0,055	0,996
24	Services	– 0,172	– 0,031	0,199	– 0,382	0,470	– 0,391	0,498
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	**– 1,235**	**– 0,069**	**3,210**	**1,319**	**1,334**	**2,702**	**4,606**
26	Des autres pays	0,740	0,454	2,348	0,382	1,244	2,162	4,547
27	Biens	0,444	0,355	2,144	0,345	1,152	1,830	4,199
28	Services	0,296	0,099	0,204	0,037	0,092	0,332	0,349
29	Des autres provinces	– 1,976	– 0,523	0,862	0,937	0,090	0,540	0,059
30	Biens	– 1,523	– 0,492	0,124	1,475	0,112	0,060	– 0,341
31	Services	– 0,453	– 0,031	0,738	– 0,538	– 0,022	0,480	0,400
32	**Divergence statistique**	**– 0,084**	**– 0,891**	**0,280**	**– 0,759**	**0,584**	**0,643**	**– 0,104**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**– 2,698**	**0,414**	**1,994**	**4,419**	**1,687**	**0,986**	**3,210**
34	Demande intérieure finale	– 1,660	0,419	0,911	2,115	– 0,774	2,638	2,786

1. En relation avec le tableau 2.3 et non le tableau 2.3A.
2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
Points de pourcentage												
1,420	**2,114**	**1,967**	**1,229**	**1,951**	**1,822**	**1,647**	**1,682**	**1,784**	**2,486**	**1,858**	**0,559**	**01**
0,488	0,704	0,428	0,449	0,788	0,388	0,290	0,260	0,380	0,555	0,696	0,104	02
0,203	0,089	0,191	0,191	0,201	0,193	0,201	0,168	0,244	0,219	0,277	0,011	03
0,205	0,361	0,379	0,091	0,326	0,288	0,147	0,080	0,230	0,551	0,129	0,162	04
0,525	0,960	0,968	0,499	0,638	0,954	1,010	1,174	0,930	1,162	0,755	0,281	05
0,314	**0,564**	**0,603**	**0,788**	**0,468**	**0,747**	**0,231**	**0,183**	**0,638**	**0,107**	**0,701**	**0,904**	**06**
0,140	**0,083**	**– 0,009**	**0,423**	**0,177**	**0,085**	**0,328**	**0,329**	**– 0,093**	**0,322**	**0,515**	**0,710**	**07**
0,087	– 0,142	– 0,143	0,313	0,225	– 0,031	0,159	0,148	– 0,133	0,184	0,467	0,586	08
0,054	0,225	0,134	0,110	– 0,048	0,115	0,169	0,181	0,040	0,138	0,048	0,124	09
– 0,006	**0,004**	**0,005**	**–**	**– 0,010**	**0,008**	**0,001**	**0,001**	**– 0,008**	**0,006**	**0,003**	**– 0,005**	**10**
0,829	**1,444**	**0,602**	**– 0,195**	**0,980**	**1,222**	**1,806**	**– 0,036**	**0,500**	**1,105**	**– 0,415**	**– 1,581**	**11**
– 0,156	0,124	0,133	0,667	1,070	0,510	0,881	– 0,063	– 0,033	0,385	– 0,263	– 0,186	12
0,287	– 0,203	0,336	– 0,014	0,074	0,213	0,290	– 0,282	0,186	0,368	0,030	– 0,350	13
0,698	1,523	0,133	– 0,848	– 0,164	0,499	0,635	0,309	0,347	0,352	– 0,182	– 1,044	14
– 0,354	**0,683**	**0,263**	**– 1,965**	**– 0,074**	**0,470**	**0,334**	**0,993**	**– 0,674**	**– 0,081**	**– 0,365**	**– 1,255**	**15**
– 0,344	0,716	0,277	– 2,052	– 0,025	0,422	0,355	1,040	– 0,653	– 0,134	– 0,303	– 1,247	16
– 0,010	– 0,032	– 0,014	0,087	– 0,049	0,048	– 0,021	– 0,047	– 0,021	0,053	– 0,062	– 0,009	17
3,497	**6,458**	**6,387**	**– 1,245**	**0,195**	**– 1,444**	**0,832**	**1,128**	**1,198**	**1,098**	**– 1,313**	**– 3,969**	**18**
3,438	5,092	5,486	– 2,213	– 0,201	– 2,046	1,106	0,760	0,301	0,344	– 1,135	– 3,529	19
2,841	4,878	4,832	– 2,323	– 0,401	– 2,064	1,230	0,975	0,098	0,333	– 1,013	– 3,272	20
0,597	0,213	0,654	0,111	0,200	0,018	– 0,124	– 0,214	0,203	0,011	– 0,122	– 0,257	21
0,059	1,366	0,901	0,968	0,396	0,602	– 0,274	0,367	0,897	0,754	– 0,178	– 0,440	22
– 0,604	0,834	– 0,066	0,966	0,210	0,384	– 0,407	– 0,192	0,284	0,235	– 0,153	– 0,258	23
0,663	0,532	0,967	0,002	0,186	0,218	0,133	0,559	0,613	0,519	– 0,025	– 0,182	24
2,745	**5,120**	**5,523**	**– 2,484**	**1,149**	**1,820**	**2,536**	**2,425**	**1,723**	**2,691**	**0,084**	**– 4,357**	**25**
2,411	3,882	3,414	– 2,721	0,332	1,116	2,161	2,476	1,381	2,027	0,740	– 4,017	26
2,625	3,816	3,311	– 2,633	0,068	0,840	2,015	2,269	0,979	1,733	0,784	– 3,897	27
– 0,215	0,067	0,103	– 0,087	0,264	0,276	0,146	0,207	0,402	0,294	– 0,043	– 0,120	28
0,334	1,238	2,110	0,237	0,817	0,704	0,374	– 0,051	0,342	0,664	– 0,656	– 0,340	29
– 0,257	0,402	0,855	0,414	1,033	0,379	– 0,228	– 0,375	– 0,030	– 0,232	– 0,583	– 0,178	30
0,591	0,836	1,255	– 0,177	– 0,216	0,325	0,602	0,324	0,372	0,896	– 0,073	– 0,163	31
0,084	**– 0,031**	**0,045**	**– 0,032**	**– 0,157**	**0,143**	**0,060**	**– 0,050**	**0,129**	**– 0,217**	**0,164**	**– 0,067**	**32**
3,179	**6,200**	**4,338**	**1,486**	**2,381**	**1,232**	**2,703**	**1,805**	**1,751**	**2,135**	**1,062**	**– 0,346**	**33**
2,704	4,205	3,162	2,245	3,576	3,875	4,012	2,157	2,829	4,020	2,658	0,592	34

Tableau 2.5

Indices implicites de prix, produit intérieur brut[1], Québec, 1991-2009

Indice		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		2002=100						
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[2]**	**86,6**	**87,7**	**88,9**	**88,7**	**89,2**	**90,7**	**92,1**
02	Biens durables	93,5	94,1	95,4	97,8	99,3	100,5	101,0
03	Biens semi-durables	94,3	95,0	95,4	94,8	94,2	94,1	95,4
04	Biens non durables	85,7	85,9	86,5	82,8	83,1	85,0	87,2
05	Services	83,5	85,3	87,2	88,3	88,9	90,5	91,8
06	**Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services**	**81,9**	**84,3**	**85,6**	**86,9**	**88,0**	**87,2**	**88,2**
07	**Formation brute de capital fixe des administrations publiques**	**93,5**	**94,9**	**95,2**	**96,7**	**98,5**	**99,3**	**98,5**
08	Structures	80,1	81,4	81,2	82,8	86,0	88,7	91,0
09	Machines et matériel	128,3	129,1	131,2	132,4	129,3	123,5	113,8
10	**Formation brute de capital fixe des entreprises**	**87,5**	**88,8**	**90,4**	**92,9**	**93,7**	**93,9**	**94,8**
11	Bâtiments résidentiels	80,3	81,6	83,5	85,7	86,5	87,0	88,0
12	Ouvrages non résidentiels	81,8	80,8	81,2	83,4	84,9	86,9	89,3
13	Machines et matériel	94,0	97,1	99,2	102,3	102,6	101,4	101,4
14	**Exportations de biens et services**	**80,5**	**81,2**	**83,6**	**88,2**	**94,7**	**94,0**	**94,1**
15	Vers les autres pays	79,4	80,8	83,8	89,7	97,5	95,4	94,9
16	Biens	79,4	81,0	84,2	90,6	99,1	96,5	95,6
17	Services	80,1	80,0	81,8	84,3	86,5	88,5	90,6
18	Vers les autres provinces	81,0	81,0	82,5	85,3	89,7	91,3	92,6
19	Biens	80,3	80,7	82,5	86,0	91,3	92,4	93,1
20	Services	82,4	81,6	82,6	84,0	86,5	89,0	91,6
	Moins :							
21	**Importations de biens et services**	**79,4**	**80,9**	**84,6**	**89,0**	**92,7**	**92,3**	**92,5**
22	Des autres pays	77,9	80,4	85,0	90,2	93,6	92,7	92,2
23	Biens	80,7	83,3	87,6	92,7	96,3	94,8	93,8
24	Services	60,9	63,0	69,3	74,6	76,6	78,7	81,0
25	Des autres provinces	81,6	81,6	83,8	87,0	91,3	91,6	93,1
26	Biens	80,4	80,2	83,0	87,5	92,9	92,3	93,0
27	Services	83,2	83,2	84,8	86,0	88,7	90,5	93,0
28	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**86,5**	**87,9**	**88,3**	**88,9**	**90,9**	**91,7**	**92,7**
29	Demande intérieure finale	85,8	87,3	88,6	89,1	89,9	90,6	91,8

1. En relation avec les tableaux 2.2 et 2.3.
2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
					2002=100							
93,3	**94,8**	**96,7**	**98,2**	**100,0**	**101,5**	**103,3**	**105,1**	**106,3**	**107,6**	**109,1**	**109,6**	**01**
101,3	101,5	100,4	99,6	100,0	99,4	97,9	97,4	96,3	94,6	90,6	88,5	02
96,4	97,9	98,3	98,9	100,0	99,3	98,6	99,1	98,6	97,6	95,1	94,9	03
88,1	90,6	94,7	97,7	100,0	103,2	107,0	111,0	113,2	115,7	121,1	120,3	04
93,3	94,6	96,5	97,8	100,0	101,7	103,8	105,5	107,3	109,3	111,5	113,6	05
88,4	**90,5**	**95,2**	**96,7**	**100,0**	**104,5**	**104,3**	**108,0**	**109,5**	**114,8**	**116,8**	**119,8**	**06**
98,7	**97,9**	**100,2**	**99,2**	**100,0**	**99,2**	**100,3**	**102,4**	**105,1**	**107,4**	**114,4**	**116,0**	**07**
92,3	94,0	98,4	98,3	100,0	102,4	106,9	112,7	119,6	124,7	136,1	136,7	08
111,2	104,7	103,3	100,9	100,0	93,3	88,5	85,0	81,9	80,3	81,3	84,4	09
95,9	**95,4**	**96,2**	**97,8**	**100,0**	**99,5**	**101,2**	**101,9**	**103,2**	**104,2**	**108,1**	**111,5**	**10**
88,7	91,1	93,1	95,6	100,0	105,3	111,4	115,5	120,6	124,8	130,9	133,0	11
91,6	93,4	97,0	97,9	100,0	101,2	106,1	109,9	113,1	116,7	124,5	128,1	12
102,2	99,0	98,1	99,5	100,0	93,5	89,7	86,1	83,3	80,7	81,1	85,5	13
95,5	**95,5**	**98,5**	**99,9**	**100,0**	**97,9**	**99,8**	**100,9**	**102,9**	**103,2**	**108,3**	**103,6**	**14**
96,8	96,1	98,9	100,8	100,0	96,5	98,1	98,2	100,0	99,6	104,6	98,9	15
97,5	96,4	99,2	101,2	100,0	96,1	97,6	97,4	99,4	98,8	103,9	97,4	16
92,0	94,3	96,7	97,8	100,0	99,6	100,8	102,8	103,5	104,7	108,8	108,3	17
93,2	94,3	97,8	98,2	100,0	100,2	103,0	106,0	108,3	109,8	115,1	112,0	18
93,0	93,9	98,3	98,5	100,0	99,9	103,0	106,5	109,2	110,7	116,7	110,6	19
93,5	95,0	96,9	97,7	100,0	100,8	103,0	105,2	107,0	108,6	112,9	113,8	20
94,0	**94,5**	**97,7**	**99,1**	**100,0**	**96,6**	**97,0**	**98,1**	**99,0**	**98,5**	**105,0**	**102,2**	**21**
94,5	94,5	97,2	99,1	100,0	93,8	92,4	92,2	92,7	91,1	97,8	96,0	22
95,6	95,2	97,9	99,4	100,0	93,6	92,3	92,2	92,9	91,0	98,4	95,8	23
87,2	89,4	91,9	97,1	100,0	95,3	93,2	92,0	91,2	91,2	94,1	96,7	24
93,0	94,5	98,5	99,2	100,0	101,4	105,1	108,4	110,5	112,0	117,7	113,1	25
91,8	93,5	99,1	100,0	100,0	101,9	106,8	111,3	113,6	114,8	122,3	111,9	26
94,3	95,6	97,7	98,1	100,0	100,8	102,7	104,8	106,5	108,3	112,3	113,2	27
93,6	**94,7**	**96,8**	**98,2**	**100,0**	**102,6**	**104,7**	**106,5**	**108,6**	**111,4**	**112,8**	**113,6**	**28**
92,7	94,0	96,4	97,8	100,0	101,8	103,1	105,1	106,5	108,6	110,8	112,3	29

Tableau 2.6

Provenance du revenu personnel, Québec, 1991-2009

	Provenance du revenu	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	Rémunération des salariés[1]	87 440	89 437	90 643	92 749	95 249	96 909	100 222
02	Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	600	548	658	644	644	656	595
03	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 399	8 770	9 329	9 449	9 616	10 475	11 164
04	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	22 090	21 039	20 635	20 891	22 868	23 060	23 215
	Transferts courants en provenance :							
05	Des administrations publiques	21 345	23 183	25 151	24 959	24 965	25 206	25 421
06	Des sociétés	85	91	116	139	155	190	283
07	Des non-résidents	351	383	424	468	490	503	506
08	**Revenu personnel**	**140 310**	**143 451**	**146 956**	**149 299**	**153 987**	**156 999**	**161 406**

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
					M$							
104 736	110 525	120 362	124 881	130 248	137 361	142 745	147 931	153 282	161 193	167 416	170 252	01
592	658	361	514	327	387	635	393	323	414	372	349	02
11 490	12 084	12 416	13 150	13 953	14 643	15 610	16 016	16 549	17 148	17 704	18 968	03
23 631	23 848	25 584	25 363	23 780	23 590	24 731	25 826	27 805	30 139	30 376	28 043	04
26 198	26 736	27 448	29 343	30 270	31 328	33 177	34 886	37 517	39 838	42 991	44 418	05
244	274	352	666	309	282	434	487	566	542	556	533	06
541	544	566	582	595	612	593	601	600	609	644	650	07
167 432	**174 669**	**187 089**	**194 499**	**199 482**	**208 203**	**217 925**	**226 140**	**236 642**	**249 883**	**260 059**	**263 213**	**08**

Tableau 2.7

Utilisation du revenu personnel, Québec, 1991-2009

	Utilisation du revenu	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]**	**92 416**	**94 925**	**97 917**	**100 677**	**102 929**	**107 859**	**114 163**
02	Biens	47 575	48 017	49 112	50 035	51 007	53 578	56 867
03	Durables	11 696	11 794	11 957	12 555	12 828	14 054	15 780
04	Semi-durables	9 028	8 971	9 380	9 864	10 052	10 208	10 522
05	Non durables	26 851	27 252	27 775	27 616	28 127	29 316	30 565
06	Services	44 841	46 908	48 805	50 642	51 922	54 281	57 296
07	**Transferts courants**	**34 125**	**35 428**	**35 585**	**36 714**	**38 897**	**39 504**	**41 292**
08	Aux administrations publiques	31 741	33 197	33 614	34 693	36 345	37 140	39 416
09	Impôts directs des particuliers	23 413	23 692	23 496	24 018	25 184	26 324	27 732
10	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	7 257	8 299	8 678	9 322	9 566	9 459	10 174
11	Autres	1 071	1 206	1 440	1 353	1 595	1 357	1 510
12	Aux sociétés	2 173	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074	1 557
13	Aux non-résidents du Canada	211	228	246	258	271	290	319
14	**Épargne personnelle**	**13 769**	**13 098**	**13 454**	**11 908**	**12 161**	**9 636**	**5 951**
15	**Revenu personnel**	**140 310**	**143 451**	**146 956**	**149 299**	**153 987**	**156 999**	**161 406**

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
					M$							
118 266	**124 406**	**131 187**	**135 952**	**143 093**	**149 791**	**156 514**	**163 762**	**170 668**	**179 821**	**187 936**	**190 465**	**01**
59 048	62 423	65 883	68 616	72 753	75 902	78 539	81 386	84 268	88 478	92 484	92 360	02
16 757	18 188	18 898	19 758	21 678	22 497	22 872	23 439	24 232	25 358	26 311	26 022	03
11 013	11 358	11 811	12 329	12 933	13 312	13 723	14 241	14 831	15 302	15 731	15 727	04
31 278	32 877	35 174	36 529	38 142	40 093	41 944	43 706	45 205	47 818	50 442	50 611	05
59 218	61 983	65 304	67 336	70 340	73 889	77 975	82 376	86 400	91 343	95 452	98 105	06
43 943	**45 807**	**50 586**	**51 729**	**50 284**	**52 184**	**55 153**	**58 237**	**61 184**	**64 364**	**65 653**	**63 314**	**07**
41 946	43 593	47 930	48 994	47 611	49 380	52 134	54 781	57 431	60 079	61 234	59 432	08
29 837	30 806	34 127	34 139	32 073	32 750	34 809	36 635	38 587	41 405	41 115	38 777	09
10 376	10 962	11 871	12 471	13 145	14 083	14 597	15 365	15 876	15 496	16 773	17 294	10
1 733	1 825	1 932	2 384	2 393	2 547	2 728	2 781	2 968	3 178	3 346	3 361	11
1 647	1 799	2 199	2 228	1 864	2 053	2 140	2 422	2 703	2 993	3 229	2 783	12
350	415	457	507	809	751	879	1 034	1 050	1 292	1 190	1 099	13
5 223	**4 456**	**5 316**	**6 818**	**6 105**	**6 228**	**6 258**	**4 141**	**4 790**	**5 698**	**6 470**	**9 434**	**14**
167 432	**174 669**	**187 089**	**194 499**	**199 482**	**208 203**	**217 925**	**226 140**	**236 642**	**249 883**	**260 059**	**263 213**	**15**

Tableau 2.8

Rapport entre le produit intérieur brut, le produit intérieur brut et net aux prix de base, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1991-2009

	Composante	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**155 156**	**158 362**	**162 229**	**170 478**	**177 331**	**180 526**	**188 424**
	Moins :							
02	Impôts moins subventions, sur les produits	12 160	12 230	11 900	11 638	12 499	12 512	13 454
	Égale :							
03	**Produit intérieur brut aux prix de base**	**142 996**	**146 132**	**150 329**	**158 840**	**164 832**	**168 014**	**174 970**
	Moins :							
04	Provisions pour consommation de capital	17 493	18 224	18 949	19 808	20 886	22 386	23 119
05	Divergence statistique	– 196	1 203	767	2 011	1 041	– 101	92
	Égale :							
06	**Produit intérieur net aux prix de base**	**125 699**	**126 705**	**130 613**	**137 021**	**142 905**	**145 729**	**151 759**
	Plus :							
07	Transferts courants des administrations publiques aux particuliers	21 345	23 183	25 151	24 959	24 965	25 206	25 421
08	Transferts courants des non-résidents aux particuliers	351	383	424	468	490	503	506
09	Ajustement de la base intérieure à la base nationale de la rémunération des salariés	1 153	1 251	1 490	1 504	1 669	1 647	1 805
10	Transferts des sociétés aux particuliers	85	91	116	139	155	190	283
11	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	22 090	21 039	20 635	20 891	22 868	23 060	23 215
	Moins :							
12	Bénéfices des sociétés avant impôt	6 809	6 523	8 180	13 121	15 155	15 212	16 446
13	Intérêts et revenus divers de placement	13 197	12 518	12 403	12 197	12 271	11 810	12 610
14	Ajustement de la valeur des stocks	353	– 762	– 447	– 1 369	– 708	– 277	– 193
15	Impôts moins subventions, sur les facteurs de production	10 054	10 922	11 337	11 734	12 347	12 591	12 720
	Égale :							
16	**Revenu personnel**	**140 310**	**143 451**	**146 956**	**149 299**	**153 987**	**156 999**	**161 406**
	Moins :							
17	Impôts directs des particuliers	23 413	23 692	23 496	24 018	25 184	26 324	27 732
18	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	7 257	8 299	8 678	9 322	9 566	9 459	10 174
19	Autres transferts courants aux administrations publiques	1 071	1 206	1 440	1 353	1 595	1 357	1 510
	Égale :							
20	**Revenu personnel disponible**	**108 569**	**110 254**	**113 342**	**114 606**	**117 642**	**119 859**	**121 990**
	Moins :							
21	Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]	92 416	94 925	97 917	100 677	102 929	107 859	114 163
22	Transferts courants aux sociétés (intérêts sur la dette de consommation)	2 173	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074	1 557
23	Transferts courants aux non-résidents	211	228	246	258	271	290	319
	Égale :							
24	**Épargne personnelle**	**13 769**	**13 098**	**13 454**	**11 908**	**12 161**	**9 636**	**5 951**
25	Épargne personnelle en pourcentage du revenu disponible	12,7	11,9	11,9	10,4	10,3	8,0	4,9

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
					M$							
196 258	**210 809**	**224 928**	**231 624**	**241 448**	**250 752**	**262 761**	**272 049**	**282 505**	**295 928**	**302 748**	**303 747**	**01**
14 005	15 044	15 627	15 912	17 598	17 772	18 772	19 340	18 814	18 988	18 212	17 535	02
182 253	**195 765**	**209 301**	**215 712**	**223 850**	**232 980**	**243 989**	**252 709**	**263 691**	**276 940**	**284 536**	**286 212**	**03**
24 635	25 730	27 421	29 389	30 979	31 996	32 807	34 019	35 199	36 552	38 177	39 671	04
– 72	– 11	– 108	– 37	333	– 13	– 167	– 37	– 392	222	– 266	– 62	05
157 690	**170 046**	**181 988**	**186 360**	**192 538**	**200 997**	**211 349**	**218 727**	**228 884**	**240 166**	**246 625**	**246 603**	**06**
26 198	26 736	27 448	29 343	30 270	31 328	33 177	34 886	37 517	39 838	42 991	44 418	07
541	544	566	582	595	612	593	601	600	609	644	650	08
2 336	2 352	2 704	2 891	2 628	2 989	2 930	3 157	3 334	3 480	3 627	3 652	09
244	274	352	666	309	282	434	487	566	542	556	533	10
23 631	23 848	25 584	25 363	23 780	23 590	24 731	25 826	27 805	30 139	30 376	28 043	11
17 423	23 065	23 761	22 523	23 182	21 564	24 935	24 965	27 759	25 874	24 540	20 768	12
12 583	12 825	14 028	13 888	13 675	14 054	14 794	16 338	17 853	20 894	23 006	21 354	13
– 98	– 465	– 689	44	– 852	783	– 360	– 192	– 652	225	– 1 117	250	14
13 300	13 706	14 453	14 251	14 633	15 194	15 920	16 433	17 104	17 898	18 331	18 314	15
167 432	**174 669**	**187 089**	**194 499**	**199 482**	**208 203**	**217 925**	**226 140**	**236 642**	**249 883**	**260 059**	**263 213**	**16**
29 837	30 806	34 127	34 139	32 073	32 750	34 809	36 635	38 587	41 405	41 115	38 777	17
10 376	10 962	11 871	12 471	13 145	14 083	14 597	15 365	15 876	15 496	16 773	17 294	18
1 733	1 825	1 932	2 384	2 393	2 547	2 728	2 781	2 968	3 178	3 346	3 361	19
125 486	**131 076**	**139 159**	**145 505**	**151 871**	**158 823**	**165 791**	**171 359**	**179 211**	**189 804**	**198 825**	**203 781**	**20**
118 266	124 406	131 187	135 952	143 093	149 791	156 514	163 762	170 668	179 821	187 936	190 465	21
1 647	1 799	2 199	2 228	1 864	2 053	2 140	2 422	2 703	2 993	3 229	2 783	22
350	415	457	507	809	751	879	1 034	1 050	1 292	1 190	1 099	23
5 223	**4 456**	**5 316**	**6 818**	**6 105**	**6 228**	**6 258**	**4 141**	**4 790**	**5 698**	**6 470**	**9 434**	**24**
4,2	3,4	3,8	4,7	4,0	3,9	3,8	2,4	2,7	3,0	3,3	4,6	25

Tableau 2.9
Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement, Québec, 1991-2009

	Composante	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Revenu net agricole**	**674**	**538**	**674**	**786**	**639**	**803**	**659**
	Moins :							
02	Sommes comprises dans les autres composantes du PIB	105	90	107	162	82	112	117
	Plus :							
03	Autres ajustements	32	100	91	20	87	– 36	52
	Égale :							
04	**Revenu comptable net des exploitants agricoles**[1]	**600**	**548**	**658**	**644**	**644**	**656**	**595**

1. Le revenu comptable net des exploitants agricoles est estimé sur une base d'exercice.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'agriculture.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
635	**753**	**665**	**883**	**484**	**676**	**913**	**663**	**480**	**764**	**773**	**794**	**01**
72	103	250	334	163	182	326	235	221	364	300	299	02
29	8	– 54	– 35	6	– 107	48	– 35	64	14	– 101	– 146	03
592	**658**	**361**	**514**	**327**	**387**	**635**	**393**	**323**	**414**	**372**	**349**	**04**

Tableau 2.10
Investissements en capital fixe, état de rapprochement, Québec, 1991-2009

	Composante	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Investissements privés et publics[1] (SCIAN)**	**27 896**	**26 867**	**26 705**	**28 760**	**27 096**	**28 302**	**30 677**
	Moins :							
02	Ajustements à la définition d'investissements des comptes économiques[2]	453	298	299	314	311	334	299
	Plus :							
03	Frais de mutation relatifs à la vente et à l'achat d'immobilisations existantes[3]	1 224	1 221	1 274	1 388	1 233	1 544	1 318
	Plus :							
04	Autres ajustements	366	93	569	– 38	– 148	102	90
	Égale :							
05	**Formation brute de capital fixe d'après les comptes des revenus et dépenses**	**29 033**	**27 883**	**28 249**	**29 796**	**27 870**	**29 614**	**31 786**

1. Données produites par la Division de l'investissement et du stock de capital à Statistique Canada.
2. Plusieurs éléments sont retranchés dont les rebuts, les récupérations, les véhicules moteurs usagés, les avions, les bateaux et autres actifs usagés.
3. Il s'agit des commissions payées lors de l'achat et de la vente d'immobilisations existantes.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
M$												
33 130	**35 346**	**36 487**	**37 559**	**40 743**	**43 485**	**49 767**	**49 470**	**51 809**	**57 055**	**60 118**	**60 508**	**01**
275	391	482	611	702	550	606	606	641	696	610	634	02
925	992	1 228	1 372	1 706	1 922	2 188	2 474	2 623	2 962	2 818	3 068	03
170	804	1 174	1 103	1 207	1 053	727	2 022	1 472	700	551	– 1 024	04
33 950	**36 751**	**38 407**	**39 423**	**42 954**	**45 910**	**52 076**	**53 359**	**55 263**	**60 021**	**62 877**	**61 918**	**05**

Chapitre 3

Les tableaux sectoriels

Tableau 3.1

Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure, Québec, 1991-2009

	Dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Rémunération des salariés[1]**	**86 287**	**88 186**	**89 153**	**91 245**	**93 580**	**95 262**	**98 417**
02	Entreprises	59 118	60 069	60 578	62 411	64 755	67 063	70 545
03	Administration fédérale	3 770	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760	3 661
04	Administrations provinciale et locales	21 788	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603	22 317
05	Particuliers	1 611	1 683	1 766	1 841	1 806	1 836	1 895
06	**Bénéfices des sociétés avant impôt**	**6 809**	**6 523**	**8 180**	**13 121**	**15 155**	**15 212**	**16 446**
07	**Intérêts et revenus divers de placement**	**13 197**	**12 518**	**12 403**	**12 197**	**12 271**	**11 810**	**12 610**
08	**Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole**	**600**	**548**	**658**	**644**	**644**	**656**	**595**
09	**Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris**	**8 399**	**8 770**	**9 329**	**9 449**	**9 616**	**10 475**	**11 164**
10	**Ajustements de la valeur des stocks**	**353**	**– 762**	**– 447**	**– 1 369**	**– 708**	**– 277**	**– 193**
11	**Impôts indirects**	**25 655**	**26 770**	**26 371**	**26 644**	**27 918**	**28 216**	**29 495**
12	Administration fédérale	6 819	6 761	6 639	6 536	6 683	7 088	7 598
13	Administrations provinciale et locales	18 836	20 009	19 732	20 108	21 235	21 128	21 897
	Moins :							
14	**Subventions**	**3 441**	**3 618**	**3 134**	**3 272**	**3 072**	**3 113**	**3 321**
15	Subventions fédérales	1 187	526	572	531	547	582	802
16	Subventions provinciales et locales	2 254	3 092	2 562	2 741	2 525	2 531	2 519
17	**Provisions pour consommation de capital**	**17 493**	**18 224**	**18 949**	**19 808**	**20 886**	**22 386**	**23 119**
18	Particuliers et entreprises individuelles	4 239	4 358	4 541	4 657	4 796	5 061	5 104
19	Administration fédérale	450	458	487	547	584	595	633
20	Administrations provinciale et locales	2 794	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483	3 617
21	Sociétés et entreprises publiques	10 010	10 474	10 882	11 407	12 131	13 247	13 765
22	**Divergence statistique**	**– 196**	**1 203**	**767**	**2 011**	**1 041**	**– 101**	**92**
23	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**155 156**	**158 362**	**162 229**	**170 478**	**177 331**	**180 526**	**188 424**

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base intérieure.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
102 400	**108 173**	**117 658**	**121 990**	**127 620**	**134 372**	**139 815**	**144 774**	**149 948**	**157 713**	**163 789**	**166 600**	**01**
75 066	79 538	86 675	89 553	93 394	97 269	102 757	106 033	110 091	114 612	119 248	119 833	02
3 681	3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 891	6 136	6 507	7 159	03
21 676	22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 475	33 221	34 009	35 392	04
1 977	2 155	2 306	2 519	2 734	2 991	3 155	3 391	3 491	3 744	4 026	4 216	05
17 423	**23 065**	**23 761**	**22 523**	**23 182**	**21 564**	**24 935**	**24 965**	**27 759**	**25 874**	**24 540**	**20 768**	**06**
12 583	**12 825**	**14 028**	**13 888**	**13 675**	**14 054**	**14 794**	**16 338**	**17 853**	**20 894**	**23 006**	**21 354**	**07**
592	**658**	**361**	**514**	**327**	**387**	**635**	**393**	**323**	**414**	**372**	**349**	**08**
11 490	**12 084**	**12 416**	**13 150**	**13 953**	**14 643**	**15 610**	**16 016**	**16 549**	**17 148**	**17 704**	**18 968**	**09**
– 98	**– 465**	**– 689**	**44**	**– 852**	**783**	**– 360**	**– 192**	**– 652**	**225**	**– 1 117**	**250**	**10**
31 418	**32 924**	**34 505**	**35 192**	**37 223**	**38 930**	**40 690**	**41 835**	**42 330**	**43 830**	**43 669**	**43 674**	**11**
7 713	7 905	8 345	8 700	9 351	9 804	9 984	10 206	9 905	10 007	9 225	9 065	12
23 705	25 019	26 160	26 492	27 872	29 126	30 706	31 629	32 425	33 823	34 444	34 609	13
4 113	**4 173**	**4 425**	**5 029**	**4 992**	**5 964**	**5 998**	**6 062**	**6 412**	**6 944**	**7 126**	**7 825**	**14**
741	732	549	537	468	764	727	661	678	671	813	1 098	15
3 372	3 441	3 876	4 492	4 524	5 200	5 271	5 401	5 734	6 273	6 313	6 727	16
24 635	**25 730**	**27 421**	**29 389**	**30 979**	**31 996**	**32 807**	**34 019**	**35 199**	**36 552**	**38 177**	**39 671**	**17**
5 443	5 514	5 829	6 223	6 558	6 841	7 133	7 490	7 767	8 162	8 535	8 775	18
656	665	676	710	759	722	723	737	751	776	826	879	19
3 731	3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 374	5 724	6 333	6 905	20
14 805	15 683	16 842	18 255	19 224	19 903	20 193	20 737	21 307	21 890	22 483	23 112	21
– 72	**– 11**	**– 108**	**– 37**	**333**	**– 13**	**– 167**	**– 37**	**– 392**	**222**	**– 266**	**– 62**	**22**
196 258	**210 809**	**224 928**	**231 624**	**241 448**	**250 752**	**262 761**	**272 049**	**282 505**	**295 928**	**302 748**	**303 747**	**23**

Tableau 3.2

Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure, Québec, 1991-2009

	Recettes	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Ventes des entreprises**	**124 547**	**128 059**	**130 894**	**139 911**	**145 586**	**148 148**	**156 389**
02	Aux particuliers	88 053	90 393	93 232	96 190	98 489	103 340	109 409
	À l'administration fédérale							
03	Dépenses courantes nettes	2 373	2 426	2 726	2 661	2 605	2 358	2 026
04	Investissement en capital fixe	500	647	852	834	675	691	612
05	Investissement en stocks	– 14	– 15	– 2	–	11	– 1	2
	Aux administrations provinciale et locales							
06	Dépenses courantes nettes	8 753	9 754	9 476	9 400	8 967	9 181	8 772
07	Investissement en capital fixe	3 955	3 719	3 832	4 207	4 313	4 268	4 222
08	Ajustement dû à la répartition provinciale des investissements	–	22	–	–	–	–	–
	Aux sociétés et aux entreprises publiques							
09	Investissement en capital fixe	18 159	17 096	17 056	17 006	16 545	16 907	19 694
10	Investissement en stocks non agricoles	– 1 425	– 462	422	364	1 899	803	1 792
	Aux entreprises individuelles							
11	Investissement en capital fixe	6 419	6 399	6 509	7 749	6 337	7 748	7 258
12	Investissement en stocks agricoles	4	– 95	43	89	– 40	36	46
13	Aux non-résidents (nettes)	– 2 230	– 1 825	– 3 252	1 411	5 785	2 817	2 556
14	Aux non-résidents (brutes)	63 748	65 224	72 120	83 288	93 591	94 954	103 130
15	Moins : achats auprès des non-résidents	65 978	67 049	75 372	81 877	87 806	92 137	100 574
16	**Ventes de services directs de main-d'œuvre entre particuliers**	**1 611**	**1 683**	**1 766**	**1 841**	**1 806**	**1 836**	**1 895**
17	**Ventes entre administrations publiques**	**28 802**	**29 826**	**30 335**	**30 737**	**30 979**	**30 441**	**30 228**
	Services directs de main-d'œuvre							
18	Administration fédérale	3 770	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760	3 661
19	Administrations provinciale et locales	21 788	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603	22 317
	Consommation de capital propre							
20	Administration fédérale	450	458	487	547	584	595	633
21	Administrations provinciale et locales	2 794	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483	3 617
22	**Divergence statistique**	**196**	**– 1 206**	**– 766**	**– 2 011**	**– 1 039**	**101**	**– 87**
23	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**155 156**	**158 362**	**162 229**	**170 478**	**177 331**	**180 526**	**188 424**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
164 466	**177 630**	**189 087**	**194 239**	**202 357**	**208 384**	**220 055**	**227 480**	**236 130**	**246 549**	**250 781**	**249 134**	**01**
113 390	119 134	125 239	129 539	136 390	142 944	149 057	155 715	162 200	170 625	178 212	180 705	02
2 603	3 046	3 011	3 155	3 177	3 642	3 614	3 505	3 901	3 197	3 493	3 370	03
560	690	678	762	538	519	627	749	728	703	817	978	04
– 10	– 2	8	7	– 16	4	6	10	– 13	4	12	– 2	05
9 390	9 795	10 983	12 023	12 934	14 046	14 494	15 383	16 265	16 948	18 077	20 120	06
4 552	4 542	4 658	5 475	6 166	6 338	7 137	8 059	8 056	9 197	11 316	13 494	07
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	08
21 747	24 089	25 219	23 633	24 327	25 845	29 240	29 161	30 436	32 735	33 211	30 208	09
1 334	2 907	3 222	– 1 414	– 1 290	– 64	675	2 541	1 348	1 194	975	– 2 954	10
7 091	7 430	7 852	9 553	11 923	13 208	15 072	15 390	16 043	17 386	17 533	17 238	11
– 47	– 84	– 77	121	39	58	55	– 15	– 38	40	– 104	– 171	12
3 856	6 083	8 294	11 385	8 169	1 844	78	– 3 018	– 2 796	– 5 480	– 12 761	– 13 852	13
111 308	124 048	141 703	140 899	141 507	134 973	139 802	144 380	150 559	154 174	157 764	139 126	14
107 452	117 965	133 409	129 514	133 338	133 129	139 724	147 398	153 355	159 654	170 525	152 978	15
1 977	**2 155**	**2 306**	**2 519**	**2 734**	**2 991**	**3 155**	**3 391**	**3 491**	**3 744**	**4 026**	**4 216**	**16**
29 744	**31 014**	**33 427**	**34 829**	**36 689**	**39 364**	**39 385**	**41 142**	**42 491**	**45 857**	**47 675**	**50 335**	**17**
3 681	3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 891	6 136	6 507	7 159	18
21 676	22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 475	33 221	34 009	35 392	19
656	665	676	710	759	722	723	737	751	776	826	879	20
3 731	3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 374	5 724	6 333	6 905	21
71	**11**	**108**	**37**	**– 333**	**13**	**166**	**36**	**395**	**– 223**	**265**	**62**	**22**
196 258	**210 809**	**224 928**	**231 624**	**241 448**	**250 752**	**262 761**	**272 049**	**282 505**	**295 928**	**302 748**	**303 747**	**23**

Tableau 3.3

Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement, Québec, 1991-2009

	Source de financement	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Particuliers et entreprises individuelles**	**19 505**	**19 445**	**20 521**	**18 912**	**18 404**	**16 298**	**12 069**
02	Épargne personnelle	13 769	13 098	13 454	11 908	12 161	9 636	5 951
03	Provisions pour consommation de capital	4 239	4 358	4 541	4 657	4 796	5 061	5 104
04	Transferts nets de capitaux	1 497	1 989	2 526	2 347	1 447	1 602	1 014
05	**Administration fédérale**	**– 11 555**	**– 11 362**	**– 12 978**	**– 11 873**	**– 12 280**	**– 8 152**	**– 3 073**
06	Épargne	– 11 665	– 11 706	– 13 474	– 12 364	– 13 012	– 9 002	– 4 482
07	Dont : Régime de pensions du Canada	– 11	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21	– 17
08	Provisions pour consommation de capital	450	458	487	547	584	595	633
09	Transferts nets de capitaux	– 340	– 114	9	– 56	148	255	776
10	**Administrations provinciale et locales**	**– 2 096**	**– 3 477**	**– 4 208**	**– 4 170**	**– 1 157**	**– 1 902**	**– 728**
11	Épargne	– 4 718	– 6 284	– 7 116	– 7 212	– 4 379	– 5 216	– 4 179
12	Dont : Régime de rentes du Québec	14	– 367	– 587	– 617	– 645	– 911	– 942
13	Provisions pour consommation de capital	2 794	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483	3 617
14	Transferts nets de capitaux	– 172	– 127	– 131	– 155	– 153	– 169	– 166
15	**Sociétés et entreprises publiques**	**22 136**	**20 274**	**23 844**	**23 358**	**22 693**	**24 410**	**25 179**
16	Épargne[1]	11 464	9 369	12 613	11 534	10 271	10 863	11 179
17	Dont : ajustements de la valeur des stocks	353	– 762	– 447	– 1 369	– 708	– 277	– 193
18	Provisions pour consommation de capital	10 010	10 474	10 882	11 407	12 131	13 247	13 765
19	Transferts nets de capitaux	662	431	349	417	291	299	235
20	**Divergence statistique**	**– 196**	**1 203**	**767**	**2 011**	**1 041**	**– 101**	**92**
21	**Épargne utilisée au Québec**	**27 794**	**26 083**	**27 946**	**28 238**	**28 701**	**30 553**	**33 539**

1. L'épargne comprend les bénéfices non répartis des sociétés, les bénéfices non versés des entreprises publiques et l'ajustement de la valeur des stocks. Des difficultés conceptuelles et statistiques empêchent d'estimer séparément l'épargne des sociétés au niveau provincial. Le poste de la ligne 16 est donc estimé de façon résiduelle et comprend, en théorie, l'épargne des sociétés et des entreprises publiques, mais aussi l'épargne des non-résidents mise à la disposition de l'économie nationale par l'intermédiaire du déficit encouru au compte financier de la balance des paiements.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
11 123	**10 370**	**11 483**	**13 514**	**13 140**	**13 612**	**14 166**	**12 847**	**13 315**	**14 657**	**15 849**	**19 842**	**01**
5 223	4 456	5 316	6 818	6 105	6 228	6 258	4 141	4 790	5 698	6 470	9 434	02
5 443	5 514	5 829	6 223	6 558	6 841	7 133	7 490	7 767	8 162	8 535	8 775	03
457	400	338	473	477	543	775	1 216	758	797	844	1 632	04
– 3 739	**– 3 094**	**– 510**	**– 2 620**	**– 2 086**	**– 2 325**	**– 270**	**– 3 412**	**– 5 079**	**– 6 220**	**– 11 216**	**– 15 831**	**05**
– 5 108	– 4 280	– 1 898	– 3 904	– 3 211	– 3 372	– 993	– 4 045	– 5 735	– 6 913	– 12 354	– 17 009	06
– 13	– 9	– 8	– 5	1	2	– 26	– 26	– 26	– 26	– 29	– 36	07
656	665	676	710	759	722	723	737	751	776	826	879	08
713	521	712	574	366	325	–	– 104	– 95	– 83	312	299	09
1 411	**3 748**	**4 991**	**2 161**	**358**	**– 118**	**845**	**4 697**	**7 327**	**5 523**	**7 647**	**3 721**	**10**
– 2 031	320	1 326	– 1 731	– 3 769	– 4 307	– 3 484	5	2 332	360	1 778	– 2 564	11
– 781	– 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 752	995	1 805	1 552	12
3 731	3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 374	5 724	6 333	6 905	13
– 289	– 440	– 409	– 309	– 311	– 341	– 429	– 363	– 379	– 561	– 464	– 620	14
26 575	**28 570**	**25 812**	**25 156**	**29 609**	**34 765**	**38 404**	**41 836**	**41 784**	**46 854**	**52 011**	**51 183**	**15**
11 411	12 115	8 297	6 221	9 706	14 353	17 465	20 406	19 722	24 063	29 080	27 467	16
– 98	– 465	– 689	44	– 852	783	– 360	– 192	– 652	225	– 1 117	250	17
14 805	15 683	16 842	18 255	19 224	19 903	20 193	20 737	21 307	21 890	22 483	23 112	18
359	772	673	680	679	509	746	693	755	901	448	605	19
– 72	**– 11**	**– 108**	**– 37**	**333**	**– 13**	**– 167**	**– 37**	**– 392**	**222**	**– 266**	**– 62**	**20**
35 298	**39 583**	**41 668**	**38 174**	**41 354**	**45 921**	**52 978**	**55 931**	**56 955**	**61 036**	**64 025**	**58 853**	**21**

Tableau 3.4
Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute, Québec, 1991-2009

	Utilisation de l'épargne	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
	Investissements en capital fixe							
01	Particuliers et entreprises individuelles	6 419	6 399	6 509	7 749	6 337	7 748	7 258
02	Administration fédérale	500	647	852	834	675	691	612
03	Administrations provinciale et locales	3 955	3 719	3 832	4 207	4 313	4 268	4 222
04	Sociétés et entreprises publiques	18 159	17 096	17 056	17 006	16 545	16 907	19 694
	Investissements en stocks							
05	Particuliers et entreprises individuelles	4	– 95	43	89	– 40	36	46
06	Administration fédérale	– 14	– 15	– 2	–	11	– 1	2
07	Sociétés et entreprises publiques	– 1 425	– 462	422	364	1 899	803	1 792
	Actifs existants							
08	Particuliers et entreprises individuelles	1 089	1 100	1 058	1 104	824	772	1 157
09	Administration fédérale	1	4	4	3	5	– 190	– 3
10	Administrations provinciale et locales	211	162	38	– 83	46	64	55
11	Sociétés et entreprises publiques	– 1 301	– 1 266	– 1 100	– 1 024	– 875	– 646	– 1 209
	Prêt net							
12	Particuliers et entreprises individuelles	11 993	12 040	12 910	9 970	11 283	7 743	3 609
13	Administration fédérale	– 12 042	– 11 998	– 13 832	– 12 710	– 12 971	– 8 652	– 3 684
14	Dont : Régime de pensions du Canada	– 11	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21	– 17
15	Administrations provinciale et locales	– 6 262	– 7 358	– 8 078	– 8 294	– 5 516	– 6 234	– 5 005
16	Dont : Régime de rentes du Québec	14	– 367	– 587	– 617	– 645	– 911	– 942
17	Sociétés et entreprises publiques[1]	6 311	7 316	9 000	11 034	7 204	7 143	5 080
18	Divergence statistique	196	– 1 206	– 766	– 2 011	– 1 039	101	– 87
19	**Total**	**27 794**	**26 083**	**27 946**	**28 238**	**28 701**	**30 553**	**33 539**

1. Voir la note 1 au tableau 3.3.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
7 091	7 430	7 852	9 553	11 923	13 208	15 072	15 390	16 043	17 386	17 533	17 238	01
560	690	678	762	538	519	627	749	728	703	817	978	02
4 552	4 542	4 658	5 475	6 166	6 338	7 137	8 059	8 056	9 197	11 316	13 494	03
21 747	24 089	25 219	23 633	24 327	25 845	29 240	29 161	30 436	32 735	33 211	30 208	04
– 47	– 84	– 77	121	39	58	55	– 15	– 38	40	– 104	– 171	05
– 10	– 2	8	7	– 16	4	6	10	– 13	4	12	– 2	06
1 334	2 907	3 222	– 1 414	– 1 290	– 64	675	2 541	1 348	1 194	975	– 2 954	07
1 176	1 234	1 088	1 275	1 727	2 224	1 912	2 235	2 829	3 643	3 561	2 694	08
– 3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	09
43	44	37	35	–	–	–	–	–	–	–	–	10
– 1 216	– 1 278	– 1 125	– 1 310	– 1 727	– 2 224	– 1 912	– 2 235	– 2 829	– 3 643	– 3 561	– 2 694	11
2 903	1 790	2 620	2 565	– 549	– 1 878	– 2 873	– 4 763	– 5 520	– 6 413	– 5 142	81	12
– 4 286	– 3 782	– 1 196	– 3 389	– 2 608	– 2 848	– 903	– 4 171	– 5 794	– 6 927	– 12 045	– 16 807	13
– 13	– 9	– 8	– 5	1	2	– 26	– 26	– 26	– 26	– 29	– 36	14
– 3 184	– 838	296	– 3 349	– 5 808	– 6 456	– 6 292	– 3 362	– 729	– 3 674	– 3 669	– 9 773	15
– 781	– 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 752	995	1 805	1 552	16
4 567	2 830	– 1 720	4 173	8 965	11 182	10 068	12 296	12 043	17 014	20 856	26 499	17
71	11	108	37	– 333	13	166	36	395	– 223	265	62	18
35 298	**39 583**	**41 668**	**38 174**	**41 354**	**45 921**	**52 978**	**55 931**	**56 955**	**61 036**	**64 025**	**58 853**	**19**

Tableau 3.5

Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – revenus, Québec, 1991-2009

	Revenus	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Rémunération des salariés** [1]	**87 440**	**89 437**	**90 643**	**92 749**	**95 249**	**96 909**	**100 222**
02	Ajustement de la base intérieure à la base nationale	1 153	1 251	1 490	1 504	1 669	1 647	1 805
03	Entreprises	59 118	60 069	60 578	62 411	64 755	67 063	70 545
04	Administration fédérale	3 770	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760	3 661
05	Administrations provinciale et locales	21 788	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603	22 317
06	Particuliers	1 611	1 683	1 766	1 841	1 806	1 836	1 895
07	**Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole**	**600**	**548**	**658**	**644**	**644**	**656**	**595**
08	**Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris**	**8 399**	**8 770**	**9 329**	**9 449**	**9 616**	**10 475**	**11 164**
09	**Intérêts, dividendes et revenus divers de placement**	**22 090**	**21 039**	**20 635**	**20 891**	**22 868**	**23 060**	**23 215**
10	**Transferts courants**	**21 781**	**23 657**	**25 691**	**25 566**	**25 610**	**25 899**	**26 210**
11	Des sociétés	85	91	116	139	155	190	283
12	De l'administration fédérale	12 188	13 221	13 798	13 269	12 829	12 749	12 654
13	Dont : Régime de pensions du Canada	46	48	50	52	54	54	54
14	Des administrations provinciale et locales	9 157	9 962	11 353	11 690	12 136	12 457	12 767
15	Dont : Régime de rentes du Québec	3 510	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285
16	Des non-résidents du Canada	351	383	424	468	490	503	506
17	**Total**	**140 310**	**143 451**	**146 956**	**149 299**	**153 987**	**156 999**	**161 406**

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
104 736	**110 525**	**120 362**	**124 881**	**130 248**	**137 361**	**142 745**	**147 931**	**153 282**	**161 193**	**167 416**	**170 252**	**01**
2 336	2 352	2 704	2 891	2 628	2 989	2 930	3 157	3 334	3 480	3 627	3 652	02
75 066	79 538	86 675	89 553	93 394	97 269	102 757	106 033	110 091	114 612	119 248	119 833	03
3 681	3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 891	6 136	6 507	7 159	04
21 676	22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 475	33 221	34 009	35 392	05
1 977	2 155	2 306	2 519	2 734	2 991	3 155	3 391	3 491	3 744	4 026	4 216	06
592	**658**	**361**	**514**	**327**	**387**	**635**	**393**	**323**	**414**	**372**	**349**	**07**
11 490	**12 084**	**12 416**	**13 150**	**13 953**	**14 643**	**15 610**	**16 016**	**16 549**	**17 148**	**17 704**	**18 968**	**08**
23 631	**23 848**	**25 584**	**25 363**	**23 780**	**23 590**	**24 731**	**25 826**	**27 805**	**30 139**	**30 376**	**28 043**	**09**
26 983	**27 554**	**28 366**	**30 591**	**31 174**	**32 222**	**34 204**	**35 974**	**38 683**	**40 989**	**44 191**	**45 601**	**10**
244	274	352	666	309	282	434	487	566	542	556	533	11
12 853	13 092	13 625	14 626	15 125	15 651	16 349	16 891	17 262	18 151	20 238	20 620	12
54	55	57	58	61	62	94	98	102	106	110	120	13
13 345	13 644	13 823	14 717	15 145	15 677	16 828	17 995	20 255	21 687	22 753	23 798	14
5 525	5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	9 144	9 670	15
541	544	566	582	595	612	593	601	600	609	644	650	16
167 432	**174 669**	**187 089**	**194 499**	**199 482**	**208 203**	**217 925**	**226 140**	**236 642**	**249 883**	**260 059**	**263 213**	**17**

Tableau 3.6

Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – dépenses, Québec, 1991-2009

	Dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation**	**92 416**	**94 925**	**97 917**	**100 677**	**102 929**	**107 859**	**114 163**
02	Auprès des entreprises	88 053	90 393	93 232	96 190	98 489	103 340	109 409
03	Auprès des particuliers	1 611	1 683	1 766	1 841	1 806	1 836	1 895
04	Auprès des non-résidents du Québec	2 752	2 849	2 919	2 646	2 634	2 683	2 859
05	**Transferts courants**	**34 125**	**35 428**	**35 585**	**36 714**	**38 897**	**39 504**	**41 292**
06	À l'administration fédérale	14 790	15 652	15 365	15 785	16 478	16 993	18 067
07	Impôts sur le revenu	11 213	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538	13 286
08	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	–	..	..	..	..	..	..
09	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 569	4 231	4 401	4 710	4 581	4 443	4 770
10	Dont : Régime de pensions du Canada	18	15	17	18	20	18	23
11	Autres	8	12	10	5	5	12	11
12	Aux administrations provinciale et locales	16 951	17 545	18 249	18 908	19 867	20 147	21 349
13	Impôts sur le revenu	12 200	12 283	12 544	12 948	13 292	13 786	14 446
14	Droits successoraux	–	–	– 2	–	–	–	–
15	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 688	4 068	4 277	4 612	4 985	5 016	5 404
16	Dont : Régime de rentes du Québec	2 451	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341	3 655
17	Autres	1 063	1 194	1 430	1 348	1 590	1 345	1 499
18	Aux sociétés	2 173	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074	1 557
19	Aux non-résidents du Canada	211	228	246	258	271	290	319
20	**Épargne**	**13 769**	**13 098**	**13 454**	**11 908**	**12 161**	**9 636**	**5 951**
21	**Total**	**140 310**	**143 451**	**146 956**	**149 299**	**153 987**	**156 999**	**161 406**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
118 266	**124 406**	**131 187**	**135 952**	**143 093**	**149 791**	**156 514**	**163 762**	**170 668**	**179 821**	**187 936**	**190 465**	**01**
113 390	119 134	125 239	129 539	136 390	142 944	149 057	155 715	162 200	170 625	178 212	180 705	02
1 977	2 155	2 306	2 519	2 734	2 991	3 155	3 391	3 491	3 744	4 026	4 216	03
2 899	3 117	3 642	3 894	3 969	3 856	4 302	4 656	4 977	5 452	5 698	5 544	04
43 943	**45 807**	**50 586**	**51 729**	**50 284**	**52 184**	**55 153**	**58 237**	**61 184**	**64 364**	**65 653**	**63 314**	**05**
18 822	18 896	20 814	20 814	19 969	20 196	21 048	21 752	20 814	22 224	22 427	21 000	06
14 331	14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 428	18 855	19 154	17 671	07
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	08
4 486	4 434	4 465	4 366	4 386	4 304	4 140	4 251	3 375	3 358	3 251	3 307	09
27	32	35	41	49	52	55	58	60	65	66	69	10
5	3	6	7	13	10	14	19	11	11	22	22	11
23 124	24 697	27 116	28 180	27 642	29 184	31 086	33 029	36 617	37 855	38 807	38 432	12
15 506	16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 550	21 961	21 106	13
–	–	–	–	–	–	..	..	..	..	..	..	14
5 890	6 528	7 406	8 105	8 759	9 779	10 457	11 114	12 501	12 138	13 522	13 987	15
4 100	4 810	5 697	6 516	7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 593	9 863	10 145	16
1 728	1 822	1 926	2 377	2 380	2 537	2 714	2 762	2 957	3 167	3 324	3 339	17
1 647	1 799	2 199	2 228	1 864	2 053	2 140	2 422	2 703	2 993	3 229	2 783	18
350	415	457	507	809	751	879	1 034	1 050	1 292	1 190	1 099	19
5 223	**4 456**	**5 316**	**6 818**	**6 105**	**6 228**	**6 258**	**4 141**	**4 790**	**5 698**	**6 470**	**9 434**	**20**
167 432	**174 669**	**187 089**	**194 499**	**199 482**	**208 203**	**217 925**	**226 140**	**236 642**	**249 883**	**260 059**	**263 213**	**21**

Tableau 3.7

Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles – ressources, Québec, 1991-2009

Source de financement		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	Épargne personnelle	13 769	13 098	13 454	11 908	12 161	9 636	5 951
02	Provisions pour consommation de capital	4 239	4 358	4 541	4 657	4 796	5 061	5 104
03	Transferts nets de capitaux	1 497	1 989	2 526	2 347	1 447	1 602	1 014
04	Administration fédérale	– 171	– 190	– 243	– 225	– 324	– 443	– 851
05	Administration provinciale	20	–	16	19	38	58	6
06	Non-résidents	1 648	2 179	2 753	2 553	1 733	1 987	1 859
07	**Total**	**19 505**	**19 445**	**20 521**	**18 912**	**18 404**	**16 298**	**12 069**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

Tableau 3.8

Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles – utilisation de l'épargne, Québec, 1991-2009

Utilisation de l'épargne		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	Investissements en capital fixe	6 419	6 399	6 509	7 749	6 337	7 748	7 258
02	Investissements en stocks	4	– 95	43	89	– 40	36	46
03	Actifs existants	1 089	1 100	1 058	1 104	824	772	1 157
04	Prêt net	11 993	12 040	12 910	9 970	11 283	7 743	3 609
05	**Total**	**19 505**	**19 445**	**20 521**	**18 912**	**18 404**	**16 298**	**12 069**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
						M$						
5 223	4 456	5 316	6 818	6 105	6 228	6 258	4 141	4 790	5 698	6 470	9 434	01
5 443	5 514	5 829	6 223	6 558	6 841	7 133	7 490	7 767	8 162	8 535	8 775	02
457	400	338	473	477	543	775	1 216	758	797	844	1 632	03
– 870	– 956	– 1 066	– 1 000	– 756	– 503	– 330	– 240	– 293	– 269	– 310	– 299	04
87	103	90	55	22	10	13	14	12	12	14	15	05
1 240	1 253	1 314	1 418	1 211	1 036	1 092	1 442	1 039	1 054	1 140	1 916	06
11 123	**10 370**	**11 483**	**13 514**	**13 140**	**13 612**	**14 166**	**12 847**	**13 315**	**14 657**	**15 849**	**19 842**	**07**

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
						M$						
7 091	7 430	7 852	9 553	11 923	13 208	15 072	15 390	16 043	17 386	17 533	17 238	01
– 47	– 84	– 77	121	39	58	55	– 15	– 38	40	– 104	– 171	02
1 176	1 234	1 088	1 275	1 727	2 224	1 912	2 235	2 829	3 643	3 561	2 694	03
2 903	1 790	2 620	2 565	– 549	– 1 878	– 2 873	– 4 763	– 5 520	– 6 413	– 5 142	81	04
11 123	**10 370**	**11 483**	**13 514**	**13 140**	**13 612**	**14 166**	**12 847**	**13 315**	**14 657**	**15 849**	**19 842**	**05**

Tableau 3.9

Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – revenus, Québec, 1991-2009

Revenus		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Impôts directs**	**17 546**	**18 643**	**18 585**	**19 231**	**20 181**	**21 714**	**23 769**
02	Impôts sur le revenu	11 213	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538	13 286
03	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	..	..	..	..	..	..	..
04	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 569	4 231	4 401	4 710	4 581	4 443	4 770
05	Dont : Régime de pensions du Canada	18	15	17	18	20	18	23
06	Des sociétés et des entreprises publiques	2 396	2 620	2 829	3 038	3 229	4 038	4 990
07	Des non-résidents	368	383	401	413	479	695	723
08	**Impôts indirects**	**6 819**	**6 761**	**6 639**	**6 536**	**6 683**	**7 088**	**7 598**
09	**Autres transferts courants en provenance des particuliers**	**8**	**12**	**10**	**5**	**5**	**12**	**11**
10	**Transferts courants en provenance de l'administration provinciale**	**347**	**369**	**372**	**382**	**424**	**460**	**475**
11	**Revenus de placement**	**1 367**	**1 215**	**963**	**968**	**1 236**	**1 102**	**1 145**
12	Dont : Régime de pensions du Canada	17	17	17	16	16	15	14
13	**Total**	**26 087**	**27 000**	**26 569**	**27 122**	**28 529**	**30 376**	**32 998**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
24 156	**25 933**	**28 946**	**27 213**	**26 594**	**27 920**	**29 316**	**30 393**	**30 595**	**30 599**	**29 917**	**27 169**	**01**
14 331	14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 428	18 855	19 154	17 671	02
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	03
4 486	4 434	4 465	4 366	4 386	4 304	4 140	4 251	3 375	3 358	3 251	3 307	04
27	32	35	41	49	52	55	58	60	65	66	69	05
4 651	6 214	7 223	5 300	5 569	6 718	7 148	7 323	8 084	6 703	5 605	4 769	06
688	826	915	1 106	1 069	1 016	1 134	1 337	1 708	1 683	1 907	1 422	07
7 713	**7 905**	**8 345**	**8 700**	**9 351**	**9 804**	**9 984**	**10 206**	**9 905**	**10 007**	**9 225**	**9 065**	**08**
5	**3**	**6**	**7**	**13**	**10**	**14**	**19**	**11**	**11**	**22**	**22**	**09**
492	**480**	**555**	**550**	**619**	**519**	**678**	**628**	**482**	**666**	**631**	**655**	**10**
1 287	**1 378**	**1 690**	**1 767**	**1 578**	**1 520**	**1 325**	**1 307**	**1 396**	**1 749**	**1 935**	**1 599**	**11**
14	14	14	12	13	12	13	14	16	15	15	15	12
33 653	**35 699**	**39 542**	**38 237**	**38 155**	**39 773**	**41 317**	**42 553**	**42 389**	**43 032**	**41 730**	**38 510**	**13**

Tableau 3.10

Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – dépenses, Québec, 1991-2009

Dépenses		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Dépenses courantes nettes en biens et services**	**6 593**	**6 806**	**7 080**	**7 141**	**7 094**	**6 713**	**6 320**
02	Auprès des entreprises	2 373	2 426	2 726	2 661	2 605	2 358	2 026
	Auprès de l'administration fédérale							
03	Services directs de main-d'œuvre	3 770	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760	3 661
04	Consommation de capital propre	450	458	487	547	584	595	633
05	**Transferts courants de l'administration fédérale**	**20 813**	**21 984**	**23 173**	**22 378**	**23 038**	**21 547**	**20 589**
06	Aux particuliers	12 188	13 221	13 798	13 269	12 829	12 749	12 654
07	Dont : Régime de pensions du Canada	46	48	50	52	54	54	54
08	Aux entreprises	1 187	526	572	531	547	582	802
09	Aux administrations publiques	7 438	8 237	8 803	8 578	9 662	8 216	7 133
10	À l'administration provinciale	7 382	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109	7 030
11	Aux administrations locales	56	69	63	101	70	107	103
12	**Intérêts sur la dette publique**	**10 346**	**9 916**	**9 790**	**9 967**	**11 409**	**11 118**	**10 571**
13	**Épargne**	**– 11 665**	**– 11 706**	**– 13 474**	**– 12 364**	**– 13 012**	**– 9 002**	**– 4 482**
14	Dont : Régime de pensions du Canada	– 11	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21	– 17
15	**Total**	**26 087**	**27 000**	**26 569**	**27 122**	**28 529**	**30 376**	**32 998**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
6 940	**7 508**	**8 161**	**8 241**	**8 788**	**9 437**	**9 545**	**9 838**	**10 543**	**10 109**	**10 826**	**11 408**	**01**
2 603	3 046	3 011	3 155	3 177	3 642	3 614	3 505	3 901	3 197	3 493	3 370	02
3 681	3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 891	6 136	6 507	7 159	03
656	665	676	710	759	722	723	737	751	776	826	879	04
21 189	**21 962**	**22 420**	**23 926**	**23 852**	**25 387**	**24 871**	**29 212**	**30 056**	**32 472**	**36 270**	**37 877**	**05**
12 853	13 092	13 625	14 626	15 125	15 651	16 349	16 891	17 262	18 151	20 238	20 620	06
54	55	57	58	61	62	94	98	102	106	110	120	07
741	732	549	537	468	764	727	661	678	671	813	1 098	08
7 595	8 138	8 246	8 763	8 259	8 972	7 795	11 660	12 116	13 650	15 219	16 159	09
7 504	8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 059	13 585	15 167	16 064	10
91	42	30	22	20	22	24	65	57	65	52	95	11
10 632	**10 509**	**10 859**	**9 974**	**8 726**	**8 321**	**7 894**	**7 548**	**7 525**	**7 364**	**6 988**	**6 234**	**12**
– 5 108	**– 4 280**	**– 1 898**	**– 3 904**	**– 3 211**	**– 3 372**	**– 993**	**– 4 045**	**– 5 735**	**– 6 913**	**– 12 354**	**– 17 009**	**13**
– 13	– 9	– 8	– 5	1	2	– 26	– 26	– 26	– 26	– 29	– 36	14
33 653	**35 699**	**39 542**	**38 237**	**38 155**	**39 773**	**41 317**	**42 553**	**42 389**	**43 032**	**41 730**	**38 510**	**15**

Tableau 3.11

Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – ressources, Québec, 1991-2009

	Source de financement	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	Épargne réalisée au Québec	– 11 665	– 11 706	– 13 474	– 12 364	– 13 012	– 9 002	– 4 482
02	Dont : Régime de pensions du Canada	– 11	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21	– 17
03	Provisions pour consommation de capital	450	458	487	547	584	595	633
04	Transferts nets de capitaux	– 340	– 114	9	– 56	148	255	776
05	**Total**	**– 11 555**	**– 11 362**	**– 12 978**	**– 11 873**	**– 12 280**	**– 8 152**	**– 3 073**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

Tableau 3.12

Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – utilisation de l'épargne, Québec, 1991-2009

	Utilisation de l'épargne	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	Investissements en capital fixe	500	647	852	834	675	691	612
02	Investissements en stocks	– 14	– 15	– 2	–	11	– 1	2
03	Actifs existants	1	4	4	3	5	– 190	– 3
04	Prêt net	– 12 042	– 11 998	– 13 832	– 12 710	– 12 971	– 8 652	– 3 684
05	Dont : Régime de pensions du Canada	– 11	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21	– 17
06	**Total**	**– 11 555**	**– 11 362**	**– 12 978**	**– 11 873**	**– 12 280**	**– 8 152**	**– 3 073**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
– 5 108	– 4 280	– 1 898	– 3 904	– 3 211	– 3 372	– 993	– 4 045	– 5 735	– 6 913	– 12 354	– 17 009	01
– 13	– 9	– 8	– 5	1	2	– 26	– 26	– 26	– 26	– 29	– 36	02
656	665	676	710	759	722	723	737	751	776	826	879	03
713	521	712	574	366	325	–	– 104	– 95	– 83	312	299	04
– 3 739	**– 3 094**	**– 510**	**– 2 620**	**– 2 086**	**– 2 325**	**– 270**	**– 3 412**	**– 5 079**	**– 6 220**	**– 11 216**	**– 15 831**	**05**

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
560	690	678	762	538	519	627	749	728	703	817	978	01
– 10	– 2	8	7	– 16	4	6	10	– 13	4	12	– 2	02
– 3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	03
– 4 286	– 3 782	– 1 196	– 3 389	– 2 608	– 2 848	– 903	– 4 171	– 5 794	– 6 927	– 12 045	– 16 807	04
– 13	– 9	– 8	– 5	1	2	– 26	– 26	– 26	– 26	– 29	– 36	05
– 3 739	**– 3 094**	**– 510**	**– 2 620**	**– 2 086**	**– 2 325**	**– 270**	**– 3 412**	**– 5 079**	**– 6 220**	**– 11 216**	**– 15 831**	**06**

Tableau 3.13

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – revenus, Québec, 1991-2009

Revenus		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Impôts directs**	**16 960**	**17 384**	**18 007**	**18 908**	**19 950**	**20 646**	**22 051**
02	Impôts sur le revenu	12 200	12 283	12 544	12 948	13 292	13 786	14 446
03	Droits successoraux	–	–	– 2	–	–	–	–
04	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 688	4 068	4 277	4 612	4 985	5 016	5 404
05	Dont : Régime de rentes du Québec	2 451	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341	3 655
	Des sociétés							
06	Perceptions	890	948	1 210	1 323	1 542	1 939	1 949
07	Excédent des impôts dus sur les impôts perçus	182	85	– 22	25	131	– 95	252
08	**Impôts indirects**	**18 836**	**20 009**	**19 732**	**20 108**	**21 235**	**21 128**	**21 897**
09	**Autres transferts courants en provenance des particuliers**	**1 063**	**1 194**	**1 430**	**1 348**	**1 590**	**1 345**	**1 499**
10	**Transferts en provenance de l'administration fédérale**	**7 438**	**8 237**	**8 803**	**8 578**	**9 662**	**8 216**	**7 133**
11	**Revenus de placement**	**3 080**	**2 746**	**2 708**	**2 631**	**2 929**	**3 268**	**3 369**
12	Bénéfices reversés par les entreprises publiques	29	25	49	50	30	511	559
13	Autres revenus de placement	3 051	2 721	2 659	2 581	2 899	2 757	2 810
14	Dont : Régime de rentes du Québec	1 153	995	964	923	963	857	769
15	**Total**	**47 377**	**49 570**	**50 680**	**51 573**	**55 366**	**54 603**	**55 949**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
23 621	**25 492**	**28 323**	**28 314**	**27 611**	**29 605**	**31 466**	**33 679**	**37 313**	**38 165**	**40 110**	**39 726**	**01**
15 506	16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 550	21 961	21 106	02
–	–	–	–	–	–	..	..	..	..	..	..	03
5 890	6 528	7 406	8 105	8 759	9 779	10 457	11 114	12 501	12 138	13 522	13 987	04
4 100	4 810	5 697	6 516	7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 593	9 863	10 145	05
2 310	2 289	2 534	3 021	2 367	2 963	3 223	3 597	3 898	4 399	4 309	4 515	06
– 85	328	599	– 510	– 18	– 5	– 129	– 185	– 245	– 922	318	118	07
23 705	**25 019**	**26 160**	**26 492**	**27 872**	**29 126**	**30 706**	**31 629**	**32 425**	**33 823**	**34 444**	**34 609**	**08**
1 728	**1 822**	**1 926**	**2 377**	**2 380**	**2 537**	**2 714**	**2 762**	**2 957**	**3 167**	**3 324**	**3 339**	**09**
7 595	**8 138**	**8 246**	**8 763**	**8 259**	**8 972**	**7 795**	**11 660**	**12 116**	**13 650**	**15 219**	**16 159**	**10**
3 301	**3 559**	**4 503**	**4 434**	**4 693**	**5 083**	**5 462**	**6 108**	**8 192**	**8 949**	**9 804**	**9 251**	**11**
306	481	564	578	787	991	1 350	1 126	2 342	2 095	2 252	2 168	12
2 995	3 078	3 939	3 856	3 906	4 092	4 112	4 982	5 850	6 854	7 552	7 083	13
713	678	853	793	777	751	803	942	1 063	1 148	1 169	1 163	14
59 950	**64 030**	**69 158**	**70 380**	**70 815**	**75 323**	**78 143**	**85 838**	**93 003**	**97 754**	**102 901**	**103 084**	**15**

Tableau 3.14

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – dépenses, Québec, 1991-2009

	Dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Dépenses courantes nettes en biens et services**	**33 335**	**35 200**	**35 457**	**35 657**	**35 456**	**35 267**	**34 705**
02	Auprès des entreprises	8 753	9 754	9 476	9 400	8 967	9 181	8 772
	Auprès des administrations provinciale et locales							
03	Services directs de main-d'œuvre	21 788	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603	22 317
04	Consommation de capital propre	2 794	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483	3 617
05	**Transferts courants des administrations provinciale et locales**	**11 758**	**13 423**	**14 287**	**14 813**	**15 085**	**15 448**	**15 761**
06	Aux particuliers	9 157	9 962	11 353	11 690	12 136	12 457	12 767
07	Dont : Régime de rentes du Québec	3 510	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285
08	Aux entreprises	2 254	3 092	2 562	2 741	2 525	2 531	2 519
09	À l'administration fédérale	347	369	372	382	424	460	475
10	**Intérêts sur la dette publique**	**7 002**	**7 231**	**8 052**	**8 315**	**9 204**	**9 104**	**9 662**
11	**Épargne**	**– 4 718**	**– 6 284**	**– 7 116**	**– 7 212**	**– 4 379**	**– 5 216**	**– 4 179**
12	Dont : Régime de rentes du Québec	14	– 367	– 587	– 617	– 645	– 911	– 942
13	**Total**	**47 377**	**49 570**	**50 680**	**51 573**	**55 366**	**54 603**	**55 949**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
34 797	**36 346**	**39 260**	**41 766**	**44 012**	**47 615**	**47 947**	**50 192**	**52 114**	**55 893**	**58 418**	**62 417**	**01**
9 390	9 795	10 983	12 023	12 934	14 046	14 494	15 383	16 265	16 948	18 077	20 120	02
21 676	22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 475	33 221	34 009	35 392	03
3 731	3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 374	5 724	6 333	6 905	04
17 209	**17 565**	**18 254**	**19 759**	**20 288**	**21 396**	**22 777**	**24 024**	**26 471**	**28 626**	**29 697**	**31 180**	**05**
13 345	13 644	13 823	14 717	15 145	15 677	16 828	17 995	20 255	21 687	22 753	23 798	06
5 525	5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	9 144	9 670	07
3 372	3 441	3 876	4 492	4 524	5 200	5 271	5 401	5 734	6 273	6 313	6 727	08
492	480	555	550	619	519	678	628	482	666	631	655	09
9 975	**9 799**	**10 318**	**10 586**	**10 284**	**10 619**	**10 903**	**11 617**	**12 086**	**12 875**	**13 008**	**12 051**	**10**
– 2 031	**320**	**1 326**	**– 1 731**	**– 3 769**	**– 4 307**	**– 3 484**	**5**	**2 332**	**360**	**1 778**	**– 2 564**	**11**
– 781	– 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 752	995	1 805	1 552	12
59 950	**64 030**	**69 158**	**70 380**	**70 815**	**75 323**	**78 143**	**85 838**	**93 003**	**97 754**	**102 901**	**103 084**	**13**

Tableau 3.15

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – ressources, Québec, 1991-2009

	Source de financement	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	Épargne	– 4 718	– 6 284	– 7 116	– 7 212	– 4 379	– 5 216	– 4 179
02	Dont : Régimes de rentes du Québec	14	– 367	– 587	– 617	– 645	– 911	– 942
03	Provisions pour consommation de capital	2 794	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483	3 617
04	Transferts nets de capitaux	– 172	– 127	– 131	– 155	– 153	– 169	– 166
05	**Total**	**– 2 096**	**– 3 477**	**– 4 208**	**– 4 170**	**– 1 157**	**– 1 902**	**– 728**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

Tableau 3.16

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – utilisation de l'épargne, Québec, 1991-2009

	Utilisation de l'épargne	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	Investissements en capital fixe	3 955	3 719	3 832	4 207	4 313	4 268	4 222
02	Actifs existants	211	162	38	– 83	46	64	55
03	Prêt net	– 6 262	– 7 358	– 8 078	– 8 294	– 5 516	– 6 234	– 5 005
04	Dont : Régime de rentes du Québec	14	– 367	– 587	– 617	– 645	– 911	– 942
05	**Total**	**– 2 096**	**– 3 477**	**– 4 208**	**– 4 170**	**– 1 157**	**– 1 902**	**– 728**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
						M$						
– 2 031	320	1 326	– 1 731	– 3 769	– 4 307	– 3 484	5	2 332	360	1 778	– 2 564	01
– 781	– 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 752	995	1 805	1 552	02
3 731	3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 374	5 724	6 333	6 905	03
– 289	– 440	– 409	– 309	– 311	– 341	– 429	– 363	– 379	– 561	– 464	– 620	04
1 411	**3 748**	**4 991**	**2 161**	**358**	**– 118**	**845**	**4 697**	**7 327**	**5 523**	**7 647**	**3 721**	**05**

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
						M$						
4 552	4 542	4 658	5 475	6 166	6 338	7 137	8 059	8 056	9 197	11 316	13 494	01
43	44	37	35	–	–	–	–	–	–	–	–	02
– 3 184	– 838	296	– 3 349	– 5 808	– 6 456	– 6 292	– 3 362	– 729	– 3 674	– 3 669	– 9 773	03
– 781	– 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 752	995	1 805	1 552	04
1 411	**3 748**	**4 991**	**2 161**	**358**	**– 118**	**845**	**4 697**	**7 327**	**5 523**	**7 647**	**3 721**	**05**

Chapitre 4

La répartition industrielle du produit intérieur brut

Tableau 4.1
Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique, Québec, 1991-2009

Activité économique		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 232	3 222	3 308	3 547	3 740	3 662	3 241
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1 369	1 178	1 154	1 309	1 510	1 469	1 413
03	Services publics	5 918	6 208	6 004	6 015	6 523	7 036	7 935
04	Construction	8 925	8 583	8 540	8 483	7 563	7 711	8 249
05	Fabrication	25 273	24 680	26 927	31 065	33 939	35 161	37 780
06	Commerce de gros	7 452	7 254	7 122	7 585	8 545	8 465	8 766
07	Commerce de détail	8 928	8 672	8 584	9 175	9 230	9 291	9 877
08	Transport et entreposage	..	..	..	..	..	..	7 955
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	..	..	..	..	..	..	6 845
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	24 101	24 945	26 528	26 932	27 779	27 671	30 398
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	4 209	4 230	4 548	4 691	5 078	5 101	5 747
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	3 109	3 241	3 349	3 338	3 631	3 913	3 271
13	Services d'enseignement	8 830	9 392	9 736	9 899	9 911	10 096	9 970
14	Soins de santé et assistance sociale	11 083	11 705	12 028	12 375	12 389	11 846	12 540
15	Arts, spectacles et loisirs	1 056	1 114	1 075	1 190	1 182	1 483	1 642
16	Hébergement et services de restauration	3 391	3 480	3 454	3 570	3 690	3 764	3 878
17	Autres services, sauf les administrations publiques	3 099	3 189	3 256	3 339	3 364	3 437	4 103
18	Administrations publiques	10 048	10 522	10 754	10 908	11 000	11 256	11 509
19	**Produit intérieur brut aux prix de base[1]**	**141 299**	**143 199**	**148 175**	**155 823**	**161 967**	**164 652**	**175 118**

1. Le produit intérieur brut aux prix de base estimé ici sous l'angle de la valeur ajoutée n'est pas égal à celui qui est établi selon les revenus à la ligne 13 du tableau 2.1, même si selon le concept, ils devraient être égaux.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des industries.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008c	2009c	
					M$							
3 642	3 908	4 130	4 436	4 173	4 376	4 818	4 455	4 657	4 945	4 765	4 484	01
1 511	1 394	1 524	1 250	1 232	1 410	1 645	1 983	2 480	2 943	3 149	3 365	02
7 867	8 143	8 488	8 891	9 479	9 936	9 595	10 114	10 477	11 835	12 131	12 192	03
8 793	8 416	9 444	10 076	11 183	11 859	13 598	13 946	15 066	16 470	17 804	18 445	04
39 594	46 188	49 478	48 764	47 482	46 279	48 243	48 185	48 049	47 589	46 780	42 710	05
8 936	9 643	10 243	10 890	11 365	12 025	12 896	13 562	14 683	15 506	16 002	16 386	06
10 405	10 948	11 796	12 384	13 325	14 239	14 926	15 773	16 626	17 710	18 330	18 568	07
8 428	8 617	9 131	9 439	9 589	9 944	10 177	10 867	11 458	11 904	12 177	11 934	08
7 206	7 438	7 735	8 170	8 912	9 027	9 167	9 544	9 951	10 215	10 777	10 939	09
31 390	32 920	34 077	35 002	36 513	38 264	40 774	42 277	44 791	46 306	47 508	49 619	10
6 661	7 344	8 126	8 699	9 141	9 913	10 546	10 956	11 694	12 475	13 435	13 220	11
3 525	4 206	4 760	5 098	5 659	6 132	6 413	6 858	7 348	7 655	8 030	7 773	12
9 636	10 273	10 735	11 180	11 789	12 315	12 674	12 922	13 501	14 372	14 703	15 055	13
12 883	13 478	14 668	15 643	16 244	17 404	18 245	19 009	19 947	22 217	22 617	23 680	14
1 788	1 969	2 132	2 274	2 478	2 642	2 735	2 749	2 820	2 887	3 003	3 120	15
4 102	4 132	4 377	4 603	4 944	5 259	5 659	6 012	6 098	6 418	6 739	6 867	16
4 337	4 703	5 120	5 373	5 784	6 072	6 356	6 681	6 962	7 644	7 950	8 268	17
11 551	12 044	13 337	13 541	14 559	15 884	15 525	16 817	17 087	17 850	18 635	19 586	18
182 252	**195 765**	**209 301**	**215 711**	**223 850**	**232 980**	**243 989**	**252 710**	**263 692**	**276 941**	**284 536**	**286 212**	**19**

Tableau 4.2

Rémunération des salariés, par activité économique, Québec, 1991-2009

Activité économique		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 078	1 095	1 119	1 114	1 283	1 214	1 252
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	814	813	770	847	854	933	960
03	Services publics	1 751	1 834	1 856	1 827	1 867	1 760	1 798
04	Construction	5 286	4 863	4 700	5 029	4 959	4 830	5 149
05	Fabrication	16 853	16 978	17 327	17 722	18 701	19 790	20 467
06	Commerce de gros	4 921	4 962	5 012	5 109	5 501	5 825	6 070
07	Commerce de détail	5 865	5 852	5 787	6 189	6 234	6 423	6 804
08	Transport et entreposage	4 544	4 595	4 660	4 860	5 111	5 202	5 308
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	3 161	3 292	3 335	3 301	3 390	3 256	3 281
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	6 611	6 731	6 868	6 903	6 947	6 979	7 684
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	2 857	2 852	2 908	3 013	3 177	3 474	3 703
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	1 866	1 853	1 889	1 959	2 069	2 280	2 440
13	Services d'enseignement	7 967	8 449	8 794	8 857	8 839	8 879	8 829
14	Soins de santé et assistance sociale	8 316	8 782	8 960	9 113	9 138	8 809	9 063
15	Arts, spectacles et loisirs	929	966	978	1 032	1 033	1 094	1 110
16	Hébergement et services de restauration	2 575	2 721	2 614	2 688	2 864	2 890	2 935
17	Autres services, sauf les administrations publiques	2 608	2 713	2 747	2 897	2 902	3 071	3 103
18	Administrations publiques	8 285	8 833	8 828	8 785	8 713	8 553	8 461
19	**Total**	**86 287**	**88 186**	**89 153**	**91 245**	**93 580**	**95 262**	**98 417**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
1 366	1 420	1 413	1 454	1 550	1 621	1 692	1 733	1 769	1 740	1 757	1 690	01
955	931	930	823	864	820	883	881	950	1 047	1 121	1 026	02
1 937	1 876	2 010	2 037	2 183	2 339	2 376	2 504	2 646	2 772	2 912	2 935	03
5 367	5 407	6 151	6 398	6 797	7 145	7 842	8 329	8 905	9 325	10 178	10 994	04
21 453	22 964	24 954	25 345	26 013	26 500	27 370	27 727	27 788	28 115	27 560	26 463	05
6 130	6 608	7 126	7 599	7 814	8 123	8 470	8 632	8 895	9 396	9 740	9 999	06
7 353	7 647	8 163	8 544	9 229	9 772	10 443	10 843	11 320	11 961	12 423	12 619	07
5 648	5 898	6 228	6 452	6 652	7 137	7 374	7 417	7 695	7 951	8 182	8 074	08
3 530	3 799	4 284	4 422	4 465	4 615	4 877	5 062	5 174	5 346	5 873	6 009	09
7 847	8 197	9 092	9 201	9 667	10 232	11 141	11 512	12 147	12 730	13 510	14 064	10
4 457	4 923	5 435	5 986	6 229	6 677	7 137	7 480	7 975	8 577	9 436	9 232	11
2 682	3 058	3 490	3 709	4 002	4 086	4 297	4 608	4 891	5 218	5 633	5 605	12
8 487	9 070	9 467	9 867	10 410	10 898	11 202	11 389	11 874	12 683	13 014	13 344	13
9 128	9 663	10 571	11 216	11 586	12 294	12 668	13 166	13 842	15 620	15 856	16 636	14
1 191	1 325	1 326	1 440	1 558	1 705	1 702	1 707	1 805	1 866	1 984	2 066	15
3 171	3 251	3 472	3 586	3 708	3 975	4 230	4 438	4 670	4 907	5 240	5 347	16
3 314	3 527	3 840	3 998	4 237	4 484	4 631	4 877	5 074	5 290	5 526	5 792	17
8 385	8 607	9 706	9 914	10 657	11 951	11 482	12 469	12 528	13 168	13 845	14 706	18
102 400	**108 173**	**117 658**	**121 990**	**127 620**	**134 372**	**139 815**	**144 774**	**149 948**	**157 713**	**163 789**	**166 600**	**19**

Tableau 4.3
Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 1991-2009

	Activité économique	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	..	..	..	..	..	..	1 250
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	..	..	..	..	..	..	442
03	Services publics	..	..	..	..	..	..	6 137
04	Construction	..	..	..	..	..	..	2 336
05	Fabrication	..	..	..	..	..	..	17 258
06	Commerce de gros	..	..	..	..	..	..	2 534
07	Commerce de détail	..	..	..	..	..	..	2 321
08	Transport et entreposage	..	..	..	..	..	..	2 251
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	..	..	..	..	..	..	3 555
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	..	..	..	..	..	..	18 215
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	..	..	..	..	..	..	1 094
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	..	..	..	..	..	..	581
13	Services d'enseignement	..	..	..	..	..	..	1 039
14	Soins de santé et assistance sociale	..	..	..	..	..	..	1 024
15	Arts, spectacles et loisirs	..	..	..	..	..	..	444
16	Hébergement et services de restauration	..	..	..	..	..	..	735
17	Autres services, sauf les administrations publiques	..	..	..	..	..	..	677
18	Administrations publiques	..	..	..	..	..	..	3 048
19	**Total**	..	..	..	..	..	..	**64 942**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division des comptes des industries.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008c	2009c	
					M$							
1 539	1 686	2 221	2 309	2 130	2 209	2 298	2 139	2 371	2 610	2 484	2 308	01
543	450	582	417	360	581	752	1 094	1 522	1 886	2 018	2 331	02
5 930	6 267	6 478	6 854	7 296	7 597	7 219	7 610	7 831	9 063	9 219	9 257	03
2 611	2 207	2 467	2 736	3 351	3 587	4 482	4 330	4 746	5 642	5 959	5 653	04
18 081	23 101	24 389	23 282	21 339	19 647	20 747	20 333	20 131	19 337	19 085	16 132	05
2 617	2 831	2 906	3 098	3 361	3 715	4 237	4 748	5 597	5 904	6 064	6 196	06
2 261	2 444	2 757	2 927	3 124	3 463	3 444	3 751	4 090	4 444	4 529	4 589	07
2 297	2 285	2 431	2 493	2 421	2 296	2 293	2 896	3 177	3 362	3 412	3 343	08
3 652	3 606	3 416	3 710	4 409	4 373	4 247	4 436	4 729	4 818	4 847	4 869	09
18 986	20 054	20 407	21 131	21 901	22 930	24 248	25 273	27 090	28 051	28 360	28 997	10
1 178	1 280	1 402	1 388	1 547	1 828	1 910	2 015	2 203	2 312	2 377	2 336	11
599	793	897	977	1 218	1 588	1 660	1 784	1 950	1 886	1 820	1 592	12
1 042	1 074	1 137	1 181	1 231	1 270	1 330	1 380	1 462	1 519	1 516	1 526	13
1 318	1 277	1 439	1 434	1 435	1 556	1 670	1 834	2 054	2 295	2 329	2 333	14
484	528	669	684	762	766	867	874	802	792	768	791	15
763	731	752	855	1 060	1 105	1 228	1 365	1 210	1 276	1 257	1 278	16
701	800	884	952	1 105	1 134	1 254	1 317	1 350	1 788	1 836	1 884	17
3 166	3 437	3 631	3 627	3 902	3 933	4 043	4 348	4 559	4 682	4 790	4 880	18
67 770	**74 850**	**78 866**	**80 057**	**81 950**	**83 578**	**87 929**	**91 527**	**96 872**	**101 666**	**102 671**	**100 295**	**19**

Tableau 4.4

Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique, Québec, 1991-2009

	Activité économique	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	..	..	..	..	..	..	738
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	..	..	..	..	..	..	12
03	Services publics	..	..	..	..	..	..	–
04	Construction	..	..	..	..	..	..	764
05	Fabrication	..	..	..	..	..	..	55
06	Commerce de gros	..	..	..	..	..	..	162
07	Commerce de détail	..	..	..	..	..	..	751
08	Transport et entreposage	..	..	..	..	..	..	395
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	..	..	..	..	..	..	10
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	..	..	..	..	..	..	4 499
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	..	..	..	..	..	..	950
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	..	..	..	..	..	..	250
13	Services d'enseignement	..	..	..	..	..	..	103
14	Soins de santé et assistance sociale	..	..	..	..	..	..	2 453
15	Arts, spectacles et loisirs	..	..	..	..	..	..	88
16	Hébergement et services de restauration	..	..	..	..	..	..	208
17	Autres services, sauf les administrations publiques	..	..	..	..	..	..	322
18	Administrations publiques	..	..	..	..	..	..	–
19	**Total**	**..**	**..**	**..**	**..**	**..**	**..**	**11 759**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
737	802	497	673	493	547	827	583	517	595	524	487	01
13	13	12	10	9	9	10	9	8	10	10	9	02
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	03
815	802	826	942	1 036	1 127	1 274	1 286	1 415	1 503	1 667	1 798	04
59	123	135	137	130	133	126	125	130	137	134	115	05
189	204	211	193	190	187	190	182	192	206	198	191	06
791	857	876	913	972	1 005	1 039	1 180	1 215	1 305	1 378	1 361	07
483	434	472	494	517	511	510	554	586	590	584	517	08
24	34	35	38	39	39	43	46	48	51	57	61	09
4 557	4 669	4 578	4 670	4 945	5 102	5 385	5 492	5 554	5 525	5 638	6 558	10
1 026	1 140	1 288	1 325	1 364	1 409	1 499	1 461	1 516	1 586	1 622	1 652	11
244	355	373	411	439	458	456	466	507	551	577	576	12
107	129	131	132	148	147	142	153	165	170	173	186	13
2 437	2 538	2 658	2 993	3 223	3 554	3 907	4 009	4 051	4 302	4 433	4 712	14
112	116	137	150	158	171	166	168	213	229	251	263	15
168	150	153	162	176	179	201	210	218	235	242	242	16
322	376	396	423	442	454	471	487	538	567	589	592	17
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	18
12 082	**12 742**	**12 777**	**13 664**	**14 280**	**15 030**	**16 245**	**16 409**	**16 872**	**17 562**	**18 076**	**19 317**	**19**

Chapitre 5

Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques

Tableau 5.1

Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 1991-2009

	Recettes et dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Recettes**	**65 679**	**67 964**	**68 074**	**69 735**	**73 809**	**76 303**	**81 339**
	Impôts directs en provenance :							
02	Des particuliers	23 413	23 692	23 496	24 018	25 184	26 324	27 732
03	Des sociétés et des entreprises publiques	3 468	3 653	4 017	4 386	4 902	5 882	7 191
04	Des non-résidents (retenues fiscales)	368	383	401	413	479	695	723
05	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	7 257	8 299	8 678	9 322	9 566	9 459	10 174
06	Impôts indirects	25 655	26 770	26 371	26 644	27 918	28 216	29 495
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	1 071	1 206	1 440	1 353	1 595	1 357	1 510
08	Revenus de placement	4 447	3 961	3 671	3 599	4 165	4 370	4 514
09	**Dépenses courantes**	**82 062**	**85 954**	**88 664**	**89 311**	**91 200**	**90 521**	**90 000**
10	Dépenses courantes nettes en biens et services	39 928	42 006	42 537	42 798	42 550	41 980	41 025
	Transferts courants :							
11	Aux particuliers	21 345	23 183	25 151	24 959	24 965	25 206	25 421
12	Aux entreprises	3 441	3 618	3 134	3 272	3 072	3 113	3 321
13	Intérêts sur la dette publique	17 348	17 147	17 842	18 282	20 613	20 222	20 233
14	**Épargne (ligne 01 moins ligne 09)**	**– 16 383**	**– 17 990**	**– 20 590**	**– 19 576**	**– 17 391**	**– 14 218**	**– 8 661**
	Plus :							
15	Provisions pour consommation de capital	3 244	3 392	3 526	3 744	3 959	4 078	4 250
16	Transferts nets de capitaux	– 512	– 241	– 122	– 211	– 5	86	610
	Moins :							
17	Acquisition de capital non financier	4 653	4 517	4 724	4 961	5 050	4 832	4 888
18	Investissements en capital fixe et en stocks	4 441	4 351	4 682	5 041	4 999	4 958	4 836
19	Actifs existants	212	166	42	– 80	51	– 126	52
	Égale :							
20	**Prêt net**	**– 18 304**	**– 19 356**	**– 21 910**	**– 21 004**	**– 18 487**	**– 14 886**	**– 8 689**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
M$												
85 516	**91 111**	**99 899**	**99 304**	**100 092**	**105 605**	**110 987**	**116 103**	**122 794**	**126 470**	**128 781**	**124 780**	**01**
29 837	30 806	34 127	34 139	32 073	32 750	34 809	36 635	38 587	41 405	41 115	38 777	02
6 876	8 831	10 356	7 811	7 918	9 676	10 242	10 735	11 737	10 180	10 232	9 402	03
688	826	915	1 106	1 069	1 016	1 134	1 337	1 708	1 683	1 907	1 422	04
10 376	10 962	11 871	12 471	13 145	14 083	14 597	15 365	15 876	15 496	16 773	17 294	05
31 418	32 924	34 505	35 192	37 223	38 930	40 690	41 835	42 330	43 830	43 669	43 674	06
1 733	1 825	1 932	2 384	2 393	2 547	2 728	2 781	2 968	3 178	3 346	3 361	07
4 588	4 937	6 193	6 201	6 271	6 603	6 787	7 415	9 588	10 698	11 739	10 850	08
92 655	**95 071**	**100 471**	**104 939**	**107 072**	**113 284**	**115 464**	**120 143**	**126 197**	**133 023**	**139 357**	**144 353**	**09**
41 737	43 854	47 421	50 007	52 800	57 052	57 492	60 030	62 657	66 002	69 244	73 825	10
26 198	26 736	27 448	29 343	30 270	31 328	33 177	34 886	37 517	39 838	42 991	44 418	11
4 113	4 173	4 425	5 029	4 992	5 964	5 998	6 062	6 412	6 944	7 126	7 825	12
20 607	20 308	21 177	20 560	19 010	18 940	18 797	19 165	19 611	20 239	19 996	18 285	13
– 7 139	**– 3 960**	**– 572**	**– 5 635**	**– 6 980**	**– 7 679**	**– 4 477**	**– 4 040**	**– 3 403**	**– 6 553**	**– 10 576**	**– 19 573**	**14**
4 387	4 533	4 750	4 911	5 197	5 252	5 481	5 792	6 125	6 500	7 159	7 784	15
424	81	303	265	55	– 16	– 429	– 467	– 474	– 644	– 152	– 321	16
5 142	5 274	5 381	6 279	6 688	6 861	7 770	8 818	8 771	9 904	12 145	14 470	17
5 102	5 230	5 344	6 244	6 688	6 861	7 770	8 818	8 771	9 904	12 145	14 470	18
40	44	37	35	–	–	–	–	–	–	–	–	19
– 7 470	**– 4 620**	**– 900**	**– 6 738**	**– 8 416**	**– 9 304**	**– 7 195**	**– 7 533**	**– 6 523**	**– 10 601**	**– 15 714**	**– 26 580**	**20**

Tableau 5.2

Recettes et dépenses de l'administration fédérale, Québec, 1991-2009

	Recettes et dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Recettes**	**26 052**	**26 968**	**26 535**	**27 088**	**28 493**	**30 343**	**32 961**
	Impôts directs en provenance							
02	Des particuliers	11 213	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538	13 286
03	Des sociétés et des entreprises publiques	2 396	2 620	2 829	3 038	3 229	4 038	4 990
04	Des non-résidents (retenues fiscales)	368	383	401	413	479	695	723
05	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 551	4 216	4 384	4 692	4 561	4 425	4 747
06	Impôts indirects	6 819	6 761	6 639	6 536	6 683	7 088	7 598
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	8	12	10	5	5	12	11
08	Revenus de placement	1 350	1 198	946	952	1 220	1 087	1 131
09	Transferts courants des administrations provinciales	347	369	372	382	424	460	475
10	**Dépenses courantes**	**37 706**	**38 658**	**39 993**	**39 434**	**41 487**	**39 324**	**37 426**
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	6 593	6 806	7 080	7 141	7 094	6 713	6 320
	Transferts courants :							
12	Aux particuliers	12 142	13 173	13 748	13 217	12 775	12 695	12 600
13	Aux entreprises	1 187	526	572	531	547	582	802
14	A l'administration provinciale	7 382	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109	7 030
15	Aux administrations locales	56	69	63	101	70	107	103
16	Intérêts sur la dette publique	10 346	9 916	9 790	9 967	11 409	11 118	10 571
17	**Épargne (ligne 01 moins ligne 10)**	**– 11 654**	**– 11 690**	**– 13 458**	**– 12 346**	**– 12 994**	**– 8 981**	**– 4 465**
	Plus :							
18	Provisions pour consommation de capital	450	458	487	547	584	595	633
19	Transferts nets de capitaux	– 340	– 114	9	– 56	148	255	776
	Moins :							
20	Acquisition de capital non financier	487	636	854	837	691	500	611
21	Investissements en capital fixe et en stocks	486	632	850	834	686	690	614
22	Actifs existants	1	4	4	3	5	– 190	– 3
	Égale :							
23	**Prêt net**	**– 12 031**	**– 11 982**	**– 13 816**	**– 12 692**	**– 12 953**	**– 8 631**	**– 3 667**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
33 612	**35 653**	**39 493**	**38 184**	**38 093**	**39 709**	**41 249**	**42 481**	**42 313**	**42 952**	**41 649**	**38 426**	**01**
14 331	14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 428	18 855	19 154	17 671	02
4 651	6 214	7 223	5 300	5 569	6 718	7 148	7 323	8 084	6 703	5 605	4 769	03
688	826	915	1 106	1 069	1 016	1 134	1 337	1 708	1 683	1 907	1 422	04
4 459	4 402	4 430	4 325	4 337	4 252	4 085	4 193	3 315	3 293	3 185	3 238	05
7 713	7 905	8 345	8 700	9 351	9 804	9 984	10 206	9 905	10 007	9 225	9 065	06
5	3	6	7	13	10	14	19	11	11	22	22	07
1 273	1 364	1 676	1 755	1 565	1 508	1 312	1 293	1 380	1 734	1 920	1 584	08
492	480	555	550	619	519	678	628	482	666	631	655	09
38 707	**39 924**	**41 383**	**42 083**	**41 305**	**43 083**	**42 216**	**46 500**	**48 022**	**49 839**	**53 974**	**55 399**	**10**
6 940	7 508	8 161	8 241	8 788	9 437	9 545	9 838	10 543	10 109	10 826	11 408	11
12 799	13 037	13 568	14 568	15 064	15 589	16 255	16 793	17 160	18 045	20 128	20 500	12
741	732	549	537	468	764	727	661	678	671	813	1 098	13
7 504	8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 059	13 585	15 167	16 064	14
91	42	30	22	20	22	24	65	57	65	52	95	15
10 632	10 509	10 859	9 974	8 726	8 321	7 894	7 548	7 525	7 364	6 988	6 234	16
– 5 095	**– 4 271**	**– 1 890**	**– 3 899**	**– 3 212**	**– 3 374**	**– 967**	**– 4 019**	**– 5 709**	**– 6 887**	**– 12 325**	**– 16 973**	**17**
656	665	676	710	759	722	723	737	751	776	826	879	18
713	521	712	574	366	325	–	– 104	– 95	– 83	312	299	19
547	688	686	769	522	523	633	759	715	707	829	976	20
550	688	686	769	522	523	633	759	715	707	829	976	21
– 3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	22
– 4 273	**– 3 773**	**– 1 188**	**– 3 384**	**– 2 609**	**– 2 850**	**– 877**	**– 4 145**	**– 5 768**	**– 6 901**	**– 12 016**	**– 16 771**	**23**

Tableau 5.3

Recettes et dépenses de l'administration provinciale, Québec, 1991-2009

	Recettes et dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Recettes**	**37 347**	**38 782**	**39 604**	**40 062**	**43 606**	**42 974**	**43 999**
	Impôts directs en provenance							
02	Des particuliers	12 200	12 283	12 542	12 948	13 292	13 786	14 446
03	Des sociétés et des entreprises publiques	1 072	1 033	1 188	1 348	1 673	1 844	2 201
04	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	1 237	1 468	1 585	1 650	1 798	1 675	1 749
05	Impôts indirects	12 888	13 305	12 817	13 051	14 183	14 238	14 784
06	Autres transferts courants en provenance des particuliers	902	1 030	1 236	1 156	1 390	1 149	1 298
07	Revenus de placement	1 666	1 495	1 496	1 432	1 678	2 154	2 376
	Transferts courants en provenance :							
08	De l'administration fédérale	7 382	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109	7 030
09	Des administrations locales	–	–	–	–	–	19	115
10	**Dépenses courantes**	**42 501**	**45 393**	**46 439**	**47 204**	**48 157**	**47 309**	**46 841**
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	22 288	23 518	23 373	23 361	23 018	22 784	22 390
	Transferts courants :							
12	Aux particuliers	5 645	6 069	7 188	7 255	7 422	7 427	7 480
13	Aux entreprises	1 992	2 623	2 087	2 286	2 078	2 082	2 045
14	À l'administration fédérale	347	369	372	382	424	460	475
15	Aux administrations locales	6 758	7 178	7 156	7 225	7 708	7 051	6 246
16	Intérêts sur la dette publique	5 471	5 636	6 263	6 695	7 507	7 505	8 205
17	**Épargne (ligne 01 moins ligne 10)**	**– 5 154**	**– 6 611**	**– 6 835**	**– 7 142**	**– 4 551**	**– 4 335**	**– 2 842**
	Plus :							
18	Provisions pour consommation de capital	1 474	1 548	1 601	1 677	1 753	1 798	1 844
19	Transferts nets de capitaux	– 111	– 71	– 74	– 97	– 96	– 112	– 110
	Moins :							
20	Acquisition de capital non financier	1 985	1 873	1 790	1 963	2 073	1 912	1 890
21	Investissements en capital fixe	1 992	1 840	1 860	2 035	2 051	1 910	1 884
22	Actifs existants	– 7	33	– 70	– 72	22	2	6
	Égale :							
23	**Prêt net**	**– 5 776**	**– 7 007**	**– 7 098**	**– 7 525**	**– 4 967**	**– 4 561**	**– 2 998**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
47 490	**50 872**	**54 593**	**55 102**	**54 705**	**58 039**	**60 010**	**66 565**	**72 884**	**77 280**	**80 850**	**80 475**	**01**
15 506	16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 550	21 961	21 106	02
2 225	2 617	3 133	2 511	2 349	2 958	3 094	3 412	3 653	3 477	4 627	4 633	03
1 790	1 718	1 709	1 589	1 582	1 792	2 092	2 294	3 489	3 545	3 659	3 842	04
16 357	17 524	18 513	19 043	20 203	21 101	22 190	22 621	22 969	23 783	24 040	23 984	05
1 520	1 599	1 661	2 108	2 134	2 284	2 453	2 488	2 638	2 799	2 945	2 976	06
2 314	2 607	3 292	3 364	3 646	4 034	4 436	4 934	6 849	7 464	8 360	7 783	07
7 504	8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 059	13 585	15 167	16 064	08
274	364	285	48	49	52	59	68	68	77	91	87	09
49 123	**50 726**	**53 788**	**57 556**	**59 460**	**62 538**	**64 784**	**67 275**	**72 053**	**77 635**	**79 826**	**82 857**	**10**
22 770	24 280	25 981	27 962	29 527	31 330	32 132	33 207	34 774	37 362	38 497	41 059	11
7 818	7 911	7 820	8 235	8 300	8 457	9 032	9 863	11 728	12 718	13 294	13 811	12
2 992	3 059	3 518	4 105	4 122	4 772	4 827	4 861	5 187	5 709	5 742	6 136	13
492	480	555	550	619	519	678	628	482	666	631	655	14
6 520	6 607	6 929	7 422	7 820	8 007	8 443	8 323	9 080	9 606	9 918	10 394	15
8 531	8 389	8 985	9 282	9 072	9 453	9 672	10 393	10 802	11 574	11 744	10 802	16
– 1 633	**146**	**805**	**– 2 454**	**– 4 755**	**– 4 499**	**– 4 774**	**– 710**	**831**	**– 355**	**1 024**	**– 2 382**	**17**
1 877	1 931	2 028	2 115	2 249	2 306	2 408	2 550	2 716	2 914	3 243	3 581	18
– 235	– 386	– 352	– 248	– 256	– 279	– 365	– 296	– 308	– 401	– 281	– 525	19
2 272	2 463	2 614	2 950	3 931	3 786	3 910	4 311	4 371	4 996	6 155	7 906	20
2 269	2 450	2 601	2 943	3 931	3 786	3 910	4 311	4 371	4 996	6 155	7 906	21
3	13	13	7	–	–	–	–	–	–	–	–	22
– 2 263	**– 772**	**– 133**	**– 3 537**	**– 6 693**	**– 6 258**	**– 6 641**	**– 2 767**	**– 1 132**	**– 2 838**	**– 2 169**	**– 7 232**	**23**

Tableau 5.4

Recettes et dépenses des administrations locales, Québec, 1991-2009

	Recettes et dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Recettes**	**13 184**	**14 371**	**14 576**	**14 851**	**15 318**	**14 501**	**13 887**
02	Impôts indirects	5 948	6 704	6 915	7 057	7 052	6 890	7 113
03	Transferts courants en provenance des particuliers	161	164	194	192	200	196	201
04	Revenus de placement	261	256	248	276	288	257	224
	Transferts courants en provenance :							
05	De l'administration fédérale	56	69	63	101	70	107	103
06	De l'administration provinciale	6 758	7 178	7 156	7 225	7 708	7 051	6 246
07	**Dépenses courantes**	**12 762**	**13 677**	**14 270**	**14 304**	**14 501**	**14 471**	**14 282**
08	Dépenses courantes nettes en biens et services	10 967	11 611	12 004	12 227	12 355	12 402	12 234
	Transferts courants :							
09	Aux particuliers	2	2	2	2	2	2	2
10	Aux entreprises	262	469	475	455	447	449	474
11	À l'administration provinciale	–	–	–	–	–	19	115
12	Intérêts sur la dette publique	1 531	1 595	1 789	1 620	1 697	1 599	1 457
13	**Épargne (ligne 01 moins ligne 07)**	**422**	**694**	**306**	**547**	**817**	**30**	**– 395**
	Plus :							
14	Provisions pour consommation de capital	1 320	1 386	1 438	1 520	1 622	1 685	1 773
15	Transferts nets de capitaux	– 61	– 56	– 57	– 58	– 57	– 57	– 56
	Moins :							
16	Acquisition de capital non financier	2 181	2 008	2 080	2 161	2 286	2 420	2 387
17	Investissements en capital fixe	1 963	1 879	1 972	2 172	2 262	2 358	2 338
18	Actifs existants	218	129	108	– 11	24	62	49
	Égale :							
19	**Prêt net**	**– 500**	**16**	**– 393**	**– 152**	**96**	**– 762**	**– 1 065**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
14 441	**14 641**	**15 229**	**15 439**	**16 025**	**16 605**	**17 467**	**17 902**	**19 192**	**20 416**	**21 028**	**21 782**	**01**
7 348	7 495	7 647	7 449	7 669	8 025	8 516	9 008	9 456	10 040	10 404	10 625	02
208	223	265	269	246	253	261	274	319	368	379	363	03
274	274	358	277	270	298	223	232	280	337	275	305	04
91	42	30	22	20	22	24	65	57	65	52	95	05
6 520	6 607	6 929	7 422	7 820	8 007	8 443	8 323	9 080	9 606	9 918	10 394	06
14 058	**14 162**	**15 187**	**15 617**	**16 225**	**18 050**	**17 768**	**19 079**	**19 443**	**20 696**	**22 079**	**23 516**	**07**
11 958	12 004	13 211	13 738	14 413	16 211	15 738	16 911	17 261	18 441	19 838	21 272	08
2	2	–	140	149	193	296	336	283	313	315	317	09
380	382	358	387	402	428	444	540	547	564	571	591	10
274	364	285	48	49	52	59	68	68	77	91	87	11
1 444	1 410	1 333	1 304	1 212	1 166	1 231	1 224	1 284	1 301	1 264	1 249	12
383	**479**	**42**	**– 178**	**– 200**	**– 1 445**	**– 301**	**– 1 177**	**– 251**	**– 280**	**– 1 051**	**– 1 734**	**13**
1 854	1 937	2 046	2 086	2 189	2 224	2 350	2 505	2 658	2 810	3 090	3 324	14
– 54	– 54	– 57	– 61	– 55	– 62	– 64	– 67	– 71	– 160	– 183	– 95	15
2 323	2 123	2 081	2 560	2 235	2 552	3 227	3 748	3 685	4 201	5 161	5 588	16
2 283	2 092	2 057	2 532	2 235	2 552	3 227	3 748	3 685	4 201	5 161	5 588	17
40	31	24	28	–	–	–	–	–	–	–	–	18
– 140	**239**	**– 50**	**– 713**	**– 301**	**– 1 835**	**– 1 242**	**– 2 487**	**– 1 349**	**– 1 831**	**– 3 305**	**– 4 093**	**19**

Tableau 5.5

Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, Québec, 1991-2009

	Recettes et dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
	Recettes							
01	**Régime de pensions du Canada**	**35**	**32**	**34**	**34**	**36**	**33**	**37**
02	Cotisations au régime	18	15	17	18	20	18	23
03	Revenus de placement	17	17	17	16	16	15	14
04	**Régime de rentes du Québec**	**3 604**	**3 595**	**3 656**	**3 885**	**4 150**	**4 198**	**4 424**
05	Cotisations au régime	2 451	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341	3 655
06	Revenus de placement	1 153	995	964	923	963	857	769
	Dépenses courantes							
07	**Régime de pensions du Canada**	**46**	**48**	**50**	**52**	**54**	**54**	**54**
08	Dépenses courantes nettes en biens et services	–	–	–	–	–	–	–
09	Transferts courants aux particuliers	46	48	50	52	54	54	54
10	**Régime de rentes du Québec**	**3 590**	**3 962**	**4 243**	**4 502**	**4 795**	**5 109**	**5 366**
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	80	71	80	69	83	81	81
12	Transferts courants aux particuliers	3 510	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285
	Épargne[1]							
13	**Régime de pensions du Canada (ligne 01 moins ligne 07)**	**– 11**	**– 16**	**– 16**	**– 18**	**– 18**	**– 21**	**– 17**
14	**Régime de rentes du Québec (ligne 04 moins ligne 10)**	**14**	**– 367**	**– 587**	**– 617**	**– 645**	**– 911**	**– 942**

1. Dans le cas des régimes de pensions, l'épargne est égale au prêt net sur la base des comptes économiques.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
41	**46**	**49**	**53**	**62**	**64**	**68**	**72**	**76**	**80**	**81**	**84**	**01**
27	32	35	41	49	52	55	58	60	65	66	69	02
14	14	14	12	13	12	13	14	16	15	15	15	03
4 813	**5 488**	**6 550**	**7 309**	**7 954**	**8 738**	**9 168**	**9 762**	**10 075**	**9 741**	**11 032**	**11 308**	**04**
4 100	4 810	5 697	6 516	7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 593	9 863	10 145	05
713	678	853	793	777	751	803	942	1 063	1 148	1 169	1 163	06
54	**55**	**57**	**58**	**61**	**62**	**94**	**98**	**102**	**106**	**110**	**120**	**07**
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	08
54	55	57	58	61	62	94	98	102	106	110	120	09
5 594	**5 793**	**6 071**	**6 408**	**6 768**	**7 101**	**7 577**	**7 870**	**8 323**	**8 746**	**9 227**	**9 756**	**10**
69	62	68	66	72	74	77	74	79	90	83	86	11
5 525	5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	9 144	9 670	12
– 13	**– 9**	**– 8**	**– 5**	**1**	**2**	**– 26**	**– 26**	**– 26**	**– 26**	**– 29**	**– 36**	**13**
– 781	**– 305**	**479**	**901**	**1 186**	**1 637**	**1 591**	**1 892**	**1 752**	**995**	**1 805**	**1 552**	**14**

Tableau 5.6

Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 1991-2009

	Impôts	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Administration fédérale**	**14 772**	**15 637**	**15 348**	**15 767**	**16 458**	**16 975**	**18 044**
02	Impôts directs – particuliers	11 213	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538	13 286
03	Impôts sur le revenu	11 213	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538	13 286
04	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	–	..	..	..	..	..	..
05	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 551	4 216	4 384	4 692	4 561	4 425	4 747
06	Cotisations des employeurs et des salariés à l'assurance-emploi	3 551	4 216	4 384	4 692	4 561	4 425	4 747
07	Autres transferts courants des particuliers à l'administration fédérale	8	12	10	5	5	12	11
08	**Administration provinciale**	**14 339**	**14 781**	**15 363**	**15 754**	**16 480**	**16 610**	**17 493**
09	Impôts directs – particuliers	12 200	12 283	12 542	12 948	13 292	13 786	14 446
10	Impôts sur le revenu	12 200	12 283	12 544	12 948	13 292	13 786	14 446
11	Droits successoraux	–	–	– 2	–	–	–	–
12	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	1 237	1 468	1 585	1 650	1 798	1 675	1 749
13	Cotisations des employeurs aux caisses d'indemnisation des accidents du travail	1 237	1 468	1 585	1 650	1 798	1 675	1 749
14	Cotisations aux régimes d'assurance sociale, autre	..	..	..	..	..	..	..
15	Autres transferts courants des particuliers	902	1 030	1 236	1 156	1 390	1 149	1 298
16	Véhicules automobiles, licences et permis	413	500	522	371	441	396	493
17	Primes d'assurance-hospitalisation et santé	–	–	–	165	157	177	169
18	Divers	489	530	714	620	792	576	636
19	**Administrations locales**	**161**	**164**	**194**	**192**	**200**	**196**	**201**
20	Autres transferts courants des particuliers aux administrations locales	161	164	194	192	200	196	201
21	**Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de pensions du Canada**	**18**	**15**	**17**	**18**	**20**	**18**	**23**
22	**Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec**	**2 451**	**2 600**	**2 692**	**2 962**	**3 187**	**3 341**	**3 655**
23	**Total**	**31 741**	**33 197**	**33 614**	**34 693**	**36 345**	**37 140**	**39 416**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
18 795	**18 864**	**20 779**	**20 773**	**19 920**	**20 144**	**20 993**	**21 694**	**20 754**	**22 159**	**22 361**	**20 931**	**01**
14 331	14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 428	18 855	19 154	17 671	02
14 331	14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 428	18 855	19 154	17 671	03
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	04
4 459	4 402	4 430	4 325	4 337	4 252	4 085	4 193	3 315	3 293	3 185	3 238	05
4 459	4 402	4 430	4 325	4 337	4 252	4 085	4 193	3 315	3 293	3 185	3 238	06
5	3	6	7	13	10	14	19	11	11	22	22	07
18 816	**19 664**	**21 154**	**21 395**	**20 219**	**20 944**	**22 460**	**23 935**	**27 286**	**28 894**	**28 565**	**27 924**	**08**
15 506	16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 550	21 961	21 106	09
15 506	16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 550	21 961	21 106	10
–	–	–	–	–	–	..	..	..	..	..	..	11
1 790	1 718	1 709	1 589	1 582	1 792	2 092	2 294	3 489	3 545	3 659	3 842	12
1 790	1 718	1 709	1 589	1 582	1 792	2 092	2 294	2 304	2 313	2 315	2 384	13
..	..	..	..	..	–	–	–	1 185	1 232	1 344	1 458	14
1 520	1 599	1 661	2 108	2 134	2 284	2 453	2 488	2 638	2 799	2 945	2 976	15
547	558	560	571	577	608	614	680	701	732	714	746	16
403	401	437	610	708	732	800	843	805	845	942	959	17
570	640	664	927	849	944	1 039	965	1 132	1 222	1 289	1 271	18
208	**223**	**265**	**269**	**246**	**253**	**261**	**274**	**319**	**368**	**379**	**363**	**19**
208	223	265	269	246	253	261	274	319	368	379	363	20
27	**32**	**35**	**41**	**49**	**52**	**55**	**58**	**60**	**65**	**66**	**69**	**21**
4 100	**4 810**	**5 697**	**6 516**	**7 177**	**7 987**	**8 365**	**8 820**	**9 012**	**8 593**	**9 863**	**10 145**	**22**
41 946	**43 593**	**47 930**	**48 994**	**47 611**	**49 380**	**52 134**	**54 781**	**57 431**	**60 079**	**61 234**	**59 432**	**23**

Tableau 5.7

Impôts directs des sociétés et des entreprises publiques, Québec, 1991-2009

Impôts		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Administration fédérale (impôts sur le revenu)**	**2 396**	**2 620**	**2 829**	**3 038**	**3 229**	**4 038**	**4 990**
02	**Administration provinciale**	**1 072**	**1 033**	**1 188**	**1 348**	**1 673**	**1 844**	**2 201**
03	Impôts sur le revenu	1 022	1 031	1 178	1 325	1 604	1 772	2 153
04	Impôts sur les bénéfices de l'exploitation minière et forestière	50	2	10	23	69	72	48
05	**Total**	**3 468**	**3 653**	**4 017**	**4 386**	**4 902**	**5 882**	**7 191**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
4 651	**6 214**	**7 223**	**5 300**	**5 569**	**6 718**	**7 148**	**7 323**	**8 084**	**6 703**	**5 605**	**4 769**	**01**
2 225	**2 617**	**3 133**	**2 511**	**2 349**	**2 958**	**3 094**	**3 412**	**3 653**	**3 477**	**4 627**	**4 633**	**02**
2 173	2 547	3 058	2 463	2 307	2 941	3 066	3 350	3 586	3 385	4 546	4 547	03
52	70	75	48	42	17	28	62	67	92	81	86	04
6 876	**8 831**	**10 356**	**7 811**	**7 918**	**9 676**	**10 242**	**10 735**	**11 737**	**10 180**	**10 232**	**9 402**	**05**

Tableau 5.8

Impôts indirects sur la production et sur les importations, Québec, 1991-2009

	Impôts	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Administration fédérale**	**6 819**	**6 761**	**6 639**	**6 536**	**6 683**	**7 088**	**7 598**
02	Impôts sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
03	Impôts sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
04	Droits de douane à l'importation	796	876	711	761	612	609	606
05	Droits d'accise	373	390	351	421	492	492	515
06	Taxes d'accise et taxes diverses	5 430	5 289	5 346	5 108	5 307	5 690	6 171
07	Dont : Taxe sur les produits et services (TPS)	3 939	4 002	4 011	4 214	4 292	4 591	4 953
08	Taxe sur le transport aérien	76	88	112	106	114	125	129
09	Divers	..	..	..	..	..	..	..
10	Divers	144	118	119	140	158	172	177
11	**Administration provinciale**	**12 888**	**13 305**	**12 817**	**13 051**	**14 183**	**14 238**	**14 784**
12	Impôts sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
13	Impôts sur les sociétés (autres que sur les bénéfices)	938	981	1 021	1 046	1 192	1 367	1 492
14	Véhicules automobiles, licences et permis	124	131	150	208	162	223	212
15	Autres licences, droits et permis	124	121	125	123	166	158	149
16	Taxes diverses sur les ressources naturelles	5	5	6	6	5	20	28
17	Impôts fonciers	–	–	–	–	–	–	–
18	Taxes sur la rémunération	2 744	2 797	2 826	3 000	3 420	3 599	3 651
19	Divers	..	..	..	..	..	..	..
20	Impôts sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
21	Taxes sur les divertissements	42	31	28	28	31	23	25
22	Taxe sur l'essence	959	1 247	1 239	1 307	1 411	1 456	1 484
23	Taxe sur les ventes au détail (boissons alcoolisées et tabac compris)	6 672	6 676	5 995	5 727	6 047	5 458	5 750
24	Bénéfices de la Société des alcools	352	348	349	334	338	377	378
25	Bénéfices sur jeux	448	472	489	661	768	973	1 067
26	Divers	..	..	..	..	..	..	..
27	Divers	480	496	589	611	643	584	548
28	**Administrations locales**	**5 948**	**6 704**	**6 915**	**7 057**	**7 052**	**6 890**	**7 113**
29	Impôts sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
30	Licences, droits et permis	39	41	22	24	21	22	24
31	Impôts fonciers et mobiliers	5 144	5 677	5 876	5 977	6 029	5 898	6 072
32	Taxe d'affaires	607	796	828	826	825	788	801
33	Droits des promoteurs	70	64	78	104	70	66	74
34	Divers	..	..	..	..	..	..	..
35	Impôts sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
36	Taxes sur les divertissements	25	16	–	–	–	–	–
37	Taxe sur les ventes au détail	–	–	–	–	–	–	–
38	Divers	..	..	..	..	..	..	..
39	Divers	63	110	111	126	107	116	142
40	**Total des impôts sur les facteurs de production**	**..**	**..**	**..**	**11 935**	**12 545**	**12 769**	**13 110**
41	**Total des impôts sur les produits**	**..**	**..**	**..**	**14 709**	**15 373**	**15 447**	**16 385**
42	**Total**	**25 655**	**26 770**	**26 371**	**26 644**	**27 918**	**28 216**	**29 495**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
7 713	**7 905**	**8 345**	**8 700**	**9 351**	**9 804**	**9 984**	**10 206**	**9 905**	**10 007**	**9 225**	**9 065**	**01**
..	..	109	64	52	56	56	55	59	63	77	83	02
..	..	8 236	8 636	9 299	9 748	9 928	10 151	9 846	9 944	9 148	8 982	03
611	529	515	658	694	689	626	720	734	792	843	748	04
549	561	545	549	523	733	1 048	914	804	791	808	799	05
6 308	6 673	7 160	7 413	8 020	8 229	8 174	8 442	8 231	8 281	7 413	7 353	06
5 012	5 368	5 760	5 972	6 447	6 813	7 114	7 382	7 156	7 076	6 241	6 173	07
76	1	–	–	47	82	65	60	62	66	66	66	08
..	..	16	16	15	15	15	15	15	14	18	16	09
169	141	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10
16 357	**17 524**	**18 513**	**19 043**	**20 203**	**21 101**	**22 190**	**22 621**	**22 969**	**23 783**	**24 040**	**23 984**	**11**
..	..	7 154	7 220	7 416	7 622	7 889	7 964	8 196	8 453	8 471	8 282	12
1 511	1 570	1 713	1 579	1 453	1 306	1 404	1 482	1 363	1 223	837	543	13
266	284	284	288	290	310	310	325	336	361	336	344	14
159	171	182	180	196	194	207	210	257	374	546	565	15
42	45	53	67	82	41	35	36	36	23	18	16	16
–	35	35	35	–	–	–	–	–	–	–	–	17
3 851	4 055	4 237	4 014	4 281	4 528	4 640	4 758	4 875	5 069	5 294	5 417	18
..	..	650	1 057	1 114	1 243	1 293	1 153	1 329	1 403	1 440	1 397	19
..	..	11 359	11 823	12 787	13 479	14 301	14 657	14 773	15 330	15 569	15 702	20
22	25	25	27	24	25	25	25	24	23	22	20	21
1 576	1 589	1 586	1 589	1 626	1 682	1 720	1 741	1 706	1 727	1 670	1 770	22
6 696	7 245	7 791	8 121	9 023	9 660	10 302	10 567	10 745	11 227	11 557	11 579	23
419	440	449	479	553	554	556	568	688	719	742	772	24
1 146	1 315	1 376	1 483	1 428	1 432	1 567	1 618	1 473	1 495	1 438	1 419	25
..	..	132	124	133	126	131	138	137	139	140	142	26
669	750	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	27
7 348	**7 495**	**7 647**	**7 449**	**7 669**	**8 025**	**8 516**	**9 008**	**9 456**	**10 040**	**10 404**	**10 625**	**28**
..	..	7 477	7 261	7 434	7 776	8 215	8 673	9 120	9 653	10 119	10 323	29
28	31	38	40	40	45	50	52	52	61	48	52	30
6 288	6 395	6 479	6 255	6 440	7 296	7 875	8 375	8 747	9 354	9 838	10 119	31
826	858	881	876	863	280	112	63	58	41	36	27	32
62	64	78	90	91	155	178	183	263	197	197	125	33
..	..	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	34
..	..	170	188	235	249	301	335	336	387	285	302	35
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	36
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	37
..	..	170	188	235	249	301	335	336	387	285	302	38
144	147	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	39
13 738	**14 268**	**14 740**	**14 545**	**14 902**	**15 454**	**16 160**	**16 692**	**17 375**	**18 169**	**18 667**	**18 688**	**40**
17 680	**18 656**	**19 765**	**20 647**	**22 321**	**23 476**	**24 530**	**25 143**	**24 955**	**25 661**	**25 002**	**24 986**	**41**
31 418	**32 924**	**34 505**	**35 192**	**37 223**	**38 930**	**40 690**	**41 835**	**42 330**	**43 830**	**43 669**	**43 674**	**42**

Tableau 5.9

Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 1991-2009

	Revenus	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Administration fédérale**	**1 350**	**1 198**	**946**	**952**	**1 220**	**1 087**	**1 131**
02	Intérêts et autres revenus de placement	441	437	387	383	433	394	461
03	Sommes reversées par les entreprises publiques	909	761	559	569	787	693	670
04	**Administration provinciale**	**1 666**	**1 495**	**1 496**	**1 432**	**1 678**	**2 154**	**2 376**
05	Intérêts et autres revenus de placement	1 555	1 406	1 366	1 291	1 514	1 479	1 557
06	Sommes reversées par les entreprises publiques	3	–	21	20	–	486	534
07	Redevances	108	89	109	121	164	189	285
08	**Administrations locales**	**261**	**256**	**248**	**276**	**288**	**257**	**224**
09	Intérêts et autres revenus de placement	235	231	220	246	258	232	199
10	Sommes reversées par les entreprises publiques	26	25	28	30	30	25	25
11	**Régime de pensions du Canada**	**17**	**17**	**17**	**16**	**16**	**15**	**14**
12	**Régime de rentes du Québec**	**1 153**	**995**	**964**	**923**	**963**	**857**	**769**
13	**Total**	**4 447**	**3 961**	**3 671**	**3 599**	**4 165**	**4 370**	**4 514**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
1 273	**1 364**	**1 676**	**1 755**	**1 565**	**1 508**	**1 312**	**1 293**	**1 380**	**1 734**	**1 929**	**1 584**	**01**
458	525	623	614	512	552	465	536	523	738	967	799	02
815	839	1 053	1 141	1 053	956	847	757	857	996	953	785	03
2 314	**2 607**	**3 292**	**3 364**	**3 646**	**4 034**	**4 436**	**4 934**	**6 849**	**7 464**	**8 360**	**7 783**	**04**
1 765	1 916	2 499	2 675	2 721	2 974	2 934	3 513	4 132	4 872	5 372	4 818	05
279	453	539	554	763	965	1 350	1 126	2 342	2 095	2 252	2 168	06
270	238	254	135	162	95	152	295	375	497	736	797	07
274	**274**	**358**	**277**	**270**	**298**	**223**	**232**	**280**	**337**	**275**	**305**	**08**
247	246	333	253	246	272	223	232	280	337	275	305	09
27	28	25	24	24	26	–	–	–	–	–	–	10
14	**14**	**14**	**12**	**13**	**12**	**13**	**14**	**16**	**15**	**15**	**15**	**11**
713	**678**	**853**	**793**	**777**	**751**	**803**	**942**	**1 063**	**1 148**	**1 169**	**1 163**	**12**
4 588	**4 937**	**6 193**	**6 201**	**6 271**	**6 603**	**6 787**	**7 415**	**9 588**	**10 698**	**11 739**	**10 850**	**13**

Tableau 5.10

Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 1991-2009

	Dépenses	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Administration fédérale**	**7 079**	**7 438**	**7 930**	**7 975**	**7 780**	**7 403**	**6 934**
02	Dépenses courantes nettes en biens et services	6 593	6 806	7 080	7 141	7 094	6 713	6 320
03	Rémunération des salariés	3 770	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760	3 661
04	Autres achats de biens et services	2 823	2 884	3 213	3 208	3 189	2 953	2 659
05	Investissements en capital fixe et en stocks	486	632	850	834	686	690	614
06	**Administration provinciale**[1]	**24 360**	**25 429**	**25 313**	**25 465**	**25 152**	**24 775**	**24 355**
07	Dépenses courantes nettes en biens et services	22 368	23 589	23 453	23 430	23 101	22 865	22 471
08	Rémunération des salariés	13 958	14 073	14 334	14 348	14 342	14 207	14 138
09	Autres achats de biens et services	8 410	9 516	9 119	9 082	8 760	8 658	8 334
10	Investissements en capital fixe	1 992	1 840	1 860	2 035	2 051	1 910	1 884
11	**Dont : Santé et services sociaux**	**9 071**	**9 469**	**9 494**	**9 745**	**9 354**	**9 180**	**9 363**
12	Dépenses courantes nettes en biens et services	8 617	9 015	9 037	9 133	8 877	8 722	8 928
13	Rémunération des salariés	6 667	7 132	7 286	7 242	7 206	6 761	7 212
14	Autres achats de biens et services	1 950	1 883	1 751	1 891	1 671	1 961	1 716
15	Investissements en capital fixe	454	454	457	612	477	458	435
16	**Dont : Éducation**	**3 762**	**4 043**	**4 246**	**4 183**	**4 047**	**3 994**	**3 894**
17	Dépenses courantes nettes en biens et services	3 402	3 627	3 721	3 695	3 527	3 539	3 449
18	Rémunération des salariés	2 707	2 929	3 043	3 104	3 088	3 253	3 133
19	Autres achats de biens et services	695	698	678	591	439	286	316
20	Investissements en capital fixe	360	416	525	488	520	455	445
21	**Administrations locales**	**12 930**	**13 490**	**13 976**	**14 399**	**14 617**	**14 760**	**14 572**
22	Dépenses courantes nettes en biens et services	10 967	11 611	12 004	12 227	12 355	12 402	12 234
23	Rémunération des salariés	7 830	8 439	8 608	8 712	8 773	8 396	8 179
24	Autres achats de biens et services	3 137	3 172	3 396	3 515	3 582	4 006	4 055
25	Investissements en capital fixe	1 963	1 879	1 972	2 172	2 262	2 358	2 338
26	**Dont : Commissions scolaires**	**6 869**	**7 175**	**7 425**	**7 445**	**7 617**	**7 499**	**7 006**
27	Dépenses courantes nettes en biens et services	6 509	6 785	7 084	7 149	7 277	7 038	6 407
28	Rémunération des salariés	4 890	5 203	5 327	5 427	5 466	5 150	5 016
29	Autres achats de biens et services	1 619	1 582	1 757	1 722	1 811	1 888	1 391
30	Investissements en capital fixe	360	390	341	296	340	461	599
31	**Total**	**44 369**	**46 357**	**47 219**	**47 839**	**47 549**	**46 938**	**45 861**

1. Incluant le Régime de rentes du Québec.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
7 490	**8 196**	**8 847**	**9 010**	**9 310**	**9 960**	**10 178**	**10 597**	**11 258**	**10 816**	**11 655**	**12 384**	**01**
6 940	7 508	8 161	8 241	8 788	9 437	9 545	9 838	10 543	10 109	10 826	11 408	02
3 681	3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 891	6 136	6 507	7 159	03
3 259	3 711	3 687	3 865	3 936	4 364	4 337	4 242	4 652	3 973	4 319	4 249	04
550	688	686	769	522	523	633	759	715	707	829	976	05
25 108	**26 792**	**28 650**	**30 971**	**33 530**	**35 190**	**36 119**	**37 592**	**39 224**	**42 448**	**44 735**	**49 051**	**06**
22 839	24 342	26 049	28 028	29 599	31 404	32 209	33 281	34 853	37 452	38 580	41 145	07
13 698	14 314	15 512	16 602	17 267	18 284	18 707	19 014	19 713	21 814	22 299	23 465	08
9 141	10 029	10 537	11 426	12 332	13 120	13 503	14 267	15 140	15 638	16 282	17 680	09
2 269	2 450	2 601	2 943	3 931	3 786	3 910	4 311	4 371	4 996	6 155	7 906	10
9 460	**10 260**	**11 240**	**11 955**	**12 502**	**13 404**	**13 908**	**14 593**	**15 251**	**16 875**	**16 999**	**18 317**	**11**
8 804	9 559	10 458	11 228	11 676	12 644	13 011	13 472	13 980	15 608	15 592	16 435	12
7 160	7 530	8 217	8 734	9 052	9 642	9 771	9 991	10 468	11 984	11 808	12 472	13
1 644	2 029	2 241	2 494	2 624	3 002	3 240	3 481	3 512	3 624	3 784	3 963	14
656	701	782	727	826	760	897	1 121	1 271	1 267	1 407	1 882	15
3 700	**3 935**	**4 132**	**4 440**	**4 968**	**5 385**	**5 549**	**5 743**	**5 956**	**6 237**	**6 534**	**6 914**	**16**
3 338	3 437	3 588	3 934	4 334	4 522	4 554	4 832	5 097	5 289	5 612	5 914	17
2 839	3 003	3 182	3 382	3 632	3 864	4 020	4 159	4 312	4 507	4 761	5 010	18
499	434	406	552	702	658	534	673	785	782	851	904	19
362	498	544	506	634	863	995	911	859	948	922	1 000	20
14 241	**14 096**	**15 268**	**16 270**	**16 648**	**18 763**	**18 965**	**20 659**	**20 946**	**22 642**	**24 999**	**26 860**	**21**
11 958	12 004	13 211	13 738	14 413	16 211	15 738	16 911	17 261	18 441	19 838	21 272	22
7 978	8 370	8 691	8 940	9 373	10 755	9 989	10 740	10 762	11 407	11 710	11 927	23
3 980	3 634	4 520	4 798	5 040	5 456	5 749	6 171	6 499	7 034	8 128	9 345	24
2 283	2 092	2 057	2 532	2 235	2 552	3 227	3 748	3 685	4 201	5 161	5 588	25
6 892	**7 218**	**7 672**	**7 883**	**8 290**	**8 545**	**8 913**	**9 202**	**9 597**	**10 321**	**10 506**	**10 735**	**26**
6 377	6 750	7 175	7 415	7 718	7 997	8 439	8 603	8 970	9 643	9 694	9 929	27
4 950	5 314	5 506	5 668	5 924	6 129	6 256	6 284	6 567	7 101	7 141	7 213	28
1 427	1 436	1 669	1 747	1 794	1 868	2 183	2 319	2 403	2 542	2 553	2 716	29
515	468	497	468	572	548	474	599	627	678	812	806	30
46 839	**49 084**	**52 765**	**56 251**	**59 488**	**63 913**	**65 262**	**68 848**	**71 428**	**75 906**	**81 389**	**88 295**	**31**

Tableau 5.11

Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1991-2009

Transferts		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
					M$			
01	**Administration fédérale**	**12 142**	**13 173**	**13 748**	**13 217**	**12 775**	**12 695**	**12 600**
02	Allocations familiales et aux jeunes	685	696	9	9	9	9	10
03	Prestation fiscale et crédit d'impôt pour enfant	153	168	1 341	1 342	1 312	1 307	1 318
04	Prestation universelle pour la garde d'enfants	..	..	..	..	..	..	..
05	Pensions, première et seconde guerres mondiales	94	104	103	104	110	110	111
06	Allocations aux anciens combattants	96	97	116	108	85	49	50
07	Subventions aux autochtones et à leurs organismes	216	286	301	291	385	412	348
08	Taxes sur les produits et services – crédit	512	729	749	782	763	776	788
09	Prestations d'assurance-emploi	5 332	5 672	5 434	4 665	4 099	3 772	3 405
10	Paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse	4 750	4 966	5 158	5 352	5 485	5 660	5 821
11	Bourses d'études et subventions à la recherche	151	173	173	197	168	168	171
12	Transferts divers et autres	153	282	364	367	359	432	578
13	**Administration provinciale**	**5 645**	**6 069**	**7 188**	**7 255**	**7 422**	**7 427**	**7 480**
14	Bénéfices d'assurance sociale, assurance contre les accidents du travail	1 138	1 121	1 046	1 049	1 044	1 087	1 033
15	Bénéfices d'assurance sociale, autre	..	..	..	..	..	..	..
16	Subventions aux associations de bienfaisance	504	537	544	581	861	928	1 101
17	Aide sociale – maintien du revenu	2 222	2 660	2 938	3 048	3 048	2 933	2 687
18	Aide sociale – autres	357	410	427	449	488	548	508
19	Transferts divers	1 424	1 341	2 233	2 128	1 981	1 931	2 151
20	**Administrations locales**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
21	**Régime de pensions du Canada**	**46**	**48**	**50**	**52**	**54**	**54**	**54**
22	**Régime de rentes du Québec**	**3 510**	**3 891**	**4 163**	**4 433**	**4 712**	**5 028**	**5 285**
23	**Total**	**21 345**	**23 183**	**25 151**	**24 959**	**24 965**	**25 206**	**25 421**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
12 799	**13 037**	**13 568**	**14 568**	**15 064**	**15 589**	**16 255**	**16 793**	**17 160**	**18 045**	**20 128**	**20 500**	**01**
14	20	24	28	32	34	38	39	44	45	45	44	02
1 378	1 439	1 577	1 715	1 819	1 854	1 972	2 101	2 169	2 175	2 252	2 240	03
..	..	..	..	..	–	–	–	261	545	560	582	04
111	110	117	144	169	177	185	192	205	205	206	205	05
50	53	52	34	27	28	33	36	41	57	73	79	06
434	429	521	442	459	484	506	551	480	511	1 796	713	07
777	804	810	841	856	886	908	926	953	962	997	1 054	08
3 318	3 097	2 972	3 449	3 672	3 817	3 863	3 865	3 538	3 214	3 205	4 081	09
5 976	6 138	6 386	6 645	6 889	7 198	7 474	7 768	8 180	8 597	9 081	9 501	10
127	127	145	153	160	168	201	215	235	242	252	263	11
614	820	964	1 117	981	943	1 075	1 100	1 054	1 492	1 661	1 738	12
7 818	**7 911**	**7 820**	**8 235**	**8 300**	**8 457**	**9 032**	**9 863**	**11 728**	**12 718**	**13 294**	**13 811**	**13**
1 030	1 062	1 115	1 207	1 281	1 377	1 404	1 442	1 485	1 513	1 572	1 624	14
..	..	..	..	..	..	..	..	830	1 452	1 561	1 663	15
1 292	1 258	1 421	1 607	1 673	1 663	1 688	1 743	1 817	1 922	2 156	2 289	16
2 451	2 333	2 259	2 242	2 290	2 342	2 339	2 297	2 327	2 369	2 368	2 445	17
334	333	327	309	295	294	286	281	308	322	322	336	18
2 711	2 925	2 698	2 870	2 761	2 781	3 315	4 100	4 961	5 140	5 315	5 454	19
2	**2**	**–**	**140**	**149**	**193**	**296**	**336**	**283**	**313**	**315**	**317**	**20**
54	**55**	**57**	**58**	**61**	**62**	**94**	**98**	**102**	**106**	**110**	**120**	**21**
5 525	**5 731**	**6 003**	**6 342**	**6 696**	**7 027**	**7 500**	**7 796**	**8 244**	**8 656**	**9 144**	**9 670**	**22**
26 198	**26 736**	**27 448**	**29 343**	**30 270**	**31 328**	**33 177**	**34 886**	**37 517**	**39 838**	**42 991**	**44 418**	**23**

Tableau 5.12

Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques, Québec, 1991-2009

	Transferts	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Administration fédérale**	**1 526**	**640**	**563**	**587**	**399**	**327**	**26**
02	Subventions	1 187	526	572	531	547	582	802
03	Subventions sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
04	Subventions sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
05	Subventions à l'agriculture	162	129	110	97	90	82	67
06	Autres subventions	..	..	..	..	..	..	..
07	Ajustement à une base d'exercice	2	– 27	– 35	– 29	– 26	– 40	5
08	Transferts de capitaux	339	114	– 9	56	– 148	– 255	– 776
09	Aux particuliers et entreprises individuelles, nets	– 171	– 190	– 243	– 225	– 324	– 443	– 851
10	Aux particuliers et entreprises individuelles, bruts	..	..	..	..	..	..	..
11	Des particuliers et entreprises individuelles	..	..	..	..	..	..	..
12	Aux sociétés et entreprises publiques, nets	510	304	234	281	176	188	75
13	**Administration provinciale**	**2 103**	**2 694**	**2 161**	**2 383**	**2 174**	**2 194**	**2 155**
14	Subventions	1 992	2 623	2 087	2 286	2 078	2 082	2 045
15	Dont : Ajustement à une base d'exercice	– 1	76	– 13	– 21	– 10	6	– 8
16	Subventions sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
17	Subventions sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
18	Transferts de capitaux	111	71	74	97	96	112	110
19	Aux particuliers et entreprises individuelles, nets	20	–	16	19	38	58	6
20	Aux sociétés et entreprises publiques, nets	91	71	58	78	58	54	104
21	Aux administrations locales	..	..	..	..	..	–	–
22	**Administrations locales**	**323**	**525**	**532**	**513**	**504**	**506**	**530**
23	Subventions sur les produits	262	469	475	455	447	449	474
24	Transferts de capitaux	61	56	57	58	57	57	56
25	Aux sociétés et entreprises publiques, nets	61	56	57	58	57	57	56
26	À l'administration provinciale	..	..	..	..	..	–	–
27	**Total des subventions**	**3 441**	**3 618**	**3 134**	**3 272**	**3 072**	**3 113**	**3 321**
28	Subventions sur les facteurs de production	..	..	..	201	198	178	390
29	Subventions sur les produits	..	..	..	3 071	2 874	2 935	2 931
30	**Total des transferts de capitaux**	**511**	**241**	**122**	**211**	**5**	**– 86**	**– 610**
31	**Total**	**3 952**	**3 859**	**3 256**	**3 483**	**3 077**	**3 027**	**2 711**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
28	**211**	**– 163**	**– 37**	**102**	**439**	**727**	**765**	**773**	**754**	**501**	**799**	**01**
741	732	549	537	468	764	727	661	678	671	813	1 098	02
..	..	8	9	8	9	9	8	9	6	5	7	03
..	..	541	528	460	755	718	653	669	665	808	1 091	04
78	72	49	31	17	22	111	9	8	8	8	7	05
..	..	495	457	403	698	573	598	622	600	791	1 077	06
– 8	14	– 3	40	40	35	34	46	39	57	9	7	07
– 713	– 521	– 712	– 574	– 366	– 325	–	104	95	83	– 312	– 299	08
– 870	– 956	– 1 066	– 1 000	– 756	– 503	– 330	– 240	– 293	– 269	– 310	– 299	09
..	..	53	21	– 1	3	– 5	15	12	25	35	38	10
..	..	1 119	1 021	755	506	325	255	305	294	345	337	11
157	435	354	426	390	178	330	344	388	352	– 2	–	12
3 227	**3 445**	**3 870**	**4 353**	**4 378**	**5 051**	**5 192**	**5 157**	**5 495**	**6 110**	**6 023**	**6 661**	**13**
2 992	3 059	3 518	4 105	4 122	4 772	4 827	4 861	5 187	5 709	5 742	6 136	14
11	6	– 30	–	11	15	171	– 41	1	53	– 114	– 27	15
..	..	279	285	261	251	231	251	262	265	331	367	16
..	..	3 239	3 821	3 861	4 521	4 596	4 610	4 925	5 444	5 411	5 769	17
235	386	352	248	256	279	365	296	308	401	281	525	18
87	103	90	55	22	10	13	14	12	12	14	15	19
148	283	262	193	234	269	352	282	296	389	267	510	20
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	21
434	**436**	**415**	**448**	**457**	**490**	**508**	**607**	**618**	**724**	**754**	**686**	**22**
380	382	358	387	402	428	444	540	547	564	571	591	23
54	54	57	61	55	62	64	67	71	160	183	95	24
54	54	57	61	55	62	64	67	71	160	183	95	25
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	26
4 113	**4 173**	**4 425**	**5 029**	**4 992**	**5 964**	**5 998**	**6 062**	**6 412**	**6 944**	**7 126**	**7 825**	**27**
438	562	287	294	269	260	240	259	271	271	336	374	28
3 675	3 612	4 138	4 735	4 723	5 704	5 758	5 803	6 141	6 673	6 790	7 451	29
– 424	**– 81**	**– 303**	**– 265**	**– 55**	**16**	**429**	**467**	**474**	**644**	**152**	**321**	**30**
3 689	**4 092**	**4 122**	**4 764**	**4 937**	**5 980**	**6 427**	**6 529**	**6 886**	**7 588**	**7 278**	**8 146**	**31**

Tableau 5.13

Transferts entre administrations publiques, Québec, 1991-2009

	Transferts	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		M$						
01	**Administration fédérale**	**7 438**	**8 237**	**8 803**	**8 578**	**9 662**	**8 216**	**7 133**
02	À l'administration provinciale	7 382	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109	7 030
03	Régime d'assistance publique du Canada	1 486	1 769	1 981	2 132	1 998	525	– 1
04	Subventions statutaires	5	5	5	5	5	9	16
05	Accords fiscaux	3 771	3 559	3 590	3 612	4 486	4 035	4 192
06	Subventions à l'enseignement postsecondaire	267	419	513	366	388	82	– 13
07	Contributions en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation	746	1 073	1 271	1 004	984	211	– 29
08	Caisse d'aide à la santé	354	359	381	362	384	94	– 21
09	Régime de soins médicaux	–	..	..	..	..	..	..
10	Paiement dans le cadre d'ententes pour l'expansion économique régionale	38	42	36	43	183	112	35
11	Langues officielles	82	65	41	83	52	50	61
12	Contributions en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	15	26	23	16	15	21	15
13	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	–	..	–	–	–	1 933	1 895
14	Transferts courants divers	362	595	643	597	846	796	647
15	Aux universités provinciales	256	256	256	257	251	241	233
16	Aux administrations locales	56	69	63	101	70	107	103
17	**Administration provinciale**	**7 105**	**7 547**	**7 528**	**7 607**	**8 132**	**7 511**	**6 721**
18	Aux administrations locales	6 758	7 178	7 156	7 225	7 708	7 051	6 246
19	Commissions scolaires	5 815	6 206	6 022	5 954	6 282	5 865	5 256
20	Transferts de nature générale	943	972	1 134	1 271	1 426	1 186	990
21	À l'administration fédérale	347	369	372	382	424	460	475
22	**Administrations locales**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**19**	**115**
23	À l'administration provinciale	–	–	–	–	–	19	115
24	**Total**	**14 543**	**15 784**	**16 331**	**16 185**	**17 794**	**15 746**	**13 969**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	
					M$							
7 595	**8 138**	**8 246**	**8 763**	**8 259**	**8 972**	**7 795**	**11 660**	**12 116**	**13 650**	**15 219**	**16 159**	**01**
7 504	8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 059	13 585	15 167	16 064	02
–	–	14	..	..	..	..	..	..	..	..	..	03
6	9	7	5	5	5	5	3	5	5	5	5	04
4 854	4 991	5 062	5 568	4 778	4 236	3 038	5 031	5 388	6 794	7 967	8 273	05
–	–	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	06
– 3	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	07
24	– 2	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	08
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	09
81	22	9	7	6	3	2	2	..	..	..	..	10
35	47	55	59	61	44	52	61	88	78	78	78	11
22	34	71	137	75	78	77	43	38	41	32	35	12
1 626	2 078	2 004	1 744	2 333	3 416	3 195	4 721	4 095	4 639	5 014	5 393	13
697	698	711	851	647	838	973	1 350	2 054	1 618	1 624	1 857	14
162	215	283	370	334	330	429	384	391	410	447	423	15
91	42	30	22	20	22	24	65	57	65	52	95	16
7 012	**7 087**	**7 484**	**7 972**	**8 439**	**8 526**	**9 121**	**8 951**	**9 562**	**10 272**	**10 549**	**11 049**	**17**
6 520	6 607	6 929	7 422	7 820	8 007	8 443	8 323	9 080	9 606	9 918	10 394	18
5 170	5 670	6 077	6 287	6 615	6 777	7 054	6 908	7 353	7 827	7 918	8 159	19
1 350	937	852	1 135	1 205	1 230	1 389	1 415	1 727	1 779	2 000	2 235	20
492	480	555	550	619	519	678	628	482	666	631	655	21
274	**364**	**285**	**48**	**49**	**52**	**59**	**68**	**68**	**77**	**91**	**87**	**22**
274	364	285	48	49	52	59	68	68	77	91	87	23
14 881	**15 589**	**16 015**	**16 783**	**16 747**	**17 550**	**16 975**	**20 679**	**21 746**	**23 999**	**25 859**	**27 295**	**24**

Annexe 1

Cadre général des comptes économiques

La révision historique de décembre 1997

Le 12 décembre 1997, Statistique Canada (SC) a diffusé la version révisée des *Comptes économiques nationaux* concernant la période de 1961 à 1997. La diffusion des *Comptes économiques provinciaux* de la période de 1992 à 1997, modifiés également, a pour sa part eu lieu le 15 mai 1998 en fonction de la révision effectuée par SC.

Comme SC l'a exprimé, cette révision vise trois objectifs[1]. Le premier est d'assurer la conformité du Système des comptes nationaux (SCN) canadiens avec les nouvelles normes internationales de la comptabilité nationale, comme elles sont consignées dans le document[2] intitulé *Système de comptabilité nationale, 1993* – aussi appelé SCN 1993 – préparé sous l'égide des Nations unies et publié conjointement en 1993 par la Banque mondiale, la Commission des communautés européennes, le Fonds monétaire international, les Nations unies et l'OCDE. Le deuxième objectif de SC est de ramener les estimations en prix constants et les indices de prix à la nouvelle année de base, qui était alors 1992 = 100. Le troisième objectif, enfin, consiste à incorporer au SCN canadien des révisions statistiques provenant de nouvelles sources d'information, de données déjà corrigées mais dont les révisions n'étaient pas encore prises en compte, ou encore résultant d'une intégration désormais accrue des composantes du SCN canadien.

L'incidence de cette révision sur les comptes économiques du Québec se traduit principalement par la disparition de quelques variables, le changement de nom de certaines autres et l'apparition de quelques-unes jusque-là inédites, ainsi que par la suppression de deux tableaux. L'un de ces tableaux, sur les recettes et dépenses des hôpitaux, disparaît complètement, car les données relatives aux hôpitaux sont désormais intégrées à celles de l'administration publique provinciale; le deuxième tableau, qui présentait les autres transferts des particuliers aux administrations publiques, est désormais fusionné avec celui qui porte sur les impôts directs des particuliers, pour former le nouveau tableau 5.6. Le nombre total des tableaux des chapitres 2 à 6 passe donc de 49 à 48.

Les révisions faites en novembre 2001

Statistique Canada a instauré trois révisions importantes à l'automne 2001. La première est le changement d'année de base pour les données en dollars constants et les indices implicites de prix; la nouvelle année de base est 1997 = 100. Les taux de croissance des années 1981 à 1996 ne s'en trouvent pas modifiés.

La deuxième révision consiste à traiter les dépenses en logiciels comme des investissements plutôt que comme des dépenses courantes; elle a des effets sur certaines variables des tableaux 2.1, 2.2 et 2.3. Dans le tableau 2.1, les bénéfices des entreprises et les provisions pour consommation de capital sont révisés à la hausse, en raison de cette modification. Dans les tableaux 2.2 et 2.3, les dépenses en capital des administrations publiques et des entreprises s'en trouvent augmentées, alors que les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services sont revues à la baisse.

Enfin, en troisième lieu, le concept de produit intérieur (net ou brut) au coût des facteurs est remplacé par celui de produit intérieur (net ou brut) aux prix de base, pour assurer la conformité avec les normes internationales. Ce mode d'évaluation signifie que le produit intérieur (ou revenu) net se définit comme le revenu perçu par les producteurs pour la production ou la vente des biens et services, moins les impôts indirects nets sur ces produits (c'est-à-dire diminué des subventions à recevoir sur lesdits produits).

Pour cette raison, l'ancien poste du tableau 2.1, qui s'appelait « impôts indirects moins subventions », est désormais fractionné en deux composantes : les « impôts moins subventions sur les facteurs de production » et les « impôts moins subventions sur les produits ». La première inclut notamment les cotisations sociales, les taxes foncières, les taxes sur la masse salariale et les subventions à la formation de la main-d'œuvre; la seconde comprend, entre autres, les taxes d'accise, les taxes de vente sur les produits et services, ainsi que les subventions à la production de biens et services.

1. Statistique Canada, note sur le site Web.
2. La version française de ce document porte le numéro ISBN 92-1-261143-5.

La révision effectuée en novembre 2002

Statistique Canada a étendu aux *Comptes économiques provinciaux* (CEP) la mesure du produit intérieur brut (PIB) réel selon les dépenses, déjà adoptée en mai 2001 dans les comptes canadiens trimestriels des revenus et dépenses. Cette mesure fait appel à la formule de l'indice Fisher[3], enchaîné trimestriellement dans les comptes canadiens, mais annuellement dans les CEP.

Le recours à cette méthode produit la mesure la plus précise de la croissance du PIB et de ses composantes d'une période à l'autre; il permet aussi la comparaison avec les comptes des revenus et des produits des États-Unis, qui utilisent également les indices en chaîne.

La méthode antérieure de déflation utilisait des indices de type Laspeyres. Les indices Laspeyres sont à pondération fixe et les poids sont ceux de l'année de base. L'enchaînement se fait en changeant périodiquement l'année de base, soit à des intervalles variant entre 5 et 10 ans. Toutefois, cette formule tend à surestimer la croissance, et ce biais prend plus d'importance si des changements technologiques importants font baisser les prix d'un secteur de l'économie par rapport aux autres, comme ce fut le cas avec l'expansion rapide des technologies de l'information et des communications (TIC). À l'opposé, l'indice de type Paasche, dont les pondérations sont celles de la période courante, génère un biais inverse, car il tend à sous-estimer la croissance.

L'indice de type Fisher est la moyenne géométrique des indices Laspeyres et Paasche; il génère donc une estimation du PIB comprise entre celles des deux autres. L'indice Fisher est la mesure la plus proche de celle qui serait produite par un indice dont les pondérations changeraient continuellement.

La réconciliation avec d'autres ensembles de données

À compter de l'édition 1999, les *Comptes économiques des revenus et dépenses* sont réconciliés avec les deux autres ensembles de données que sont les tableaux d'entrées-sorties et les indicateurs de la production industrielle.

La ventilation des échanges extérieurs entre biens et services

À compter de l'édition 2005, SC a réintroduit la ventilation entre biens et services[4] dans les agrégats du commerce extérieur. Toutefois, les échanges de biens et services diffusés dans les CEP suivent les conventions utilisées dans le Système de compatibilité nationale. Il en résulte que le grand total des exportations (et des importations) internationales de biens – et celles de services – ne correspond pas aux exportations (ni aux importations) canadiennes de biens – et de services – comme diffusées dans les comptes nationaux trimestriels. En effet, celles-ci suivent les normes et les conventions de la balance des paiements. Par ailleurs, des marges sont attribuées aux divers produits en utilisant les taux de marge provinciaux des tableaux d'entrées-sorties, afin de mieux mesurer les exportations (et les importations) internationales de biens en prix à l'achat pour chacun des produits en valeur nominale. La déflation est réalisée distinctement sur les produits en prix à la production et sur les marges, après quoi les deux quantités ainsi obtenues sont agrégées afin d'obtenir la valeur en termes réels des produits exportés (et importés) en prix à l'achat. Enfin, les échanges interprovinciaux de biens et services sont mesurés en prix à la production.

Le traitement des régimes de retraite de la fonction publique

À compter de la diffusion du premier trimestre 2000 des *Comptes nationaux des revenus et dépenses* et, par conséquent, de l'édition 2000 des *Comptes économiques provinciaux*, SC a modifié le traitement des régimes de retraite non autonomes des administrations publiques fédérale et provinciales. Ces régimes font désormais partie du secteur des particuliers et ils sont traités de la même façon que les caisses de retraite autonomes ou en fiducie, alors qu'auparavant, ils faisaient partie du secteur des administrations publiques.

Les cotisations des employeurs et des salariés à ces régimes ne sont plus transférées aux administrations publiques en tant que contributions aux régimes d'assurance sociale, mais elles continuent d'être comptabilisées dans la rubrique « salaires, traitements et revenus supplémentaires du travail », dans le secteur des particuliers. Par contre, les revenus de placement de ces régimes s'ajoutent aux revenus de placement des particuliers plutôt qu'à ceux des administrations. Enfin, les prestations de retraite versées par ces régimes ne font plus partie des transferts courants des administrations publiques aux particuliers – par le fait même, elles disparaissent du revenu personnel – mais elles viennent diminuer la richesse personnelle accumulée, laquelle fait partie des comptes de patrimoine et non des comptes des revenus et dépenses. Tous ces changements ont pour effet net l'accroissement de l'épargne personnelle, parce qu'ils donnent lieu à une augmentation du revenu personnel

3. Statistique Canada, note sur le site Web.
4. Statistique Canada, p. 44-46, novembre 2005 (13-016-XIE).

combinée à une réduction des cotisations aux régimes d'assurance sociale.

Dans la présente publication, ces modifications ont une incidence sur la présentation et le contenu des tableaux supplémentaires sur les administrations publiques (chapitre 5) numéros 5.1, 5.2, 5.3, 5.6, 5.9 et 5.11. Les tableaux sectoriels du chapitre 3 sont également touchés, soit les numéros 3.5, 3.6, 3.9, 3.10, 3.13 et 3.14. Enfin, les tableaux sommaires numéros 2.6, 2.7 et 2.8 du chapitre 2 subissent aussi des modifications attribuables à ces changements.

L'objectif de la comptabilité économique

Dans une économie moderne, une foule d'individus effectuent des opérations dont la complexité et la diversité s'accroissent avec les années. Ces individus ou agents économiques, que l'on nomme « ménages, entreprises ou gouvernements », prennent part à des activités de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échange avec l'extérieur. En vue de connaître les liens entre les agents et leurs activités, il faut inscrire leurs opérations à l'intérieur d'un cadre de comptabilité global, tout comme l'industriel suit les opérations de son entreprise grâce à une série d'états financiers. Le besoin de connaître les « allées et venues » des différents agents économiques a donné naissance à la comptabilité économique. L'objectif d'un système de comptabilité est donc la mise en place et le maintien d'un « cadre complet et détaillé pour l'enregistrement systématique et intégré des flux et des stocks d'une économie[5] ». Cependant, l'enregistrement systématique et intégré des activités de millions d'individus n'est pas chose facile. Il faut mettre au point un modèle réduit des activités économiques, afin que les différents agents économiques puissent prendre des décisions plus rapidement et plus facilement. Ainsi, les individus sont classés en agents économiques et les activités sont réparties selon des dénominateurs communs, tels que la consommation et la production. Ce cadre d'enregistrement des activités économiques doit être le plus complet possible, ce qui oblige à une présentation relativement globale.

La poursuite des travaux sur la comptabilité économique est le fruit de l'expérience de la crise des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale. Ces deux événements ont incité les économistes et les statisticiens à approfondir leurs connaissances des phénomènes économiques, et à améliorer la collecte et l'organisation des données quantitatives. À cet égard, les travaux de John Maynard Keynes ont exercé une influence considérable. Plus près de nous, au cours des années 1960, un groupe d'experts, sous l'égide des Nations unies, a élaboré un système de comptabilité nationale. Ce système a été rapidement implanté dans différents pays, dont le Canada et, par conséquent, au Québec. C'est ce système qui a été révisé en profondeur en 1993 et qui est à la base des données de cette publication.

Le contenu d'un système de comptabilité économique

Le système de comptabilité économique mis au point par les Nations unies se compose de plusieurs milliers de matrices, dont certaines peuvent contenir plusieurs centaines de lignes et de colonnes. Ainsi, tous les renseignements quantitatifs de nature économique trouvent leur place dans le système des Nations unies. L'enregistrement de données statistiques est fait à partir de sept comptes, dont quatre sont des comptes de stocks. La suite de cette section décrit brièvement le contenu d'un système de comptabilité économique.

Dans un territoire donné, il existe des stocks de matières premières (gisements miniers, forêts, terres arables, etc.), des stocks de capitaux (logements, usines, équipement de production, etc.), des stocks monétaires (argent en circulation, réserves d'or, etc.). Ces stocks sont soit possédés par les résidants du territoire, soit détenus par des non-résidants (ailleurs dans le monde). Ces différents stocks sont enregistrés dans les comptes de patrimoine sous l'appellation « actifs et passifs d'ouverture ».

Les agents économiques effectuent des opérations de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échanges avec le reste du monde. Ces différentes opérations donnent naissance au compte du produit intérieur brut (la production), au compte des revenus et dépenses (la consommation), au compte de capital et de financement (l'accumulation) et au compte de la balance des paiements (échanges avec le reste du monde). Ces quatre comptes, nommés « comptes d'opération », sont les plus connus et ils font partie intégrante de la plupart des systèmes de comptabilité. Ces comptes enregistrent les différentes transactions relatives aux biens et services : les agents économiques produisent des biens et services, ils reçoivent une rémunération et effectuent des dépenses. Enfin, une partie résiduelle est accumulée en vue de grossir les stocks initiaux. À différentes phases de ces opérations, il existe des échanges avec le reste du monde (achats et ventes de matières premières, de produits finis ou semi-finis, importations et exportations de capitaux, etc.).

À la fin d'une période donnée, il y a réévaluation des actifs et des passifs. Ainsi, les créances ont soit diminué, soit augmenté, de même que les stocks de matières premières. Les variations enregistrées dans le

5. NATIONS UNIES (1968). *Système de comptabilité nationale*, New York, « Études méthodologiques », série F, n° 2, rev. 3.

compte de réévaluation sont par la suite additionnées ou soustraites des actifs et passifs d'ouverture. Cela donne les actifs et les passifs de clôture que l'on trouve dans les comptes de patrimoine.

Comme nous pouvons le constater, les comptes des revenus et dépenses ne représentent qu'une partie d'un système de comptabilité économique. Cependant, ils demeurent les comptes les mieux connus et les plus utilisés. Ces comptes, ainsi que les autres comptes d'opération, sont produits par un grand nombre de pays, dont le Canada. Les comptes de patrimoine et les comptes de réévaluation ne sont, pour l'instant, que très peu ou pas produits.

Les *Comptes économiques provinciaux des revenus et dépenses*

Historique

Au Québec, les travaux sur la comptabilité économique ont été amorcés en 1966. La première publication, en 1968, portait le nom de *Tableaux types des comptes économiques du Québec, 1946-1968*[6]. En 1970 et en 1972, cette publication a été reprise sous le même titre. Par la suite, deux comités fédéraux-provinciaux ont contribué au développement des *Comptes économiques provinciaux* : le sous-comité fédéral-provincial sur les données économiques, en 1970-1971, et le comité fédéral-provincial sur les *Comptes économiques provinciaux*, formé au printemps 1973. Ce dernier avait le mandat d'élaborer des estimations du produit intérieur brut et de ses emplois, par province, selon les meilleures méthodes possible. Les résultats des travaux de ce comité ont donné naissance à la première publication des *Comptes économiques provinciaux* en 1977[7]. Depuis cette date, SC publie des données sur les comptes économiques par province. Le Québec publie aussi des données sur les comptes économiques. Cependant, la publication du Québec comporte un certain nombre de particularités par rapport à celle de SC, et elle contient des tableaux supplémentaires, notamment ceux des comptes des revenus et dépenses, de capital et de financement par agent économique, et ceux qui portent sur la distribution industrielle du produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants.

Le concept de production intérieure

Les comptes économiques reposent sur le concept de la production intérieure, lequel est au cœur de tout système de comptabilité économique. Ainsi, la production engendre des revenus qui seront dépensés pour l'achat de biens et services, d'où l'influence de la délimitation des frontières géographiques de la production pour les revenus et dépenses.

Le choix du concept de production intérieure dépend en partie d'éléments liés aux opérations : il est plus facile de mesurer la production à l'intérieur d'un territoire donné que de mesurer les revenus que les résidants d'un territoire donné obtiennent grâce à leur participation à une activité économique, quel que soit le lieu où cette activité se déroule. Ainsi, le concept de production intérieure mesure la production des établissements situés dans un territoire donné et les revenus qui découlent de cette production, avant toute redistribution à l'échelle interprovinciale ou internationale. Le choix de ce concept n'élimine pas en soi toutes les difficultés d'estimation, mais il permet de mieux délimiter la production à mesurer. De plus, le concept de production intérieure se rapproche de variables économiques intérieures, telles que l'emploi, le stock de capital, l'investissement, etc.

Pour ces raisons et plusieurs autres, le Système de comptabilité nationale des Nations unies, le Système de comptabilité nationale canadien et, par conséquent, les *Comptes économiques provinciaux* sont élaborés selon le concept de production intérieure plutôt qu'en fonction de celui de production nationale, bien que ce dernier soit également utilisé.

Les composantes des *Comptes économiques des revenus et dépenses*

L'objectif principal des *Comptes économiques des revenus et dépenses* est de mesurer la production[8] d'un pays, d'une province ou d'un territoire donné. En ce qui concerne les comptes provinciaux, la production que l'on désire mesurer est la production intérieure. Il existe trois méthodes de mesure, soit la méthode des revenus, la méthode des dépenses et la méthode de la valeur ajoutée. Dans les comptes des revenus et dépenses, on se sert essentiellement des deux premières méthodes pour estimer la production. Ainsi, on utilise la somme des revenus pour mesurer le produit intérieur brut (tableau 1.1) et la somme des ventes finales aux utilisateurs pour mesurer la dépense intérieure brute (tableau 1.2). La troisième méthode, celle de la valeur ajoutée, est peu utilisée dans les comptes des revenus et dépenses. Elle est surtout employée lorsqu'il s'agit de mesurer la production par secteur d'activité, et que l'on dispose d'information sur les valeurs brutes de production et les coûts des intrants.

---

6. Publication du ministère du Développement économique, de l'Innovation et l'Exportation
7. STATISTIQUE CANADA (1977). *Comptes économiques provinciaux, 1961-1974*, mai.
8. La production considérée est la production « nette », c'est-à-dire la production totale moins les intrants intermédiaires nécessaires à la fabrication d'un bien ou d'un service.

En vue de mesurer la production d'un pays ou d'un territoire donné, il est de première importance de classer et de synthétiser tout le détail des opérations qui ont cours à l'intérieur de ce territoire. Ainsi, il faut non seulement synthétiser une multitude d'opérations économiques individuelles, mais aussi classer ces opérations selon leurs caractéristiques économiques propres. C'est ainsi que l'économie est subdivisée en certains grands regroupements d'agents qui forment les secteurs des entreprises, des ménages, des administrations publiques et des non-résidants. Le secteur des entreprises regroupe les agents dont la fonction principale est de produire en vue d'un profit (ex. : sociétés privées et entreprises gouvernementales). Le secteur des ménages englobe les agents dont les activités sont axées sur la consommation finale (ex. : les particuliers, les organismes privés sans but lucratif tels que les syndicats et les associations professionnelles). Le secteur des administrations publiques regroupe les agents économiques dont l'activité principale est directement liée aux affaires publiques (ex. : les ministères et agences gouvernementales, que ce soit sur le plan fédéral, provincial ou local, et les régimes publics de pension). Enfin, le secteur des non-résidants représente les transactions avec l'extérieur.

Ces agents s'adonnent à trois principaux types d'activité économique : la production, la consommation et la formation de capital. En principe, il serait possible de construire un compte correspondant à chacun de ces trois types fondamentaux d'activité économique, et ce, pour chacune des quatre catégories de secteurs (agents) énumérées précédemment. En pratique, les comptes économiques présentent des comptes des revenus et dépenses par agent économique, de même que des comptes de financement du capital (ou formation de capital). Un seul compte de production est présenté : il s'agit d'un compte pour l'économie tout entière, c'est-à-dire pour les quatre catégories d'agents considérées ensemble. Ce compte de production représente la somme des différents agents économiques (tableaux 2.1 et 3.1) et la somme de toutes les ventes finales faites à ces mêmes agents (tableaux 2.2 et 3.2). Ces divers comptes décrivent, au sens strict, les composantes des *Comptes économiques des revenus et dépenses*. Généralement, dans les publications relatives aux comptes des revenus et dépenses, on trouve des tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut, de même que des tableaux supplémentaires concernant les administrations publiques.

Annexe 2

Sources et particularités

La présente section décrit les principales sources statistiques des variables apparaissant dans cette publication, de même que les particularités d'un tableau donné par rapport au même tableau des *Comptes économiques provinciaux* (CEP) de SC. En vue d'alléger la présentation, les sigles suivants sont utilisés :

SC : Statistique Canada. Les données trimestrielles canadiennes se trouvent dans la publication 13-001 : *Comptes nationaux des revenus et dépenses*; les données annuelles des CEP apparaissent dans la publication 13-213 : *Comptes économiques provinciaux* et elles sont accessibles dans la banque de données CANSIM.

ISQ : Institut de la statistique du Québec.

Les tableaux sommaires

Tableau 2.1
Produit intérieur brut selon les revenus

Source : SC.

Les données sur la rémunération des salariés sont estimées sur une base intérieure et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 2.6, calculées selon la base nationale.

Le concept de produit intérieur (net ou brut) aux prix de base remplace celui de produit intérieur (net ou brut) au coût des facteurs. Les impôts indirects nets sont scindés en deux composantes, selon qu'ils s'appliquent aux facteurs de production ou aux biens et services.

Tableau 2.2
Produit intérieur brut selon les dépenses

Source : SC.

SC estime les dépenses personnelles en biens et services de consommation sur une base nationale, plutôt que sur une base intérieure. La différence entre les deux concepts est attribuable à la balance touristique (différence entre les dépenses des étrangers au Québec et les dépenses des Québécois à l'étranger). Par conséquent, la demande intérieure totale et la demande intérieure finale se trouvent augmentées ou diminuées d'une valeur égale à la balance touristique, selon que celle-ci soit positive ou négative.

Les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, sont ventilées selon les biens et services.

Les dépenses en logiciels sont considérées comme des dépenses en capital plutôt que de fonctionnement courant.

Tableau 2.3
Produit intérieur brut réel

Source : SC.

Dans ce tableau, le PIB et ses composantes sont exprimés en termes réels grâce à la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher, dont l'année de base est 2002. Pour ce qui concerne chacune des années, sauf l'année de base, la somme des composantes diffère des totaux partiels et des totaux, parce que l'enchaînement a lieu chaque année et non plus seulement au cours de l'année de base.

La méthode des indices en chaîne est désormais la méthode officielle de déflation adoptée par SC pour les *Comptes économiques provinciaux*, et les valeurs obtenues par cette méthode constituent dorénavant les données officielles du PIB réel et de ses composantes.

Comme au tableau 2.2, les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, sont ventilées selon les biens et services.

Tableau 2.3A
Produit intérieur brut aux prix de 2002

Source : SC.

Ce tableau présente une estimation du PIB et de ses composantes en dollars constants, obtenue par la méthode antérieure des indices de prix à pondération fixe. Il est publié ici à titre indicatif seulement, et de façon temporaire, dans le seul but de faciliter, pour les utilisateurs, la transition vers la nouvelle méthode de déflation à l'aide des indices en chaîne.

Dans ce tableau, pour ce qui est des années antérieures à l'année de base 2002, la somme des

composantes diffère des totaux partiels et des totaux. Les différences correspondent aux variables d'ajustement inhérentes à la méthode de déflation utilisée par SC et qui ne sont pas reproduites dans ce tableau. Selon cette méthode, les mouvements en volume de chaque composante, total partiel ou total, demeurent les mêmes que lorsqu'ils étaient exprimés en dollars constants de 1997 pour les données de la période 1997-2001, de 1992 pour les données de la période 1992-1996, ou de 1986 pour celles de la période 1986-1991. Les composantes ainsi raccordées ne s'additionnent donc pas exactement pour donner les totaux partiels et les totaux. Les variables d'ajustement restaurent cette additivité.

Les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces, sont ventilées selon les biens et services.

Tableau 2.4
Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel

Sources : SC et ISQ.

La méthode de déflation à l'aide d'indices de prix en chaîne permet de calculer la contribution, en points de pourcentage, de chaque composante du PIB, et de chaque total partiel, à la variation globale du PIB. Ce tableau est donc en relation avec le tableau 2.3 sur le PIB réel et non avec le tableau 2.3A qui fait appel à la méthode antérieure de déflation.

Contrairement aux tableaux 2.2, 2.3, 2.3A et 2.5, les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, font l'objet d'une ventilation selon les biens et services par l'ISQ pour les années antérieures à 1997, et par SC pour les années 1997 et suivantes.

Tableau 2.5
Indices implicites de prix, produit intérieur brut

Source : SC.

Ces indices sont appelés « implicites » parce qu'ils sont le résultat de la division des valeurs en dollars courants du tableau 2.2 par les valeurs correspondantes en termes réels du tableau 2.3, obtenues par la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher.

Les indices implicites de prix des variables du commerce extérieur sont eux aussi ventilés selon les biens et services.

Tableau 2.6
Provenance du revenu personnel

Source : SC.

Les données sur la rémunération des salariés sont estimées sur une base nationale et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 2.1, évaluées selon la base intérieure.

En effet, la rémunération sur une base nationale inclut les salaires versés hors du Québec à des résidants du Québec, mais elle exclut les salaires versés au Québec à des non-résidants. Selon la base intérieure, la rémunération englobe tous les salaires versés sur le territoire du Québec, que ce soit à des résidants ou à des non-résidants.

Tableau 2.7
Utilisation du revenu personnel

Source : SC.

L'estimation par SC des dépenses personnelles de consommation, sur une base nationale, permet une meilleure évaluation de l'épargne personnelle, étant donné qu'on tient compte des dépenses des résidants effectuées à l'étranger, lesquelles viennent réduire d'autant l'épargne des ménages résidants. La prise en compte de la balance touristique a pour effet de maintenir la propension moyenne à consommer inférieure à l'unité dans le cas où l'épargne des résidants est inférieure aux dépenses des touristes étrangers.

Comme l'épargne personnelle est obtenue de façon résiduelle, elle inclut toutes les erreurs d'estimation. Son interprétation doit donc être faite avec prudence.

Tableau 2.8
Rapport entre le produit intérieur brut, le produit intérieur brut et net aux prix de base, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle

Sources : ISQ et SC.

Tableau 2.9
Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement

Source : SC.

Tableau 2.10
Investissements en capital fixe, état de rapprochement

Sources : ISQ et SC.

Les tableaux sectoriels

Les tableaux sectoriels sont élaborés par l'ISQ et n'ont pas d'équivalent dans les *Comptes économiques provinciaux* de SC. Ils se composent de revenus et de dépenses ainsi que de comptes de financement du capital pour les agents économiques suivants : particuliers et entreprises individuelles, administrations provinciale et locales et un ensemble de comptes consolidés. Les tableaux sectoriels sont élaborés principalement à partir des renseignements contenus dans les tableaux sommaires (tableaux 2.1 à 2.10) et les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques (tableaux 5.1 à 5.13).

Les données manquantes sont soit obtenues de SC, soit directement estimées par l'ISQ. Ainsi, la valeur de la dernière année relativement à de nombreuses variables doit être estimée. Toutefois, ces estimations découlent de celles qui ont été faites dans les tableaux 5.1 à 5.13.

Tableau 3.1
Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure

Sources : ISQ et SC.

La rémunération des salariés se compose des salaires et traitements ainsi que des revenus supplémentaires du travail. La Division du travail de SC estime les salaires et traitements selon les agents économiques, et une somme globale pour les revenus supplémentaires du travail. L'ISQ ventile cette dernière somme entre les divers agents économiques. Les provisions pour consommation de capital des particuliers et des entreprises individuelles sont estimées par l'ISQ à partir des données sur l'amortissement des comptes nationaux annuels.

Tableau 3.2
Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure

Sources : ISQ et SC.

Les calculs effectués en vue d'obtenir la balance touristique permettent d'estimer les ventes directes des entreprises aux particuliers, notamment en éliminant des dépenses personnelles de biens et services de consommation les achats de biens et services auprès des non-résidants du Québec. Une estimation des investissements en capital fixe et en stocks attribuables aux entreprises individuelles est obtenue à partir de pourcentages propres aux secteurs économiques apparaissant dans la revue intitulée *Investissements privés et publics au Canada* (61-205). Enfin, plusieurs éléments proviennent du tableau 5.10 « Dépenses publiques courantes en biens et services et investissements des administrations publiques ». Ce dernier tableau, élaboré par l'ISQ, ventile les dépenses salariales et les autres achats de biens et services par niveau d'administration publique.

Tableau 3.3
Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement

Sources : ISQ et SC.

À la ligne 16 de ce tableau, l'épargne des sociétés et des entreprises publiques comprend les bénéfices non répartis des sociétés, les bénéfices non versés des entreprises publiques et l'ajustement de la valeur des stocks. Des difficultés conceptuelles et d'ordre statistique empêchent d'estimer séparément l'épargne des sociétés au niveau provincial. En conséquence, le poste de la ligne 16 est estimé de façon résiduelle et comprend, en théorie, l'épargne des sociétés et des entreprises publiques, mais aussi l'épargne des non-résidants mise à la disposition de l'économie nationale par l'intermédiaire du déficit encouru au compte financier de la balance des paiements.

Tableau 3.4
Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute

Sources : ISQ et SC.

L'estimation du prêt net des sociétés et des entreprises publiques, à la ligne 17 de ce tableau, est sujette aux mêmes difficultés conceptuelles et statistiques que la ligne 16 du tableau 3.3.

Les données apparaissant dans les tableaux 3.3 et 3.4 proviennent des tableaux sectoriels sur les comptes de financement du capital, soit les tableaux 3.7, 3.8, 3.11, 3.12, 3.15 et 3.16.

L'investissement en construction résidentielle est ventilé entre, d'une part, les particuliers et les entreprises individuelles et, d'autre part, les sociétés et les entreprises publiques.

Tableau 3.5
Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles – revenus

Sources : ISQ et SC.

Voir le tableau 3.1 pour la rémunération des salariés.

Tableau 3.6
Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles – dépenses

Sources : ISQ et SC.

Les achats de biens et services de consommation auprès des entreprises et des non-résidants sont obtenus à partir des calculs de la balance touristique.

Tableau 3.7
Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles – ressources

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.8
Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles – utilisation de l'épargne

Sources : ISQ et SC.

Les données apparaissant aux tableaux 3.7 et 3.8 proviennent de SC et de l'ISQ.

Tableau 3.9
Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – revenus

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.10
Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – dépenses

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.11
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – ressources

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.12
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – utilisation de l'épargne

Sources : ISQ et SC.

Les données qui apparaissent dans les tableaux 3.11 et 3.12 proviennent de SC et du tableau 5.10.

Tableau 3.13
Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – revenus

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.14
Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – dépenses

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.15
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – ressources

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.16
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – utilisation de l'épargne

Sources : ISQ et SC.

Les données apparaissant dans les tableaux 3.15 et 3.16 proviennent de SC et du tableau 5.10.

Les tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut aux prix de base

Les tableaux 4.1 à 4.4 sont élaborés par l'ISQ, soit à partir de l'information obtenue de différentes divisions de SC, soit à partir d'estimations si les données sont manquantes. Ces tableaux ventilent, par secteur d'activité économique, les principales composantes du produit intérieur brut selon la valeur ajoutée.

Tableau 4.1
Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

Aux fins de la présente publication, le tableau 4.1 est la somme des tableaux 4.2, 4.3 et 4.4. Les données qui apparaissent dans ce tableau proviennent de la Division des mesures et de l'analyse des industries (DMAI) de SC[1]. Toutefois, à l'aide de méthodes analogues à celles de SC,

1. La méthodologie de Statistique Canada est décrite dans sa publication numéro 15-203.

l'ISQ procède à des estimations afin d'établir, sur une même base, le PIB par secteur des années les plus récentes.

Tableau 4.2
Rémunération des salariés, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

L'information de base provient de la Section du revenu du travail de SC qui produit les données sur les salaires et traitements par agent économique et par activité économique. En ce qui concerne les années antérieures à 1997, l'ISQ estime les données selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) à partir de celles qui existaient selon la Classification type des industries (CTI). L'ISQ désagrège également certains secteurs d'activité économique relativement à l'année la plus récente.

Tableau 4.3
Excédent d'exploitation et ajustements divers

Sources : ISQ et SC.

La Division des mesures et de l'analyse des industries de SC établit le PIB selon la valeur ajoutée pour ce qui est des secteurs d'activité économique. En soustrayant de ces données la somme des revenus de certains facteurs, tels que les salaires et le revenu net des entreprises individuelles agricoles et non agricoles, on obtient les données du tableau 4.3. Quant aux données des années les plus récentes, comme on ne connaît pas directement l'excédent d'exploitation, on estime que son évolution suit celle des indicateurs connexes à chacun des secteurs. Ainsi, dans certains cas, on utilise comme indicateur la valeur ajoutée, la production brute, les expéditions des producteurs, les ventes au détail et, dans d'autres cas, la somme des revenus de certains facteurs. Cependant, ces méthodes requièrent constamment des modifications afin de tenir compte des progrès que connaît la statistique, et des changements survenus dans les données canadiennes qui servent de repères.

Tableau 4.4
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques

Les tableaux sur les administrations publiques proviennent en grande partie de SC et ils sont disponibles dans la publication 13-213 et la banque de données CANSIM. Par contre, les tableaux 5.7 et 5.10 sont produits par l'ISQ. L'information présentée dans ces tableaux est soit obtenue de SC, soit estimée directement par l'ISQ.

Dans les nombreux cas de variables pour lesquelles la valeur de la dernière année n'est pas disponible, cette valeur est estimée à l'aide du taux de croissance annuel de la variable concernée, ou d'une variable apparentée, dans les comptes économiques trimestriels du quatrième trimestre du Québec ou du Canada.

Tableaux 5.1 à 5.5
Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.6
Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.7
Impôts directs des sociétés et entreprises publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.8
Impôts indirects

Sources : ISQ et SC.

La présentation de ce tableau reflète désormais la ventilation des divers impôts indirects entre les impôts sur les facteurs de production et les impôts sur les produits.

Tableau 5.9
Revenus de placement des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.10
Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Ce tableau présente les dépenses publiques courantes en biens et services ainsi que les investissements des différents niveaux d'administration publique. Les dépenses courantes sont ventilées selon deux composantes : la rémunération des salariés et les autres achats de biens et services. Les montants totaux des dépenses courantes et des investissements proviennent des tableaux 5.1 à 5.5. Seules les dépenses pour d'autres achats

de biens et services sont obtenues de façon résiduelle plutôt que par estimation. Les administrations locales incluent les commissions scolaires, conformément aux normes adoptées par SC, mais présentées séparément afin de permettre aux utilisateurs qui le désirent de reconstituer l'ensemble du secteur public de l'éducation au Québec.

Tableau 5.11
Transferts des administrations publiques aux particuliers

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.12
Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

La présentation de ce tableau reflète désormais la ventilation des subventions entre celles qui sont attribuables aux facteurs de production et celles qui se rapportent aux produits.

Tableau 5.13
Transferts entre administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Cette publication expose les comptes économiques annuels des revenus et dépenses les plus récents. La présente édition couvre la période de 1991 à 2008 et elle inclut les données provisoires pour l'année 2009.

Les données sont harmonisées avec les tableaux d'entrées-sorties et les indicateurs de la production industrielle.

Trois grandes parties composent ce document :

- au premier chapitre, les faits saillants de l'économie du Québec en 2008 et 2009;
- réparties en six chapitres, les grandes variables économiques de 1991 à 2009 présentées sous forme de tableaux statistiques;
- décrits en annexe, le cadre général des comptes économiques, les grandes lignes des révisions apportées au système canadien des comptes nationaux, les sources des données et les particularités des tableaux.

En somme, l'économie du Québec exposée dans le cadre cohérent de la comptabilité nationale.

Institut de la statistique Québec